2017-2020

PLAN DE RÉPONSE HUMANITAIRE

JANVIER-DÉCEMBRE 2019

JAN 2019

CAMEROUN

Photo: OCHA/Eve Sabbagh

POPULATION TOTALE DU CAMEROUN	PERSONNES DANS LE BESOIN	PERSONNES CIBLÉES	BUDGET (US$)	# PARTENAIRES HUMANITAIRES
25M	4,3M	2,3M	299M	33

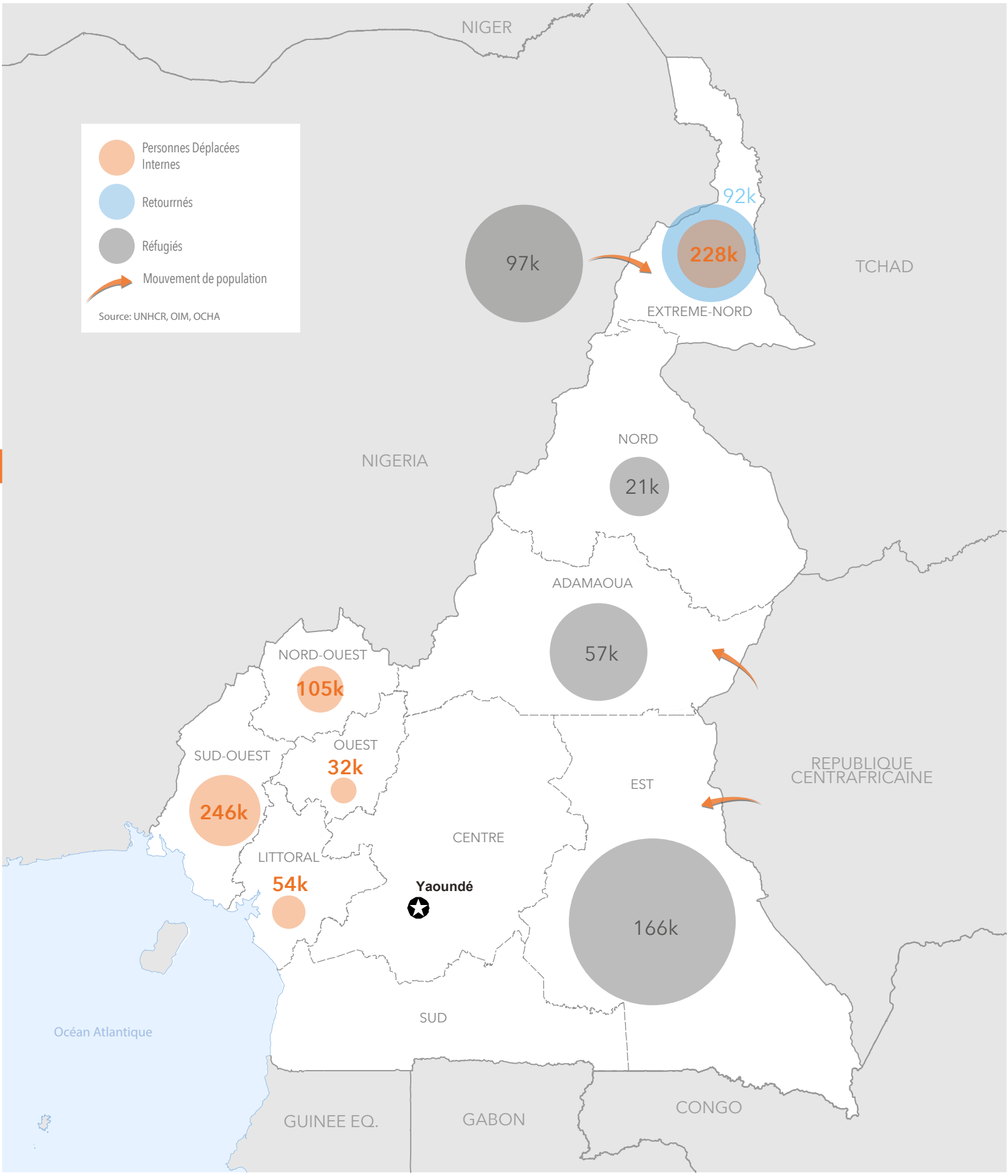


TABLE DES MATIÈRES

PARTIE I: STRATÉGIE DU PAYS

Préface par le Cordonnateur Humanitaire 04
Le plan de réponse humanitaire en un coup d'oeil 05
Aperçu de la crise 06
Objectifs Stratégiques 07
Stratégie de la réponse 09
Capacité opérationnelle 15
Accès Humanitaire 16
Monitoring de la réponse 18
Résumé des besoins, cibles et budgets 19

PARTIE II: PLANS DE RÉPONSE OPERATIONNELLE

Abris et NFI 22
Eau, hygiène et assainissement 24
Education 26
Nutrition 28
Protection 30
- Protection de l'enfance 32
- Violences basées sur le genre 34

Logistique - Cluster Nord-Ouest et Sud-Ouest 36
Relèvement précoce 38
Santé 40
Sécurité alimentaire 42
Réponse multisectorielle pour les réfugiés nigérians 44
Réponse multisectorielle pour les réfugiés centrafricains 46
Réponse multisectorielle aux personnes non-réfugiées 48
Coordination 50

PARTIE III : ANNEXES

Objectifs, indicateurs et cibles 53
Organisations participantes et besoins budgétaires 62
Chiffres de planification: personnes dans le besoin et ciblées 64
Guide du donateur 66

PRÉFACE PAR

LE COORDONNATEUR HUMANITAIRE

Les besoins humanitaires au Cameroun n'ont jamais été aussi importants. Aujourd'hui, 4,3 millions de personnes ont besoin d'assistance humanitaire, soit une personne sur cinq, les femmes et les enfants étant les plus vulnérables d'entre eux. Une hausse de plus de 30% en comparaison à 2018 qui touche la quasi totalité du territoire camerounais (8 régions sur 10).

Dans le Sud-Ouest et Nord-Ouest en particulier, nous avons assisté à l'émergence d'une nouvelle crise caractérisée par de nombreux abus et violations des droits de l'homme. Plus d'un demi-million de personnes ont été déplacées et les installations de première nécessité ont été la cible de nombreuses attaques. Les conséquences sont lourdes, à la fois sur le système éducatif, la santé et la production agricole.

Malheureusement, la crise dans l'Extrême-Nord, où près d'un demi-million de personnes sont toujours déplacées, est aussi loin d'être éradiquée. Au début de l'année, 35 000 personnes n'ont pas eu d'autre choix que de fuir leur village à l'Est du Nigeria pour trouver refuge au Cameroun suite aux récentes attaques de Boko Haram.

Dans l'Est, le Nord et l'Adamaoua, il n'y a toujours pas de perspective de retour pour les 252 000 réfugiés centrafricains. Eux aussi, nécessitent une réponse qui favorise le relèvement et la résilience dans les communautés affectées.

Trois crises dont les causes et les impacts diffèrent. Des besoins qui vont du sauvetage des vies au relèvement, et donc des stratégies de réponse qui doivent être adaptées et construites autour de ces différents contextes et vulnérabilités.

Fort heureusement, le peuple camerounais continue de faire preuve de générosité face à la détresse humanitaire. Des milliers de familles à Makary, Amchidé ou Limbé ont ouvert leur maison à ceux qui ont fui les conflits, partageant des ressources déjà très limitées. Dans des milieux difficiles et parfois hostiles, des humanitaires travaillent sans relâche pour apporter une assistance à celles et ceux dans le besoin.

La protection, la sécurité alimentaire, l'accès aux soins de santé, à l'éducation et aux autres services de base est notre priorité. Pour se faire, nos besoins financiers s'élèvent à $299 millions, pour aider les 2,3 millions d'hommes, de femmes, de filles et de garçons les plus vulnérables, soit un million de plus de plus qu'en 2018.

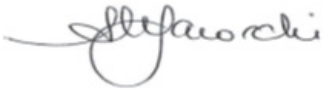
Pour cela, l'ensemble des acteurs humanitaires doit avoir un accès sûr, durable et sans entrave aux populations qui ont besoin d'une aide d'urgence à travers le pays. J'appelle donc toutes les parties prenantes à reconnaitre l'importance de la protection des civils et à permettre un accès libre aux organisations humanitaires.

En 2019, les populations affectées au Cameroun demeurent notre premier partenaire et nous nous assurerons de leur participation pour guider la planification et la mise en œuvre des interventions, ainsi que le suivi de la réponse. Nous souhaitons ainsi étendre les réseaux de protection contre l'exploitation et les abus sexuels existant à Maroua et à Yaoundé, aux régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Nous continuerons de même à coordonner les activités humanitaires avec le Gouvernement du Cameroun en reconnaissant que la responsabilité principale de la protection des populations incombe au Gouvernement. Cela implique d'établir des mécanismes de coordination opportuns et renforcer la redevabilité de notre action, sans duplication et dans le respect des principes humanitaires.

Notre partenariat avec les acteurs locaux sera aussi au cœur de nos interventions et de nos efforts de renforcement des capacités, en reconnaissant que souvent ils sont les premiers à apporter secours aux communautés affectées.

Enfin, je salue la générosité de nos partenaires financiers, sans lesquels nous ne pourrions aider des centaines de milliers de personnes à survivre et à se relever. En dépit de cela, en 2018 la réponse humanitaire au Cameroun a été la moins financée en Afrique. En ce début d'année, j'en appelle à tous, pour redoubler d'efforts et soutenir notre plan pour les populations du Cameroun. Un Cameroun pacifié où personne n'est laissé-pour-compte est non seulement essentiel pour le développement du pays, mais aussi vital pour la stabilité de la sous-région.



Allegra Baiocchi
Coordonnateur Humanitaire

LE PLAN DE RÉPONSE HUMANITAIRE

EN UN COUP D'OEIL

OBJECTIF STRATÉGIQUE 1
Sauver des vies et soulager la souffrance

OBJECTIF STRATÉGIQUE 2
Améliorer la protection des civils

OBJECTIF STRATÉGIQUE 3
Recueillir et utiliser les données sur les risques et vulnérabilités

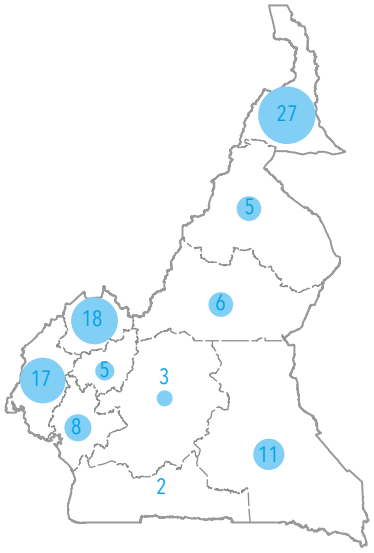
OBJECTIF STRATÉGIQUE 4
Renforcer la résilience des populations vulnérables

PERS. DANS LE BESOIN
4,3M

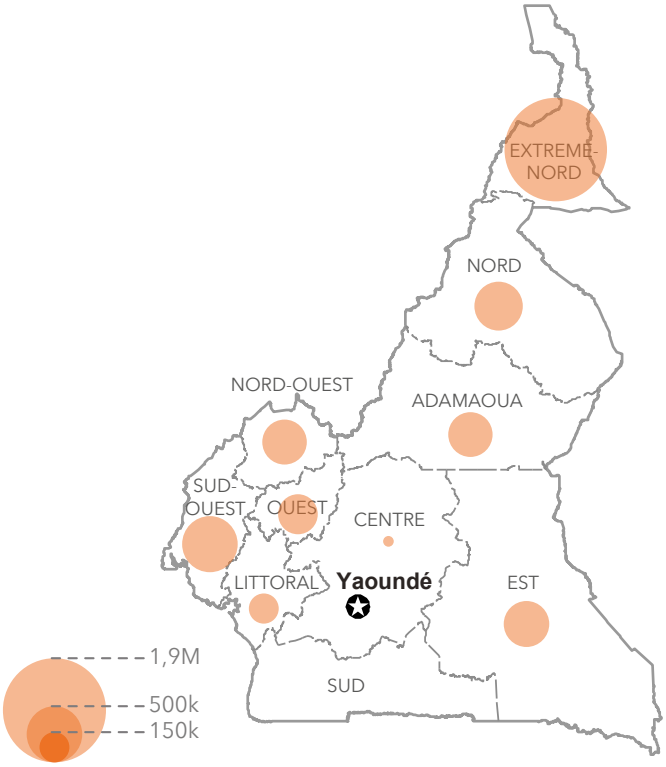
PERSONNES CIBLÉES
2,3M

BUDGET (US$)
$299M

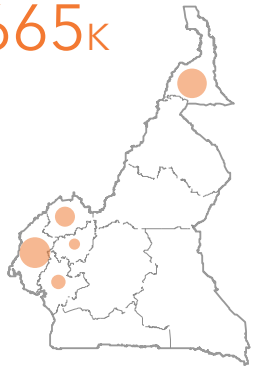
NOMBRE DE PARTENAIRES PARTICIPANT AU PLAN DE REPONSE HUMANITAIRE
33



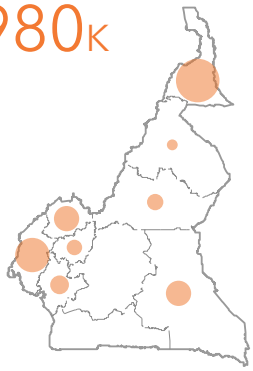
PERSONNES EN BESOIN D'ASSISTANCE HUMANITAIRE
4,3M



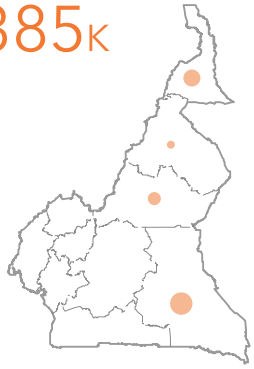
PERS. DEPLACÉES INTERNES
665K



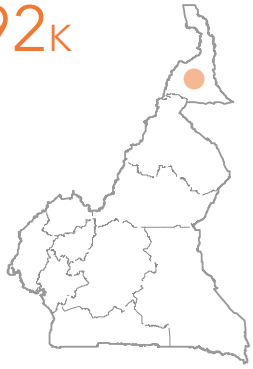
COMMUNAUTÉS HÔTES
980K



REFUGIÉS
385K



RETOURNÉS
92K



APERÇU DE LA CRISE

Le Cameroun est confronté à trois crises complexes majeures : la crise dans le bassin du lac Tchad impactant la région de l'Extrême-Nord ; les conséquences de l'afflux de réfugiés centrafricains à l'est du pays ; et la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Plus d'un million de personnes[1] sont actuellement déplacées et 4,3 millions de personnes ont besoin d'assistance humanitaire. A ces défis s'ajoutent des facteurs profonds structurels et des vulnérabilités chroniques qui aggravent encore davantage l'impact de ces crises et affectent la capacité de résilience des populations.

1. 687 000 PDI, 101 000 retrounés et 352 000 réfugiés

Crise dans le bassin du lac Tchad : Les attaques de Boko Haram dans le nord-est du Nigéria et dans la région de l'Extrême-Nord au Cameroun

La situation sécuritaire dans la région de l'Extrême Nord reste principalement liée à l'activisme de Boko Haram qui a occasionné des déplacements prolongés et récurrents, avec une recrudescence des attaques à la fin de l'année 2018. Préalablement à la crise liée à Boko Haram, l'Extrême Nord était déjà une des régions les plus pauvres du Cameroun et accueille aujourd'hui près de 250 000 PDI, 101 000 retournés et 100 000 réfugiés nigérians. Malgré une tendance aux retours en augmentation depuis 2016, les conditions qui prévalent dans ces zones de retour ne permettent pas une réintégration digne, sûre et durable.

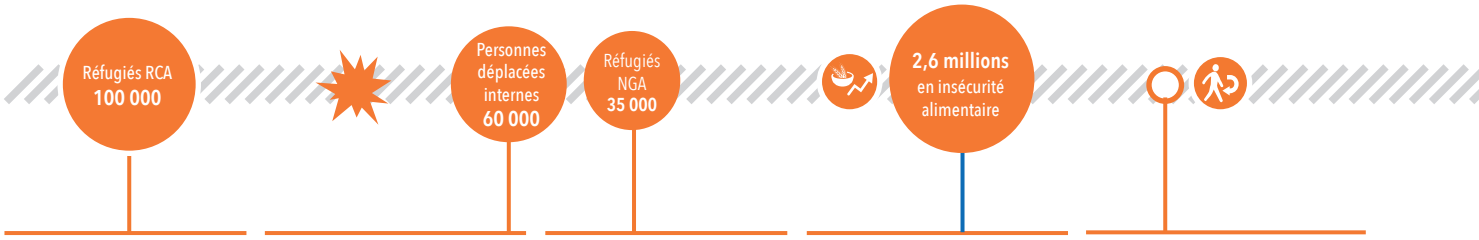
La violence persiste et l'accès aux services sociaux de base, comme les centres de santé, les points d'eau potable et les écoles, reste limité.

La situation des réfugiés centrafricains à l'est du Cameroun

Les régions de l'Adamaoua, de l'Est et du Nord du Cameroun continuent d'accueillir de nouveaux réfugiés, suite au regain d'insécurité en République Centrafricaine (RCA). Le nombre de réfugiés centrafricains dans ces régions a augmenté de 217 000 en 2017 à 245 000 en 2018.

Selon l'indice de vulnérabilité REVA, prenant en compte des indicateurs d'insécurité alimentaire et de pauvreté, près de 87% des réfugiés centrafricains sont encore très vulnérables. Un accord tripartite

DATES CLEFS DES CRISES



2004 – 2013

Première vague de 100 000 centrafricains en 2004. Seconde vague de 150 000 nouveaux réfugiés en 2013, dont 35% installés, sur des sites aménagés dans l'Est et l'Adamoua.

Décembre 2014

Les attaques transfrontalières perpétrées par des présumés membres de Boko Haram déplacent plus de 60 000 Camerounais à l'Extrême-Nord

Janvier 2015

Arrivées de 35 000 réfugiés nigérians à l'Extrême-Nord. Ce nombre augmente à 86 000 en décembre 2016 dont 60 000 dans le camp de Minawao, soit le triple de sa capacité.

Septembre 2016

Le nombre de personnes en insécurité alimentaire atteint 2,6 millions de personnes, dont 289 000 en situation d'urgence.

Mai 2017

Selon la DTM, le nombre de personnes retournées à l'Extrême-Nord dépasse désormais les 50 000 et atteindra les 100 000 en septembre 2018.

pour le rapatriement volontaire organisé des réfugiés centrafricains est en cours de discussion entre le HCR, le gouvernement du Cameroun et le gouvernement de la République centrafricaine afin de faciliter le retour et la réintégration des réfugiés dans leur région d'origine dans la sécurité et la dignité. Néanmoins, les intentions de retour pour le moment restent extrêmement faibles avec plus de 70% des réfugiés souhaitant rester au Cameroun.

Ainsi, le gouvernement camerounais, avec le soutien de partenaires telle que la Banque Mondiale, s'est engagé à intégrer ces réfugiés dans ses plans locaux de développement comme mesure sur le long terme.

L'insécurité et la violence dans les régions Nord-Ouest et Sud-Ouest

La crise de protection majeure dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest a entraîné d'importants déplacements de population en 2018, générant ainsi des besoins humanitaires aigus et de graves violations des droits de la personne : il s'agit d'une des crises de déplacement de population les plus rapides en Afrique en 2018. On estime à 437 000[1] le nombre de personnes déplacées internes dont 105 000 dans le Nord-Ouest ; 246 000 dans le Sud-Ouest ; 54 000 dans le Littoral ; et 32 500 dans l'Ouest. La politique "pas d'école" et les opérations villes mortes instaurées par les groupes armés non étatiques ont eu un impact sévère sur l'économie, la sécurité et la liberté de mouvement des personnes, en particulier les enfants.

En mai 2018, la communauté humanitaire a élaboré un plan d'intervention d'urgence pour fournir une aide humanitaire dans les deux régions affectées afin d'accroître la capacité d'intervention humanitaire. En dépit des contraintes d'accès, les opérations humanitaires ont permis d'apporter une aide humanitaire à des milliers de personnes.

Le Comité permanent inter-organisations (IASC) a aussi approuvé l'activation de huit clusters pour les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest en octobre 2018 afin d'accroitre la réponse humanitaire dans cette région et de renforcer la coordination entre les partenaires humanitaires. Néanmoins, les besoins humanitaires continuent de surpasser les capacités humanitaires de réponse et les fonds disponibles pour répondre à cette crise.

4,3 millions de personnes sont touchées par l'impact cumulé des crises

La communauté humanitaire estime que 4,3 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire ; une personne sur quatre est un enfant. Ceci représente une augmentation de 31 % par rapport à 2018, due aux conséquences humanitaires croissantes de la crise dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest ; de l'insécurité dans l'Extrême-Nord ; et de l'impact de ces crises sur les populations hôtes déjà fragilisées par les aléas climatiques, les épidémies et la précarité des services sociaux de base. Près de 3 millions de personnes se trouvent actuellement en insécurité alimentaire, dont 198 000 au niveau sévère, et 222 000 enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition aigüe, sévère ou modérée. Les besoins humanitaires sont plus importants dans les secteurs de l'abris/articles ménagers essentiels ; soins de santé essentiels ; eau potable et assainissement en raison des vulnérabilités liées aux déplacements continus.

1. OCHA, données collectées auprès des partenaires humanitaires et consolidées

Personnes déplacées 437 000

Octobre 2017

Premiers affrontements armés et déplacements de population enregistrés au Nord-Ouest et Sud-Ouest et vers le Nigeria.

Mars 2018

Mission d'évaluation multisectorielle au Sud-Ouest. La Protection, la Santé et l'accès aux abris et NFI identifiés comme priorités clés avec plus de 160 000 PDI estimés.

Juillet 2018

Déclaration de l'épidémie de choléra dans la région du Centre suivie par le Nord, le Littoral et l'Extrême-Nord. Plus de 990 cas recensés dont 58 décès enregistrés au 21 décembre 2018.

Octobre 2018

Plus de 437 000 personnes sont déplacées par la crise au Nord-Ouest et au Sud-Ouest (inclus Littoral et Ouest) et 32 600 Camerounais ont fui au Nigeria.

Décembre 2018

Les trois crises ont forcé plus d'un million de personnes à se déplacer vers, dans et depuis le Cameroun. Plus de 40% de ce total est déplacé à cause de la crise au Nord-Ouest et au Sud-Ouest.

OBJECTIFS STRATÉGIQUES

En 2019, la réponse humanitaire au Cameroun s'articulera autour des quatre objectifs stratégiques retenus pour la période 2017-2020 qui visent à : sauver des vies et soulager la souffrance ; améliorer la protection des civils ; identifier les risques et vulnérabilités ; et renforcer la résilience des populations vulnérables.

1 Sauver des vies et soulager la souffrance
Fournir aux personnes, en situation d'urgence, une assistance coordonnée, innovante, intégrée et adaptée à leurs besoins.

2 Améliorer la protection des civils
Défendre l'accès à la protection, conformément aux lois nationales et conventions internationales ; promouvoir et renforcer la redevabilité envers les populations affectées, dans le respect des principes humanitaires.

3 Recueillir et utiliser les données sur les risques et vulnérabilités
Les programmations humanitaires et de développement sont fondées sur une collecte et une analyse de données sur les risques et vulnérabilités sensibles aux aspects genre et aux paramètres d'âges.

4 Renforcer la résilience des populations vulnérables
Renforcer les capacités de résilience des populations vulnérables, par groupe d'âge et de genre, et soutenir les acteurs nationaux à prévenir et faire face aux chocs.

Dès l'adoption du plan de réponse pluriannuel en 2016, l'Equipe Humanitaire Pays (HCT) a défini la crise humanitaire au Cameroun comme une crise de protection majeure et s'est collectivement engagée à renforcer sa réponse aux enjeux de protection en incluant un nouvel objectif stratégique dédié à la protection. La révision de la stratégie du HCT sur la centralité de la protection pour 2019 permettra de prévenir et de répondre, en collaboration avec les autorités nationales, aux risques de protection les plus graves incluant les risques de violences sexuelles et basées sur le genre, les déplacements forcés et les mots d'ordre de boycott du système éducatif ordonnés par les groupes armés non-étatiques dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest.

La protection doit ensuite être promue de manière transversale à travers toutes les activités des différents groupes sectoriels et de l'Inter Secteur. Enfin, la protection et la redevabilité envers les populations seront au cœur du travail de tous les acteurs humanitaires sur le terrain afin de garantir une assistance de qualité respectueuse des principes humanitaires et protéger les populations contre les abus et violences sexuelles commis dans le cadre de l'aide humanitaire.

Le Plan de réponse humanitaire favorise également une meilleure prise en compte du Genre dans toutes les étapes du cycle de projet incluant les évaluations des besoins et vulnérabilités, notamment par la collecte systématique de données ventilées par âge et par sexe. Grâce à des données plus fiables et à une meilleure analyse, les acteurs humanitaires cibleront plus facilement les plus démunis et seront à même d'apporter une aide adaptée aux besoins spécifiques des hommes, femmes, filles et garçons.

De plus, une compréhension améliorée et affinée des risques et vulnérabilités liés aux crises complexes que connaît le Cameroun permettra, à court et moyen termes, de renforcer la collaboration avec les acteurs de développement. A plus long terme, cette analyse conjointe de la situation posera les bases d'une programmation harmonisée permettant de répondre simultanément aux effets et aux causes des multiples crises humanitaires au Cameroun.

STRATÉGIE DE RÉPONSE

La communauté humanitaire du Cameroun requiert 299 millions de dollars USD pour fournir une assistance d'urgence à 2,3 millions de personnes en 2019, soit plus de la moitié des 4,3 millions de personnes dans le besoin à travers le pays. La stratégie de réponse précise comment les acteurs humanitaires entendent sauver, protéger et soutenir ces femmes, filles, hommes et garçons les plus vulnérables.

Renforcer la response face à l'aggravation de la situation

Le Plan de réponse humanitaire a été élaboré à la suite de l'analyse des besoins réalisée dans « l'Aperçu des besoins humanitaires » (HNO). Au début de l'année 2018, 99% des personnes dans le besoin se trouvaient dans les quatre régions dites prioritaires de l'Extrême-Nord, du Nord, de l'Adamaoua et de l'Est. Cette répartition géographique des personnes dans le besoin a considérablement évolué depuis l'avènement de la crise humanitaire dans les régions du Nord- Ouest et du Sud-Ouest, qui s'est propagée aux régions du Littoral et de l'Ouest. Ce sont désormais huit régions qui sont affectées par les trois crises humanitaires au Cameroun avec 4,3 millions de personnes en besoin d'une assistance humanitaire en 2019, soit une augmentation de 31% en comparaison à début 2018.

La stratégie de réponse humanitaire cible 2,3 millions de personnes, soit 54% de l'ensemble des personnes dans le besoin. Ce ciblage traduit, d'une part, un effort de priorisation des personnes les plus vulnérables et se conforme aux résultats de l'outil de comparaison de la sévérité des besoins du HNO, par secteur et zone géographique (au niveau départemental). D'autre part, ce ciblage manifeste une volonté de pragmatisme prenant en compte les contraintes d'accès humanitaires et les ressources - financières comme humaines - disponibles.

En dépit de l'aggravation des crises humanitaires et de l'expansion de la couverture géographique du plan, les objectifs stratégiques de la réponse retenus pour la période 2017-2020 sont plus que jamais applicables : Orientées par des données fiables et sensibles au genre et à l'âge sur les besoins, risques et vulnérabilités (OS.3), les interventions humanitaires viseront à sauver et protéger les personnes les plus affectées par les crises (OS.1 et 2), tout en renforçant leur résilience (OS.4).

Trois crises distinctes, trois stratégies de réponse

Considérant la diversité des terrains d'intervention, des besoins et des vulnérabilités, les acteurs humanitaires se sont entendus pour mettre en œuvre des stratégies différentes selon qu'ils opèrent à l'Extrême-Nord, dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ou dans celles touchées par la crise centrafricaine (Adamaoua, Est et Nord).

La communauté humanitaire se donne deux priorités pour la région de l'Extrême-Nord. La première est que les personnes forcées de fuir les violences soient protégées et qu'elles disposent d'eau, de vivres et d'abris. Pour cela, il sera essentiel : (i) d'améliorer les conditions de vie dans les sites à fortes concentrations de personnes déplacées tels que Kolofata ou Fotokol, où les standards Sphère sont loin d'être atteints ; (ii) de développer des modalités d'intervention rapides et flexibles qui permettent de débloquer des stocks de paquets d'intervention d'urgence. La seconde priorité est de créer des conditions propices à la recherche de solutions durables au déplacement, grâce à une collaboration avec les autorités locales, les communes, les partenaires de développement et le renforçant la participation des PDI aux programmes et décisions qui les affectent. Ces coalitions intelligentes et localisées d'acteurs devront permettre d'améliorer le volume et la qualité des services sociaux de base (état civil, écoles, centres de santé, points d'eau) disponibles pour l'ensemble de la population, en particulier dans les zones de retour et après analyse des intentions et des capacités des personnes. A cet effet, une feuille de route pour les solutions durables

VENTILATION DU BUDGET PAR CRISE

	PAR STATUT				TOTAL
	Crise Nord-Ouest et Sud-Ouest	Crise du Bassin du Lac Tchad	Crise Centrafricaine	Coordination	Total
POPULATION TOTALE	10M	4,6M	2,9M	-	17,5M
PERSONNES DANS LE BESOIN	1,3M	1,9M	1,1M	-	4,3M
PERSONNES CIBLÉES	820K	880K	580K	-	2,3M
BUDGET (en dollars US)	$93M	$122M	$81M	$3M	$299M

sera développée grâce à une collaboration multipartenaires et basée sur les recommandations des deux experts sur les déplacements internes que sont Walter Kälin et Cécilia Jimenez-Damary, la rapportrice spéciale des Nations Unies pour les droits humains des personnes déplacées internes.

Dans la région de l'Est, de l'Adamaoua et du Nord, les acteurs humanitaires visent principalement à développer les capacités d'autonomisation des personnes réfugiées et hôtes, tout en continuant de fournir une assistance alimentaire et des moyens de subsistance aux plus vulnérables. Dans la lignée de l'adoption d'une stratégie de ciblage conjointe par le PAM et le HCR en 2018, les acteurs humanitaires continueront de travailler à l'élaboration d'outils communs pour identifier les bénéficiaires de l'aide selon leur vulnérabilité et non leur statut (réfugié ou hôte). L'impact de ces activités d'urgence et de relèvement précoce sera d'autant plus important qu'elles seront corrélées aux programmes des acteurs de développement et banques multilatérales. En collaboration avec l'état déconcentré, ils visent à accroitre les capacités des systèmes et acteurs locaux afin qu'ils puissent garantir l'accès aux services sociaux et de base pour toute la population, réfugiée ou non. La stratégie permettra d'élaborer des outils consensuels communs pour identifier les bénéficiaires (refugiées et hôtes) selon leurs profils de vulnérabilité, afin de faciliter un lien réel l'assistance d'urgence et le développement.

Dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, la priorité consiste à protéger les personnes victimes des violences et à améliorer l'accès humanitaire pour leur fournir une assistance d'urgence appropriée notamment en vivres, en abris et en éducation pour les enfants. Pour atteindre cet objectif dans le contexte opérationnel mouvant qui prévaut dans les deux régions, deux activités transversales seront essentielles. D'une part, améliorer la collecte et l'analyse des données sur les incidents de protection, les besoins et les mouvements de population, afin de mieux orienter l'assistance. D'autre part, mettre en place des systèmes de coordination et de communication forts pour expliciter notre action et nos principes d'intervention auprès des communautés et des différentes parties prenantes civiles et armées.

Une aide d'urgence complémentaire à des activités qui s'attaquent aux causes sous-jacentes des besoins

Lors de la conception du HNO 2019, des ateliers d'analyse conjointe ont été organisés à Yaoundé et en région (Nord-Ouest, Sud-Ouest) pour étudier les causes des besoins humanitaires prioritaires.

Cette analyse a démontré que les besoins humanitaires au Cameroun sont intrinsèquement liés à la persistance de l'insécurité et aux déplacements forcés qu'ils impliquent, aggravés par des facteurs structurels et chroniques qui affectent les moyens de subsistance, les infrastructures de base et de l'environnement socioculturel.

Pour répondre efficacement à ces problématiques complexes et à leurs répercussions, il est nécessaire que des interventions simultanées et concertées soient mises en œuvre pour répondre aux causes profondes structurelles des vulnérabilités, tout en assurant une réponse humanitaire nécessaire pour sauver des vies.

La planification de la réponse humanitaire en 2019 s'inscrit dans cette logique et priorise les actions d'urgence pour lesquelles les acteurs humanitaires ont un avantage comparatif, en complémentarité avec les activités menées par les acteurs de relèvement précoce et de développement. En prenant l'exemple de la sécurité alimentaire, le tableau ci-contre illustre comment l'analyse causale a informé le développement des cadres de réponse sectoriels du HRP, en synergie avec d'autres outils de planification (liste indicative et non exhaustive).

Cet exemple démontre que l'insécurité alimentaire, comme tous les autres besoins humanitaires, ne pourra diminuer que grâce à une combinaison d'actions et de programmes complémentaires qui implique une collaboration accrue et une coordination pratique entre l'ensemble des acteurs humanitaires et de développement, en appliquant une Nouvelle Manière de Travailler.

MÉTHODOLOGIE DE CIBLAGE DE LA RÉPONSE

	Interventions	Exemples d'interventions
Causes immédiates	• Alimentation insuffisante et dégradation de la situation alimentaire • Perte d'actifs et de biens lors du déplacement • Accès limité à la terre et aux AGR pour les personnes déplacées (insécurité, limitation mouvement, perte documentation)	**Plan de réponse HRP 2019 Sécurité Alimentaire** • Distributions de denrées alimentaires • Transferts de fonds, conditionnel ou inconditionnel, sous forme monétaire ou de bons alimentaires • Soutien agricole ou agropastoral via la distribution d'intrants, d'outils agricoles, de petits ruminants ou de volailles **Plan de réponse Protection HRP 2019** • Plaidoyer pour l'amélioration de l'accès aux terres pour les personnes déplacées et retournées
Causes profondes	• Arrêt de la transhumance • Baisse du commerce transfrontalier et des mouvements de migrations économiques pendulaires	**Stratégie régionale pour la stabilisation, le rétablissement et la résilience des zones du bassin du lac Tchad touchées par Boko Haram** • Examen complet des points de passage existants et des systèmes tarifaires en place qui entravent les échanges transfrontaliers • Investissements dans des infrastructures essentielles (marchés, entrepôts, routes pastorales, etc.) pour améliorer la viabilité économique et la durabilité des échanges
Causes structurelles	• Mauvaise habitude alimentaire • Absence d'une politique de sécurité alimentaire • Insuffisance des investissements public dans le secteur • Faible protection sociale • Absence de politique de compensation et d'indemnisation • Inadéquation du cadre légal d'accès à la terre • Manque de formation professionnelle • Insuffisance de capacité et technique de production	**Programmes de filets sociaux** • Expertise technique au Gouvernement pour le développement, la mise en œuvre et le suivi d'un cadre national pour atteindre l'objectif « Faim zéro » • Soutien au Gouvernement pour l'élaboration d'une politique agro-pastorale **Plan des Nations Unies pour l'Assistance au Développement (PNUAD ou UNDAF) 2018-2020, pilier IV** • Actions d'amélioration de la production et de la productivité • Actions amélioration des capacités de stockage, de transformation et de commercialisation des produits agros pastoraux et halieutiques • Programme d'assistance technique aux petits agriculteurs et coopératives dans la gestion après récolte et dans la chaîne de valeur opportunités (Instituts de recherche et ONG)

La Nouvelle Manière de Travailler

Lors du Sommet Humanitaire Mondial en 2016, des agences des Nations Unies (FAO, OCHA, OIM, PNUD, OMS, PAM, UNICEF, UNFPA, UNHCR) et la Banque Mondiale se sont engagées à mettre en œuvre une Nouvelle manière de travailler, ou New Way of Working[1]. Depuis, des dizaines d'organisations ont adhéré à cette initiative à travers le monde. La Nouvelle Manière de Travailler repose sur l'idée qu'une meilleure collaboration entre les parties prenantes (gouvernements, humanitaires, partenaires de développement, société civile, banques multilatérales) est nécessaire pour atteindre les Objectifs de Développement Durable en priorisant les personnes les plus vulnérables (Reaching the furthest behind first). Seul ce travail conjoint pourra permettre de répondre aux besoins les plus urgents tout en réduisant les facteurs de risques et de vulnérabilités. La Nouvelle Manière de Travailler répond aussi à la volonté des principaux bailleurs, réunis au sein du Grand Partenariat (Grand Bargain), d'améliorer le financement de l'aide et de renforcer le nexus humanitaire-développement.

Dans le contexte camerounais, où s'entremêlent besoins humanitaires urgents et fragilités structurelles de long terme (voir section précédente), l'adoption de cette nouvelle approche est une priorité. Dès 2016, la communauté humanitaire a mis en œuvre un plan de réponse humanitaire pluriannuel (2017-2020) aligné sur le plan de développement des Nations Unies, l'UNDAF (2018-2020)[2], lui-même ancré sur le cadre stratégique gouvernemental, le DSCE (2010-2020)[3].

A l'occasion des révisions annuelles du HNO et du HRP, d'autres initiatives ont permis d'améliorer leur cohérence avec les plans et programmes non humanitaires. D'une part, l'analyse de la situation du HNO se base sur des évaluations effectuées par des partenaires de développement, des bailleurs et des partenaires académiques. Cette analyse intègre désormais une étude des marchés et une analyse des causes des besoins humanitaires pour assurer une vue globale de l'impact des crises sur les populations. D'autre part, chacune des stratégies de réponse sectorielle du HRP s'est construite suite à une étude des programmations existantes dans le secteur (ministérielles ou des partenaires de développement). De plus, un chapitre consacré à l'assistance multisectorielle aux personnes non-réfugiées détaille désormais la stratégie pour une assistance holistique et innovante qui dépasse le cadre des secteurs ; il s'agit par exemple de la fourniture de paquet d'assistance par plusieurs acteurs dans les zones de retour ou des interventions monétaires à usages multiples (voir p.46).

En plus de l'intégration de le Nouvelle Manière de Travailler dans le HNO/HRP, le nexus se matérialise par différents biais y compris :

- L'analyse conjointe menée à travers le processus de Relèvement et de Consolidation de la Paix (RCP/RPBA) conduit par la Banque mondiale, l'Union Européenne et les Nations Unies en soutien au Gouvernement ;
- Les programmes conjoints et pluridimensionnels développés par les Nations Unies (programme conjoint résilience) ou les ONG (projet régional RESILAC) ;
- Les modalités de financement innovants à l'image de l'enveloppe IDA18 de la Banque Mondiale pour le Cameroun en tant que pays accueillant un grand nombre de réfugiés ;
- La définition de mécanismes de coordination plus inclusifs, tel que les Cadres de Concertation départementaux à l'Extrême-Nord. Ils regroupent l'ensemble des acteurs du territoire en vue de développer une vision commune et trouver des solutions aux défis identifiés : acteurs humanitaires, partenaires de développement, représentants des communautés et autorités.

En 2019, la communauté humanitaire du Cameroun souhaite franchir une étape supplémentaire en travaillant avec le Gouvernement et les partenaires de développement à l'élaboration de Résultats Collectifs (Collective Outcomes). Les Résultats Collectifs sont des objectifs concrets et mesurables visant à réduire les besoins, risques et vulnérabilités à travers des efforts complémentaires de différents acteurs en fonction de leur avantage comparatif respectif.

Le Cameroun a été désigné comme l'un des sept pays pilotes qui bénéficieront du soutien du Comité Permanent pour la Collaboration humanitaire-développement (CPC ou JSC) en 2019

Les questions transversales

La communauté humanitaire au Cameroun a priorisé quatre problématiques transversales à intégrer dans la réponse en 2019.

- Premièrement, la protection des civils demeure

1. Pour en savoir plus sur la Nouvelle Manière de Travailler et suivre sa mise en œuvre, consultez la Plateforme pour l'action, l'engagement et la transformation développée à l'issue du Sommet Mondial de l'Aide Humanitaire d'Istanbul en 2016. Un tableau de bord a été conçu synthétisant les avancements faits au Cameroun.

2. Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement 2018-2020 (UNDAF)

3. Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE), Gouvernement du Cameroun, 2010-2020

En 2019, la communauté humanitaire portera une attention particulière à la protection des personnes les plus à risque, y compris :

1. les résidents des villages affectés par le conflit dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest qui n'ont pas pu fuir les violences
2. les personnes déplacées dans des zones difficiles d'accès à cause de l'insécurité ou de contraintes liées au climat
3. les enfants, filles et garçons, déplacés et non accompagnés à l'Extrême-Nord
4. les personnes retournées dans leur village d'origine à l'Extrême-Nord, en particulier les femmes seules

l'une des priorités transversales à renforcer en 2019, notamment pour les régions de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Complémentaire à la stratégie nationale du secteur Protection au Cameroun, la stratégie sur la centralité de la protection de l'équipe humanitaire pays (HCT) soutiendra l'effort collectif de prévention et de réponse aux risques de protection les plus graves, y compris pour les enfants et les femmes, dont les besoins de protection sont spécifiques. En 2019, l'Equipe Humanitaire Pays vise aussi l'amélioration de la redevabilité envers les personnes affectées en renforçant la communication avec elles sur la stratégie, les activités et l'impact de la réponse.

- La deuxième priorité transversale est l'intégration du Genre à tous les niveaux de l'action humanitaire afin que les besoins des femmes, filles, hommes et garçons soient une priorité pour tous les acteurs et que chacun assure une participation et une distribution de l'aide équitable. Pour cela, l'Equipe Humanitaire Pays continuera de soutenir le travail du Réseau des Points Focaux Genre des secteurs, mis en place en 2017 au niveau central et décentralisé. De plus, ONU Femmes et les points focaux Genre continueront de fournir un appui technique et de renforcer les capacités ainsi que le leadership de l'ensemble des acteurs.
- Troisièmement, toute la communauté humanitaire investira dans la résilience des populations vulnérables. L'année 2018 a démontré l'importance d'investir dans les capacités des acteurs locaux, en particulier dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. En 2019, la communauté humanitaire intensifiera ses efforts de renforcement des capacités pour garantir des interventions humanitaires adaptées, sécurisées et respectueuses des principes humanitaires.
- La dernière question transversale au cœur de l'action humanitaire au Cameroun sera l'utilisation des transferts monétaires comme modalité privilégiée de la réponse. En 2017, l'Equipe Humanitaire Pays a adopté l'approche « Why Not Cash ? » afin d'accroitre et de promouvoir l'usage des transferts monétaires, lorsque les conditions le permettent.

Why Not Cash ?

La valeur ajoutée de la modalité d'assistance basée sur les transferts monétaires vis-à-vis des approches traditionnelles a été démontrée par de nombreuses évaluations et analyses comparatives. Cette assistance favorise la fourniture d'une aide plus efficace, flexible et transparente du donateur aux bénéficiaires ; elle exige que les marchés locaux soient fonctionnels et stimulent davantage les économies ; et augmente le pouvoir d'achat des individus, tout en leur donnant le choix et en les responsabilisant, renforçant ainsi la dignité des bénéficiaires.

En fonction des besoins exprimés, la réponse à travers le cash revêtira plusieurs formes, y compris : cash restrictif dans le cas où l'objectif est de permettre aux bénéficiaires d'utiliser les ressources allouées pour résoudre un problème clairement identifié ; et cash conditionnel pour promouvoir la participation à des sessions de formation, à des sensibilisations, ou à des activités d'intérêts communautaires visant à une meilleure utilisation des transferts monétaires et à renforcer les capacités de résilience.

Mis en place depuis 2004 au Cameroun, les transferts monétaires ont connu une augmentation en 2013 avec la mise en œuvre du programme de filets sociaux financé par la Banque Mondiale. Ils atteignent un record en 2018 avec les interventions d'un nombre croissant d'acteurs humanitaires, l'augmentation des fonds accordés aux programmes Cash multisectoriel et la mise à l'échelle du programme de filet sociaux, notamment dans les zones accueillant des réfugiés dans le cadre de la fenêtre IDA18. Les humanitaires utilisent d'ailleurs de plus en plus les transferts monétaires pour atteindre des objectifs sectoriels y compris en sécurité alimentaire, moyens de subsistance, éducation et abris/ articles ménagers essentiels.

En écho à ce succès, l'Equipe Humanitaire Pays a pris un engagement clair en faveur des programmes de transferts monétaires en adoptant l'approche de transfert monétaire par défaut en 2017. La mise à l'échelle des programmes de transferts monétaires fût grandement facilitée par la mise en place du Groupe de Travail (GT) Cash, au niveau national et à l'Extrême-Nord en 2017, puis à l'Est en 2018. Parmi les

réalisations du GT Cash, l'élaboration du Panier des Dépenses Minimum (MEB)[4] pour l'Extrême-Nord fin 2017 a été un succès et est désormais utilisé comme référence pour définir le montant des transferts monétaires dans la région. L'évaluation des besoins multisectoriels conduite à l'Extrême-Nord en août 2018 a par ailleurs démontré la préférence croissante des ménages pour cette modalité d'assistance, avec 59% de répondants la favorisant par rapport à des distributions en nature.

Dans ce contexte, plus de 7 milliards de FCFA ont été transférés au total entre juillet et décembre 2018 grâce aux programmes exécutés par 15 organisations, dont 5,7 milliards distribués sous forme de Cash multifonctionnel. Plus d'un million de personnes ont bénéficié de ces transferts, parmi lesquelles 283.000 personnes déplacées internes et 23.000 réfugiés, 25.000 retournés. De même 431.000 personnes vulnérables dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, ont bénéficié des programmes de filets sociaux, démontrant la faisabilité de cette modalité d'assistance humanitaire dans ces régions en crise. En effet, grâce aux transferts monétaires, de nombreux bénéficiaires ont pu constituer des actifs productifs dans les domaines de l'agriculture de l'élevage et du petit commerce. Ce qui a contribué à améliorer progressivement la reconstitution d'une nouvelle vie après le choc.

En 2019, le GT Cash continuera de sensibiliser les acteurs sur cette modalité d'assistance afin de favoriser son acceptation par tous, notamment les autorités nationales et locales, et promouvoir son usage. Pour appuyer ce plaidoyer sur des données fiables, le groupe encouragera l'organisation d'études de marché et d'évaluation de suivi et d'impact conjointes. La faisabilité de conduire des transferts monétaires dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest continuera d'être explorée, en particulier pour les personnes déplacées vivant en zone urbaine. Le groupe continuera enfin de collaborer avec les acteurs de développement et le gouvernement pour favoriser l'alignement des transferts cash humanitaires avec le système national de filets sociaux.

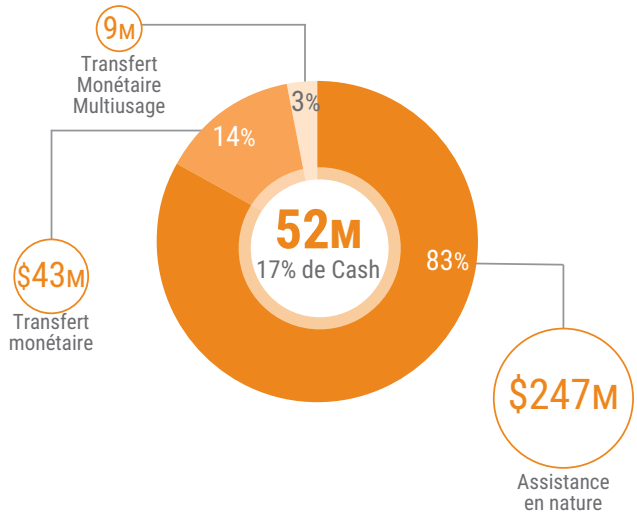
4. Rapport de l'évaluation du panier Minimum de dépense de Ménage (MEB), région de l'Extrême-Nord, Cameroun, Groupe de Travail Cash, Octobre 2017

Le Panier des Dépenses Minimum (MEB) est une estimation de la valeur monétaire nécessaire à un ménage pour répondre à ses besoins de base, en l'absence de revenu ou d'assistance humanitaire, que ce soit de manière permanente ou saisonnière.

Au Cameroun, le Groupe de Travail Cash a collaboré avec tous les secteurs afin de définir le Panier de Dépense Minimum pour la région de l'Extrême-Nord fin 2017. Sa valeur est en voie de mise à jour lors de l'élaboration du HRP 2019.

La valeur du Panier de Dépense Minimum pour la région de l'Extrême-Nord, en zone rurale et situation de crise est estimé à 118 039 F CFA (environ 220 USD) mensuel par ménage de 7,5 personnes. Ce montant de base devra être adapté selon les bénéficiaires et révisé régulièrement en fonction de l'évolution de la situation (choc, capacité d'adaptation, prix sur les marchés, etc.).

PROPORTION DES TRANSFERTS MONÉTAIRES DANS LA REPONSE 2019



REDEVABILITÉ ENVERS LES PERSONNES AFFECTÉES

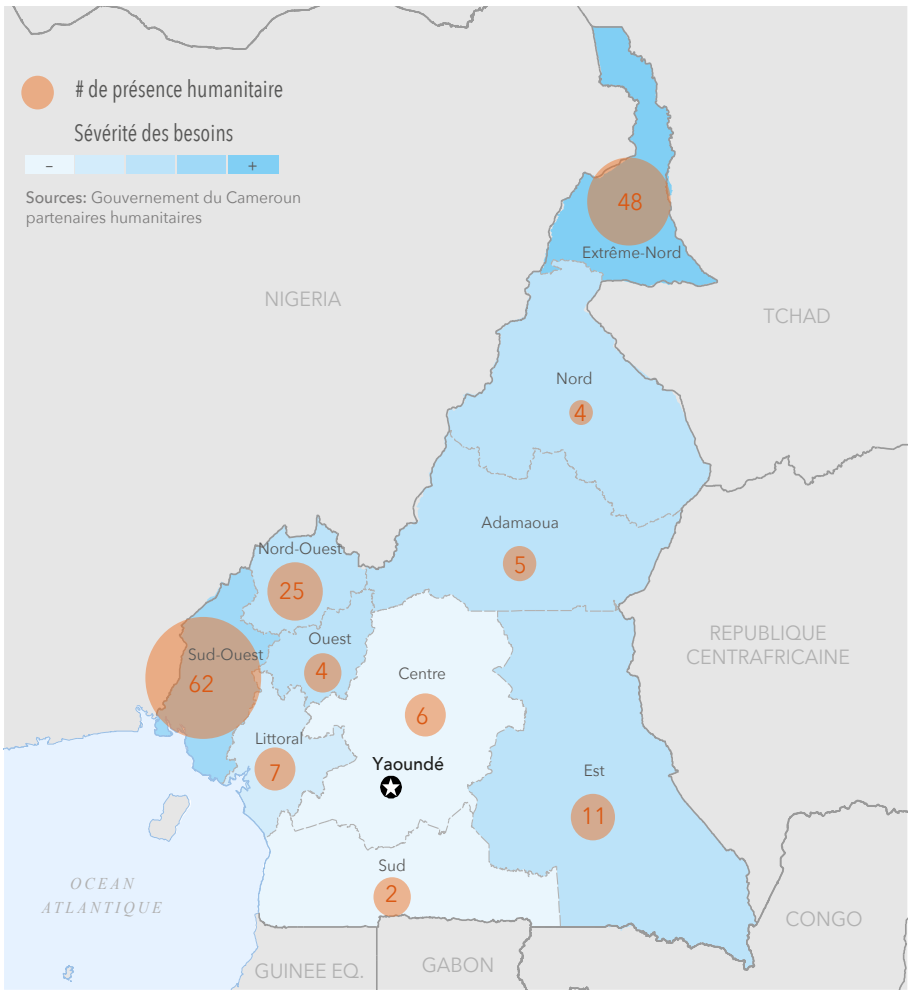
En plus des quatre priorités transversales priorisées, les acteurs humanitaires ont décidé de placer la redevabilité envers les personnes affectées au cœur de leur action. En effet, les femmes, hommes, filles et garçons touchées par les crises au Cameroun doivent être partis prenantes de la réponse pour qu'elle soit adaptée et efficace. Ils et elles ont le droit de prendre part aux décisions qui les concernent et affectent leur quotidien comme leur avenir.

En 2019, cette redevabilité sera renforcée par plusieurs biais, y compris l'extension du réseau de Protection contre l'Exploitation et les Abus Sexuels (PEAS) à Buea après sa mise en place à Yaoundé et Maroua. Comme les années passées, les acteurs continueront aussi de consulter les personnes affectées lors d'évaluations multisectorielles des besoins, en prêtant attention à entendre les voix des filles, des garçons, des handicapés, des malades, des femmes et de toute autre personne a besoin spécifique éventuel. Concernant le suivi de la réponse, les acteurs renforceront les liens entre les différents mécanismes de plainte et de rétroaction qui existent, notamment dans l'Extrême-Nord et les régions de l'Est.

CAPACITÉ OPÉRATIONNELLE

A ce jour, 125 acteurs humanitaires, dont 12 agences UN, 40 ONGI, 68 ONG nationales ainsi que 5 membres du Mouvement Croix/Croissant Rouge interviennent dans le cadre de la réponse humanitaire en coordination avec les services techniques de l'Etat. Malgré une augmentation de la présence des acteurs humanitaires sur le terrain de 40% au cours de l'année 2018, la capacité opérationnelle doit être renforcée en 2019 afin de répondre à l'accroissement rapide des besoins et défis liés aux urgences complexes affectant le Cameroun en termes d'accès et d'acceptabilité

Dans la région de l'Extrême-Nord, qui enregistre à elle seule plus de 40% des besoins humanitaires du pays, le nombre d'intervenants humanitaires est resté relativement stable, malgré la réorientation d'une partie des ressources vers les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Pour la réponse au Nord-Ouest et Sud-Ouest, les acteurs locaux ont été les premiers à se mobiliser pour apporter une assistance humanitaire. Cependant, la majorité d'entre eux n'ont pas une expérience des opérations humanitaires. Un plan de renforcement des capacités des répondants locaux est en cours d'élaboration afin d'améliorer leurs connaissances des principes humanitaires, de la protection transversale et du droit international humanitaire. Dans l'Est, l'Adamaoua et le Nord, la capacité opérationnelle a été fortement impactée par l'émergence de la crise à l'Extrême-Nord depuis 2014 et celle du Nord-Ouest et du Sud-Ouest en 2018. Néanmoins, la mobilisation des acteurs humanitaires est essentielle pour assurer la continuité de la réponse en faveur des réfugiés et des communautés qui les accueillent.



DE PARTENAIRES HUMANITAIRES

125

ACCÈS

HUMANITAIRE

Les défis liés à l'accès humanitaire se posent toujours avec acuité pour les acteurs humanitaires au Cameroun. Les principales contraintes demeurent l'insécurité, l'état de délabrement avancé des axes routiers principaux et secondaires et les restrictions à la libre circulation des biens et des personnes

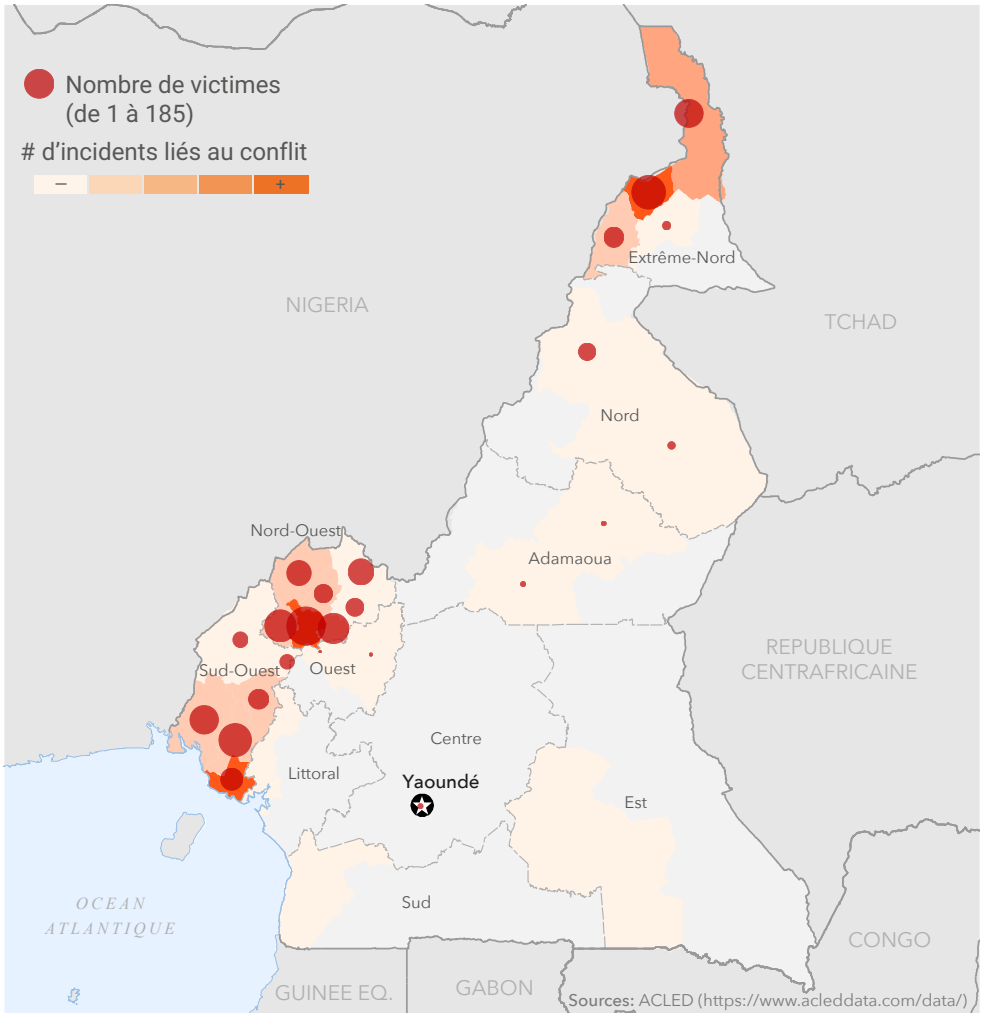
L'accès humanitaire reste un défi majeur pour la communauté humanitaire, en particulier dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, principalement en raison de la situation sécuritaire imprévisible, des conflits en cours, des violations du droit international humanitaire et des obstacles administratifs.

Dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, plus de 50% de la population de PDI a cherché refuge dans des zones rurales, souvent inaccessibles aux acteurs humanitaires, empêchant toute évaluation indépendante et impartiale de la situation et les besoins des personnes affectées. La négociation de l'accès humanitaire avec toutes les parties au conflit, tout en préservant les principes humanitaires, est essentielle afin de permettre aux acteurs humanitaires d'évoluer et d'atteindre les communautés dans un environnement le plus sûr possible. De plus, l'engagement civilo-militaire visant à faciliter et à défendre le mouvement des acteurs et cargos humanitaires demeure indispensable pour assurer une réponse humanitaire fondée sur ces principes.

A l'Extrême-Nord, le principal obstacle à l'accès humanitaire demeure l'insécurité générée par l'activisme du groupe Boko Haram. A ce jour, aucun incident ciblant directement les acteurs humanitaires n'a été enregistré, la majorité des attaques visant les forces armées et les populations civiles. La résurgence des attaques au nord-est du Nigéria dans les zones frontalières avec le Cameroun ainsi que la reprise des attaques suicides fin 2018 font craindre une détérioration de la

D'INCIDENTS DE SÉCURITÉ EN 2018

714



situation sécuritaire en 2019. L'état de délabrement de certains axes routiers constitue toujours un obstacle important à l'accès aux populations. Des efforts sont actuellement en cours pour la réhabilitation du tronçon Mora-Dabanga-Kousseri, seul axe routier permettant de relier Maroua à Kousseri, centres principaux des activités humanitaires à l'Extrême-Nord. Les travaux de ce tronçon long de 212 km et construit par le génie militaire devraient faciliter l'accès des populations aux services de base et à l'assistance humanitaire. Malgré ces tendances, l'accès des humanitaires à certaines zones jusque-là inaccessibles s'est amélioré en 2018, grâce aux efforts entrepris au sein de la plateforme de coordination civilo-militaire (CMCoord) et au soutien de UNDSS. A travers des missions d'évaluation de l'accès, de nouvelles voies ont ainsi pu être ouvertes à l'instar de l'axe Kouyapé – Moskota (Mayo Tsanaga) où plus de 3000 personnes s'étaient déplacées suite à l'attaque de leurs villages fin 2017 et où la présence humanitaire demeurait limitée.

Pour les régions de l'Adamaoua, de l'Est et du Nord, les contraintes à l'accès sont surtout liées aux attaques menées par les coupeurs de routes dans les zones reculées de l'Adamaoua et du Nord d'une part, et les opérations militaires le long de la frontière entre le Cameroun et la République Centrafricaine (RCA), d'autre part. Depuis 2017, les escortes armées ne sont plus requises pour l'acheminement des cargaisons humanitaires à l'Est et dans l'Adamaoua, mais elles sont maintenues sur l'axe Ngaoundéré - Touboro et dans les localités de Mbaimboum et Dompta dans la région du Nord.

Sur le plan des axes routiers, l'accès à certains sites (Kette, Gbiti Mboumama) dans la Kadei, Dang Patou Sarambi dans le Lom et Djerem reste difficile en saison pluvieuse.

L'accès non discriminatoire des personnes aux services essentiels et l'accès des acteurs humanitaires aux personnes dans le besoin resteront des priorités en 2019, conformément aux principes humanitaires et au droit international humanitaire. Les acteurs humanitaires renforceront leur stratégie de communication et de coordination avec les autorités locales afin d'améliorer l'accès aux zones les plus inaccessibles, éviter la duplication des efforts, et lever les barrières administratives auxquelles ils sont confrontés, tout en gardant leur indépendance opérationnelle. Grâce aux mécanismes de coordination humanitaire existant dans le Logone et-Chari, du cadre de concertation avec les autorités (à Yaoundé et à Maroua) et la création du centre de coordination de l'assistance humanitaire d'urgence relative à la situation dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et ses centres régionaux, ces défis pourront être discutés au sein de forums appropriés et des solutions communes pourront être apportées en coordination avec le gouvernement camerounais.

Enfin, la communication envers les populations affectées et les parties en conflit (Nord-Ouest Sud-Ouest) et l'acceptation des humanitaires et de leur assistance par les populations affectées s'avère être une priorité. Des cas isolés où le manque d'information sur les activités humanitaires et des rumeurs infondées ont poussé les populations bénéficiaires à bloquer ou refuser les interventions des partenaires humanitaires ont mis en exergue la nécessité de renforcer la communication avec les communautés. Les efforts de sensibilisation, communication et engagement des communautés dans la programmation humanitaire seront décuplés en 2019 et appuyés par le développement d'outils spécifiques.

MONITORING DE LA RÉPONSE

Afin de garantir un suivi efficace et régulier de la mise en œuvre de ce plan, l'Equipe humanitaire pays s'est engagée à utiliser le cadre de suivi de la réponse humanitaire pour assurer un suivi continu et transparent.

Le cadre de suivi de la réponse humanitaire identifie les éléments qui feront l'objet d'un suivi, la méthodologie à appliquer ainsi que la fréquence du suivi. Il définit les responsabilités en matière de suivi et d'analyse tout en établissant un calendrier pour la publication des rapports, dont ceux de suivi périodiques (Periodic Monitoring Reports) ainsi que les tableaux de bord humanitaires.

L'objectif est de mettre à disposition du Coordinateur Humanitaire et de l'Equipe humanitaire pays une base de connaissances solide pour éclairer la prise de décision sur la manière de renforcer la réponse humanitaire, de pallier aux défaillances et, si nécessaire, de réviser le Plan de Réponse 2019 à mi-parcours. Le cadre de suivi vise aussi à renforcer la redevabilité de la communauté humanitaire à l'égard des populations touchées, des bailleurs de fonds et des partenaires locaux dans le pays en informant sur les réalisation et l'impact des activités financées.

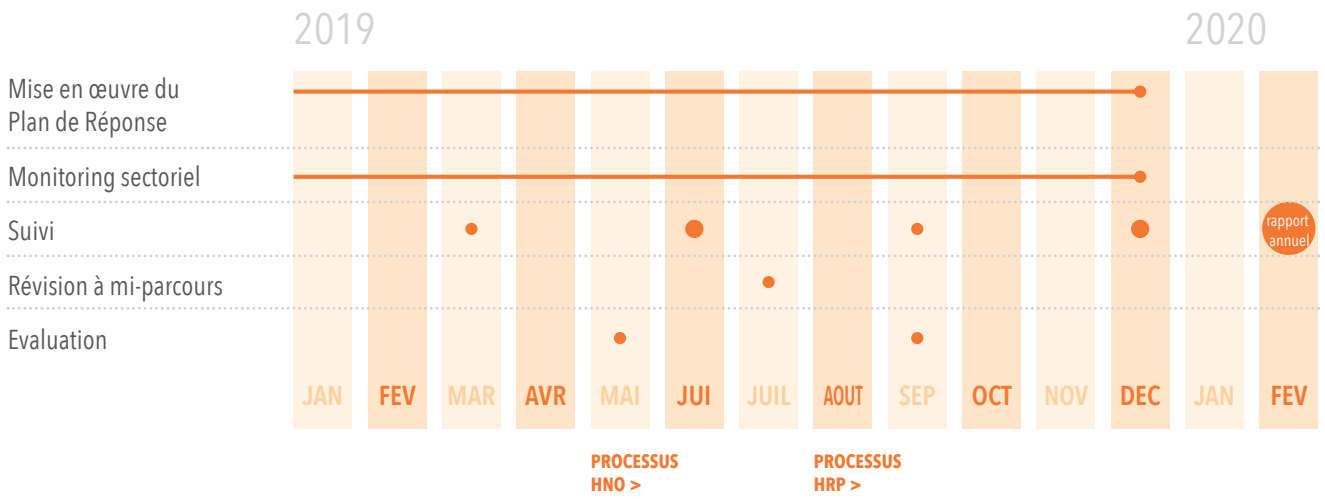
En 2019, le nouvel outil de rapportage en ligne RPM soutiendra la collecte des données sur les résultats accomplis tout en minimisant la duplication des tâches de suivi. RPM est en effet une plateforme moderne et facile d'utilisation connectée à d'autres outils de planification et suivi tels que Unicef e-Tools (PRP), permettant de réduire la duplication des saisies de données.

Les coordonnateurs des secteurs se sont engagés à rendre compte de l'avancement de l'ensemble des indicateurs de leur cadre sectoriel chaque semestre (voir la liste par secteur page 53). Ce suivi permettra de produire un rapport de suivi périodique au bout de 6 mois de mise en œuvre du plan et un rapport final à la fin de l'année 2019. Entre ces étapes de suivi (à 3 et 9 mois), ils rapporteront les données d'un nombre restreint (3 à 6) d'indicateurs d'activités pour informer la production de tableaux de bord humanitaires.

Les ressources financières feront également l'objet d'un suivi sur la plateforme en ligne du service de surveillance financière (FTS)[1].

1. Portail de suivi des financements (FTS) : https://fts.unocha.org/

CALENDRIER DE PROGRAMMATION HUMANITAIRE



RÉSUMÉ DES BESOINS, CIBLES ET BUDGETS

PERSONNES DANS LE BESOIN	PERSONNES CIBLÉES	BUDGET (US$)
4,3M	2,3M	299M

Un budget de 299 millions USD est nécessaire pour assister 2,3 millions de personnes en 2019, c'est-à-dire plus de la moitié des 4,3 millions de personnes dans le besoin. La demande financière reste quasi similaire à celle de l'année dernière car les projets acceptés ont des budgets réalistes qui tiennent compte de la présence des acteurs, des contraintes d'accès et des interventions non humanitaires complémentaires.

Le budget du secteur de la sécurité alimentaire reste le plus élevé avec 60 millions USD requis, mais celui de la protection est celui qui a le plus fortement augmenté, témoignant de l'accroissement des violations des droits humains et des risques de protection.

Plus d'un quart des personnes ciblées par la réponse (28%) se trouvent dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, désormais prioritaires. Les secteurs ont besoin de 93 millions USD pour couvrir l'ensemble des 437 000 personnes déplacées au sein de ces deux régions et vers l'Ouest et le Littoral, ainsi que 376 000 personnes hôtes rendues vulnérables par ces déplacements forcés et la perturbation des services sociaux et sanitaires.

41% du budget, soit 122 millions, serviront à financer des projets pour les communautés affectées par la crise du bassin du lac Tchad à l'Extrême-Nord, où 1,9 millions de personnes ont toujours besoin d'assistance. La crise liée à l'arrivée des réfugiés centrafricains nécessite quant à elle 80 millions USD pour fournir une aide multisectorielle d'urgence et de résilience aux réfugiés centrafricains et les communautés qui les accueillent.

	TOTAL		PAR STATUT		RÉPARTITION DES PERSONNES CIBLÉES					PAR SEXE & ÂGE		BUDGETS	
1. Eau, Hygiène et Assainissement 2. Multisecteur réfugiés centrafricains ou nigérians	Pers. dans le besoin	Pers. ciblées	Réfugiés nigérians	Réfugiés CAR < jan 14	Réfugiés CAR > jan 14	PDI	Retournés	Pers. accueillant des PDI / réfugiés	Autres pers. dans le besoin	% femmes	% enfants, adultes, pers. agées*	Refugiés	Total
Séc. alim.	3M	907K	100K	43K	209K	427K	57K	18K	53K	57	51 | 45 | 4	1,1M	59,8M
MS CAR[2]	481K	481K	-	43K	209K	-	-	228K	-	49	51 | 41 | 7	64,2M	64,2M
Relèvement précoce	1,8M	895K	63K	18K	83K	282K	64K	385K	-	53	43 | 52 | 5	4,1M	11,3M
MS NGA[2]	120K	120K	100K	-	-	-	-	20K	-	54	62 | 34 | 4	35,7M	35,7M
Protection	2,2M	1,9M	100K	43K	209K	519K	92K	946K	-	52	53 | 43 | 4	1,5M	34,3M
EHA[1]	1,8M	882K	57K	-	92K	300K	13K	330K	89K	55	49 | 47 | 4	187K	15M
Nutrition	557K	343K	17K	9K	43K	101K	6K	81K	87K	53	84 | 16	5,8M	23,3M
Éducation	1,2M	635K	48K	11K	58K	206K	30K	252K	31K	52	100	641K	15,8M
Santé	1,5M	1,4M	100K	43K	209K	665K	92K	310K	-	54	53 | 42 | 5	-	10,5M
MS non réfugiés	387K	50K	-	-	-	50K	-	-	-	60	-	-	9,1M
Coordination	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7,7M
Abris et NFI	1M	793K	54K	14K	69K	367K	48K	240K	-	54	53 | 43 | 4	89K	12,1M
TOTAL**	**4,3M**	**2,3M**	**100K**	**43K**	**209K**	**665K**	**92K**	**980K**	**200K**	**53%**	**53 | 43 | 4%**	**$100M**	**$299M**

*Enfants (<18 ans), adultes (18-59 ans), pers. âgées (>59 ans) **Les totaux ne correspondent pas aux totaux par colonne puisque une même personne peut être ciblée par plusieurs secteurs

OCHA/ Imane Cherif

PARTIE II: PLANS DE RÉPONSE OPÉRATIONNELS

Abris et NFI 22
Eau, Hygiène & Assainissement (EHA) 24
Education 26
Nutrition 28
Protection 30
- Protection de l'enfance 32
- Violences basées sur le genre 34

Relèvement Précoce 36
Logistique 38
Santé 40
Securité Alimentaire 42
Réponse multisectorielle pour les réfugiés nigérians 44
Réponse multisectorielle pour les réfugiés centrafricains 46
Réponse multisectorielle aux personnes non-réfugiées .. 48

Coordination 50

PERS. DANS LE BESOIN

1M

PERSONNES CIBLÉES

793K

BUDGET (US$)

12,1M

DE PARTENAIRES

06

ABRIS ET NFI. OBJECTIF 1 :

1 Etablir, améliorer et entretenir des abris et infrastructures pour les populations (refugiées, déplacées internes, retournées et une partie de la population hôtes) dans le besoin.

ABRIS ET NFI. OBJECTIF 2 :

2 Fournir les articles domestiques de base en quantité suffisante aux populations (refugiées, déplacées internes, retournées et une partie de la population hôtes) dans le besoin.

ABRIS ET NFI. OBJECTIF 3 :

3 Atteindre 100% des réfugiés dans le besoins, 80% des déplacés et retournés en plus de 15% des populations hôtes pour une assistance en Abris et NFI.

CONTACT

Antony Abogi

Chargé principal des Programmes

abogi@unhcr.org

Pepe Sakouvogui

Chargé des Abris/NFI

sakouvog@unhcr.org

ABRIS ET NFI

Stratégie sectorielle

Le manque d'abris et d'articles ménagers essentiels (NFI) sont des besoins impérieux auxquels font face les populations déplacées, les réfugiés, les rapatriés et les populations hôtes qui sont devenus autant plus vulnérables que les déplacés, pour avoir partagé le peu de ressources qu'ils ont. Les personnes les plus vulnérables sont : les personnes âgées sans soutien familial, les enfants, les femmes chef de ménages, les personnes vivant avec un handicap et les malades chroniques.

A l'Extrême Nord, en plus des activités de Boko Haram qui ont provoqué la fuite des Nigérians vers le Cameroun, le manque de couverture végétale, l'insécurité, le climat ayant des écarts de température considérables de jour et de nuit, les vents poussiéreux, les pluies avec vents violents sont autant de facteurs auxquels font face ces populations sans abris et sans articles ménagers, contribuant ainsi à la dégradation de leur santé et portant atteinte à leur dignité.

Au Sud-Ouest et au Nord-Ouest, la présence des groupes armées dans les régions oblige les déplacés internes à vivre dans des forêts sans logement permanent/adéquat ni articles ménagers et d'autres services de base comme l'éducation des enfants et les soins médicaux entre autres. Les évaluations faites par les intervenants du secteur Abris/NFI montrent que la plupart des déplacés vivent éparpillés dans des sites spontanés à l'intérieur des forêts. Certains vivent dans les familles d'accueils tandis que d'autres rejoignent les grandes agglomérations/centres urbains. Même quand les personnes déplacées sont hébergées en famille d'accueil, elles vivent souvent dans des conditions de salubrité précaires au sein de logements surpeuplés. Ces mêmes évaluations démontrent que leurs besoins en abris ainsi qu'en articles ménagers essentiels resteront prioritaires dans les mois à venir. L'accès sécurisé dans les localités où vivent les déplacés est un véritable défi à cause des combats en cours et des déplacements continus des populations d'un point vers un autre.

Dans les régions de l'Est, du Nord, et de l'Adamaoua, la problématique se pose plutôt au niveau des vulnérables économiques. Bien que les réfugiés vivant hors site avec des familles hôtes ou dans des espaces urbains utilisent les stratégies de résilience, cela n'est pas suffisant surtout dans la situation où les rations alimentaires du PAM ont considérablement diminué. Ceux qui se trouvent dans les sites sont beaucoup plus vulnérables car ils n'ont pas accès aux champs et aux terres cultivables hors des camps/sites. Une étude de l'Université Américaine de Beirut (UAB) en juin 2018 a démontré que même avec l'assistance alimentaire du PAM, 73% des réfugiés centrafricains sont hautement vulnérables. Pour ceux arrivés avant 2016, ce chiffre est monté à 77% et pour ceux arrivés après 2018 le taux est de 72%. Ceci démontre la vulnérabilité de la vaste majorité des réfugiés centrafricains au Cameroun. Sans assistance alimentaire, ces chiffres passeront à 87% dans les trois cas. En plus de pousser les familles à adopter des mécanismes de compensation négatifs, cette vulnérabilité chronique diminue leur capacité à accéder à un habitat décent et à acheter des biens alimentaires et des articles ménagers essentiels à leur survie.

La majorité des personnes déplacées sont arrivées dans leurs zones actuelles d'habitation sans aucun moyen de subsistance et c'est avec l'aide humanitaire qu'elles ont pu avoir des abris et des articles ménagers pour faire face à une vie austère. Dans un contexte où les réfugiés ne peuvent pas facilement trouver de l'emploi, vu les localités dans lesquelles ils habitent et qui manquent d'activités économiques quotidiennes, ces personnes dépendent de l'aide humanitaire pour leurs besoins de base. Les activités dans ce secteur seront donc basées sur la facilitation à l'accès aux abris et aux infrastructures à travers la construction de nouveaux abris ainsi que l'entretien/réhabilitation des structures existantes dans l'Extrême-Nord et à l'est du Cameroun. La stratégie sera différente dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. Dans ces deux régions, les déplacements sont plus fluides et récents et les intentions de retour des personnes méconnues. En 2019, la réponse du cluster

se concentrera donc sur la fourniture d'abris d'urgence de NFI pour les personnes déplacées et les familles hôtes les plus vulnérables.

Pour toutes interventions dans le secteur, à travers tout acteur (y compris le gouvernement, les bailleurs du fonds, et autres partenaires de mise en ouvres des projets) le secteur Abris/NFI va prendre en compte la question du genre, la dignité des bénéficiaires ainsi que la redevabilité auprès des populations dans le besoin. La stratégie sera guidée par le principe de ne pas nuire/'*do no harm*' dans toutes ces zones d'activités, cela à travers des séances de sensibilisations toute au long de nos interventions. Pour 2019, un total de 1 290 000 personnes aura besoin d'aide humanitaire suivant les trois crises en cours. Par rapport à l'année précédente, il y a une augmentation de 47% de la population dans le besoin d'Abris et NFI. Ceci s'explique par de nouvelles arrivées de réfugiés nigérians et centrafricains, ainsi que par la prise en compte des personnes déplacées suite à la détérioration de la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun.

Assistance monétaire

Le secteur Abris/NFI prévoit l'utilisation de l'approche cash dans les trois zones d'interventions surtout dans la dorsale orientale du Cameroun abritant les réfugiés centrafricains où l'environnement est déjà favorable à l'expansion de l'aide à travers cette modalité d'assistance. Pour l'Extrême Nord et le Sud-Ouest/Nord-Ouest du Cameroun, l'environnement n'est pas entièrement favorable pour une assistance en cash.

Cependant, une fois que l'environnement sécuritaire et autres prérequis seront en place, le secteur introduira graduellement l'assistance en Cash (Voucher ou en espèces). Pour des raisons de sécurité et du système financier, le secteur préfère utiliser le transfert en espèces accompagné par les coupons. Afin d'être plus flexible et pour assurer la dignité des bénéficiaires, l'utilisation de l'assistance en Cash/Coupons non-conditionnelle sera priorisée.

Nexus Humanitaire Développement

Le secteur compte s'engager avec les partenaires de développement, ainsi que le gouvernement pour s'assurer qu'il y'a une collaboration qui conduira l'assistance humanitaire pour complémenter le développement. Dans ce sens les projets conjoints humanitaire/développement qui assurent des solutions durables seront priorisés.

RÉPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLÉES , PAR STATUT, SEXE ET AGE

	PAR STATUT					PAR SEXE & AGE	
	Refugiés	Personnes déplacées internes	Retournés	Pers. accueil-lant des PDI ou des réfugiés	Autres personnes dans le besoin	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*
PERS. DANS LE BESOIN	219K	493k	52K	249K	-	55%	52 | 44 | 4%
PERS. CIBLÉES	138K	367K	48K	240K	-	54%	53 | 43 | 4%
BESOINS BUDGÉTAIRES	$89K	$12,1M				*Enfants (<18 ans), adultes (18-59 ans), pers. âgées (>59 ans)	

PERS. DANS LE BESOIN

1,8M

PERSONNES CIBLÉES

882K

BUDGET (US$)

15M

DE PARTENAIRES

10

EHA. OBJECTIF 1 :

1 L'accès des populations vulnérables aux services adéquat d'eau, d'hygiène et d'assainissement de base est amélioré de façon durable.

EHA. OBJECTIF 2 :

2 La réponse EHA intégrée, coordonnée et basée sur les évidences dans les situations de crises humanitaires est renforcée.

EHA. OBJECTIF 3 :

3 Les capacités des acteurs nationaux à améliorer la fourniture de manière efficiente des services EHA et la résilience des populations vulnérables face aux chocs sont renforcées.

CONTACT

Hubert Onibon

Chef de section EHA
honibon@unicef.org

EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT

Stratégie sectorielle

Pour l'année 2019, la communauté humanitaire du cameroun estime que 1,8 millions de personnes (25% de femmes adultes, 51% d'enfants constitués en majorité de fille, 4% de personnes âgées) sont dans le besoin d'assistance pour les services eau, hygiène et assainissement (EHA) du fait des conflits interne (nord-ouest et sud-ouest), externe (crise centrafricaine) et transfrontalier (boko haram) et des épidémies (choléra). Ce besoin accru de 25% comparé à l'année précédente est dû principalement à l'aggravation de la crise dans les régions du sud-ouest et du nord-ouest marquée par les déplacements des populations dont une partie vit dans la brousse loin de tout service EHA, de l'insuffisance des services existants et des faibles investissements consacrés au secteur.

Une réponse sectorielle capitalisant les synergies inter sectorielles

La stratégie de réponse prévoit de faciliter et d'accroitre l'accès des personnes affectées y compris celles handicapées aux infrastructures d'approvisionnement en eau potable pour les besoins essentiels, aux services adéquats d'hygiène et d'assainissement de base, à une meilleure gestion des déchets et à des informations permettant un changement positif de comportements. Le choix des options techniques aussi bien pour l'approvisionnement en eau potable (water trucking, construction/réhabilitation des forages, aménagement des sources, réalisation des mini réseaux) ou la fourniture des services d'assainissement de base (latrines, familiales et/ou communautaires, etc.) sera fonction du niveau d'accès aux personnes affectées, de leur situation et du contexte hydro géographique et démographique de la zone.

Au regard de la trentaine d'acteurs engagée dans la réponse EHA, des plateformes de coordination sectorielle seront maintenues aux niveaux national, régional et si nécessaire au niveau départemental (Logone et Chari). Le cluster WASH activé dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest sera doté de ressources humaines nécessaires pour une bonne coordination de la réponse EHA à la crise. Des passerelles seront établies pour une meilleure coordination avec les secteurs éducation (interventions en milieu scolaire), nutrition et santé (intervention en milieu, hospitalier, épidémies et malnutrition) notamment dans le ciblage, la coordination et le suivi de la réponse. La collaboration avec le secteur sécurité alimentaire sera renforcée dans la fourniture d'une assistance aux personnes déplacées localisées dans les zones faiblement couvertes (en particulier dans les régions de l'Ouest et du Littoral). Le plaidoyer initié en 2018 avec le secteur Abri/NFI sera poursuivi notamment dans la crise du Nord-Ouest et Sud-Ouest pour une harmonisation et coordination des interventions en général et l'inclusion des latrines familiales dans le paquet du Kit abris en particulier.

Dans le but de consolider la résilience des personnes ciblées et d'accroitre sa prise en compte par les acteurs locaux et leur participation comme structures d'encadrement, des mécanismes de renforcement des capacités dans la mise en œuvre de la réponse EHA en situation d'urgence seront mis en œuvre tout au long de l'année. Ces mécanismes sectoriels (réunion technique, atelier, séance de partage et de capitalisation,) incluront la prise en compte des aspects liés à la protection, les droits humanitaires, le genre et le handicap.

Cibles des interventions : La typologie des hommes, femmes, filles et garçons bénéficiaires des interventions varie selon la crise : dans la crise Nord-Ouest et Sud-ouest, une attention particulière sera accordée aux personnes vivant dans la brousse, dans les villages détruits et celles déplacées dans les zones périurbaines. Concernant la crise liée au conflit avec Boko Haram, le secteur accordera une priorité dans l'évaluation des besoins et le suivi de l'assistance aux personnes vivant dans les 144 sites identifiés et leur communauté hôtes et dans les communautés abritant les retournés. Les ressources à mobiliser dans le cadre de la réponse EHA à la crise centrafricaine seront principalement consacrées à l'amélioration des services EHA au sein des 43 villages

accueillant les réfugiés centrafricains et dépourvus de toute infrastructure d'approvisionnement en eau. Des investissements supplémentaires seront requis pour l'atteinte et la stabilisation des standards dans les sites d'accueil des réfugiés.

Face aux dynamiques actuelles, une partie des ressources sera allouée aux suivi évaluation de la situation (dans les nouveaux sites de déplacés et d'accueil des réfugiés, dans les zones en épidémie ou à risque) et de la réponse dans les sites, camps et communautés hôtes.

Assistance monétaire

Le ticket (Voucher) constitue la principale modalité d'assistance monétaire envisagée notamment pour l'approvisionnement en eau des personnes déplacées auprès des bornes fontaines privées et l'acquisition des intrants WASH dans les zones semi urbaines des régions du Nord-Ouest, Sud-Ouest autant que possible. L'utilisation de cette modalité dans l'Extrême-Nord pour la fourniture de l'eau se fera dans une communauté qui n'en dispose pas via des vendeurs/transporteurs d'eau. Elle pourra également être utilisée le temps de réhabilitation ou construction des systèmes d'approvisionnement en eau durable (forages, mini systèmes d'Alimentation en Eau Potable - AEP).

Nexus Humanitaire Développement

Le nexus humanitaire développement sera au centre de la stratégie de réponse sectorielle et intégré dans toutes les phases de sa mise en œuvre. Ainsi, les besoins et cibles sont évalués en considérant les paramètres d'urgence, mais la réponse restera planifiée sur la base des paramètres et instruments utilisés dans le cadre des programmes de développement au niveau national. Le choix des options technologiques prendra en compte les problématiques de développement. De ce fait, les mini réseaux AEP seront privilégiés chaque fois que possible en lieu et place de la réalisation d'une multitude de forages, la construction des latrines par/pour les ménages autant que possible au dépend des latrines communautaires et l'énergie solaire choisie en première intention dans la mobilisation de l'eau en lieu et place de l'énergie électrique et fossile. Les inventaires des ouvrages réalisés dans le cadre du développement seront capitalisés dans le suivi de la situation, la planification et la mise en œuvre de la réponse.

Une forte collaboration avec les programmes nationaux sera établie pour assurer la prise en compte par les communes et structures apparentées de la gestion des ouvrages réalisés en situation d'urgence. Un accompagnement (mise en place des modèles de gestion, renforcement des mécanismes de gestion d'ouvrage, formation/recyclage du personnel technique, …) des structures communautaires et communales dans la gestion des ouvrages sera assuré si nécessaire pour appuyer cette synergie.

RÉPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLÉES , PAR STATUT, SEXE ET AGE

	PAR STATUT					PAR SEXE & AGE	
	Refugiés	Personnes déplacées internes	Retournés	Pers. accueil-lant des PDI ou des réfugiés	Autres personnes dans le besoin	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*
PERS. DANS LE BESOIN	194K	598K	75K	800K	111K	53%	51 | 45 | 4%
PERS. CIBLÉES	150K	300K	13K	330K	89K	55%	49 | 47 | 4%
BESOINS BUDGÉTAIRES	$187K	$14,8M					

*Enfants (<18 ans), adultes (18-59 ans), pers. âgées (>59 ans)

PERS. DANS LE BESOIN

1,2M

PERSONNES CIBLÉES

635K

BUDGET (US$)

15,8M

DE PARTENAIRES

08

EDUCATION. OBJECTIF 1 :

1 Améliorer l'accès à une éducation inclusive de qualité pour les filles et garçons âgés de 4 à 17 ans affectés par les crises.

EDUCATION. OBJECTIF 2 :

2 Assurer la disponibilité des données sur les risques, les besoins et les vulnérabilités, ventilées par âge et genre pour la programmation humanitaire.

EDUCATION. OBJECTIF 3 :

3 Renforcer les capacités des communautés éducatives, notamment les enseignants, les parents d'élèves et les autorités locales pour assurer la continuation des services en éducation dans les zones affectées par les crises.

EDUCATION. OBJECTIF 3 :

4 Fournir un environnement éducatif protecteur aux filles et garçons âgés de 4 à 17 ans affectés par les crises.

CONTACT

Beatrice Wakimunu-Lelias
Chef de Section Education

bwakimunulelias@unicef.org

EDUCATION

Stratégie sectorielle

Environ 1,1 million de personnes dans les zones touchées par ces crises ont besoin d'un soutien humanitaire dans le secteur de l'Education.

Ces multiples crises ont eu un impact important sur les systèmes éducatifs en termes d'accès et de résultats d'apprentissage des élèves. Les besoins les plus pressants pour les enfants d'âge scolaire comprennent : un environnement d'apprentissage sûr et protecteur, tel que des salles de classe et des locaux sécurisés, des enseignants dotés des connaissances et compétences nécessaires pour prendre en charge et gérer les enfants traumatisés par les crises et du matériel pédagogique.

Le principal atout du HRP 2019 est qu'il s'appuie sur les acquis de 2018 pour renforcer davantage la capacité des acteurs du système éducatif et des communautés touchées afin de mieux répondre aux besoins d'apprentissage des enfants et des enseignants. Ceci est conforme aux objectifs sectoriels : a) améliorer l'accès à une éducation inclusive de qualité pour les enfants âgés de 4 à 17 ans ; (b) assurer la disponibilité de données et d'informations de qualité pour la prise de décision et la planification de la réponse ; c) renforcer les capacités du système éducatif en formant les enseignants, les membres d'associations de parents d'élèves et les autorités locales à continuer de dispenser une éducation de qualité à leurs enfants et; d) créer un environnement d'apprentissage sûr et protecteur pour tous les enfants touchés par les crises.

Les stratégies de réponse pour le HRP 2019 varieront en fonction de chaque crise.

Pour la crise des réfugiés centrafricains, les principales stratégies consistent à mobiliser et à intégrer les enfants dans les écoles des communautés d'accueil, à assurer leur bonne intégration et à développer la résilience de ces écoles pour faire face à l'afflux des nouveaux réfugiés.

Dans les réponses pour les crises du bassin du lac Tchad et des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, les stratégies seront davantage axées sur la création d'un environnement scolaire sûr et protecteur pour les enfants et les enseignants, ainsi que sur le renforcement de leurs connaissances et de leurs compétences en matière de résilience afin de pouvoir réagir et faire face aux menaces et aux attaques réelles.

Les priorités et principales activités de la réponse 2019 comprennent :

- L'amélioration de l'accès à une éducation de qualité grâce à la construction, à la réhabilitation et à l'équipement de salles de classe (y compris en tables et bancs) dans les écoles accueillant des enfants touchés par les crises humanitaires (NO / SO, RCA et LCB) ;
- le renforcement des capacités des enseignants dans les domaines de la pédagogie et des compétences en soutien psychosocial ainsi que de la réduction des risques de conflits et de catastrophes ;
- la création d'un environnement d'apprentissage sûr et protecteur pour les enfants et les enseignants touchés par les multiples crises humanitaires ;
- l'acquisition et la distribution de matériel d'enseignement et d'apprentissage pour les personnes déplacées, les communautés d'accueil et les enfants réfugiés ;
- la mobilisation et la sensibilisation des communautés pour inscrire et maintenir leurs enfants à l'école dans les communautés d'accueil ;
- la mise en place d'un programme d'alimentation scolaire et la distribution de rations alimentaires pour les enfants touchés par les crises ;
- le développement d'un programme éducatif radiophonique pour atteindre les enfants qui ne sont pas accessibles en raison des crises ;
- un soutien au programme d'éducation accélérée pour les enfants dans les zones touchées par les crises ;
- la création de partenariats avec des organisations locales et internationales ainsi que les communautés locales afin de

tirer parti des capacités et des ressources pour répondre aux besoins des enfants touchés par les crises :

- la mise en place de transferts monétaires conditionnels pour les parents et les écoles en fonction de leur capacité à inscrire et à maintenir les enfants à l'école.

Les stratégies et les activités du secteur seront suivies et coordonnées par le cluster éducation pour la réponse aux crises dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et les groupes de travail Education en Situations d'Urgence (ESU) à Yaoundé, Maroua et Bertoua. Des réunions mensuelles seront organisées pour faire le point sur les progrès de la mise en œuvre et prendre des décisions pour adapter la réponse lorsque le besoin s'en fait sentir.

Le secteur a intégré le genre, l'analyse des conflits et les principes humanitaires dans ses interventions afin de prendre en compte tous les enfants (*no child behind*). Le principe de «*ne pas nuire*» sera appliqué dans toutes les activités proposées du secteur afin de s'assurer que ses actions n'affectent pas négativement ses bénéficiaires cibles. Les thèmes liés à l'environnement et au changement climatique seront inclus dans toutes les formations destinées aux enseignants et aux directeurs d'école, qui sensibiliseront à leur tour les communautés et les enfants.

Nexus Humanitaire Développement

Le plan de réponse du secteur de l'éducation est aligné aux objectifs et activités inclus dans l'UNDAF (pilier 3), l'UA 2063 et les ODD, conformément aux objectifs mondiaux. Tandis que les activités du HRP visent à assurer que les enfants puissent accéder à l'éducation de manière protégée dans les zones affectées par les crises ; des activités complémentaires sont menées dans les mêmes zones dans le cadre de l'UNDAF pour améliorer la qualité et l'inclusivité de l'éducation fournie, ainsi que son lien avec la formation professionnelle et le monde du travail.

L'interaction avec les partenaires de développement et le Gouvernement sera particulièrement importante dans le cadre de la réponse dans les trois régions affectées par la crise des réfugiés centrafricains. Dans ces régions, l'objectif est de renforcer les capacités du système éducatif (primaire, secondaire) pour qu'il puisse accueillir dans de bonnes conditions tant les filles et les garçons camerounais que les enfants réfugiés centrafricains, jusqu'ici scolarisés au sein d'ETAPEs (Espaces temporaires d'apprentissage et de protection). L'accès du Cameroun au sous-guichet IDA18 de la Banque Mondiale pour les réfugiés et les zones d'accueil des réfugiés devrait favoriser ce travail à moyen terme car il financera notamment le renforcement des systèmes éducatifs locaux, tant sur le plan des ressources humaines que des capacités institutionnelles et de gestion.

RÉPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLÉES , PAR STATUT, SEXE ET AGE

	PAR STATUT					PAR SEXE & AGE	
	Refugiés	Personnes déplacées internes	Retournés	Pers. accueil-lant des PDI ou des réfugiés	Autres personnes dans le besoin	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*
PERS. DANS LE BESOIN	165K	355k	65K	547K	103K	51%	100 | - | -%
PERS. CIBLÉES	116K	206K	30K	252K	31K	52%	100 | - | -%
BESOINS BUDGÉTAIRES	$641K	$15,2M					

*Enfants (<18 ans), adultes (18-59 ans), pers. âgées (>59 ans)

PERS. DANS LE BESOIN

557K

PERSONNES CIBLÉES

343K

BUDGET (US$)

23,3M

DE PARTENAIRES

07

NUTRITION. OBJECTIF 1 :

1 Améliorer l'accès aux programmes de prévention de la malnutrition et de contrôle des carences en micronutriments pour les populations les plus vulnérables (enfants de moins de cinq ans, femmes enceintes et allaitantes, adolescents, PVVIH).

NUTRITION. OBJECTIF 2 :

2 Améliorer l'accès aux programmes de prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë sévère (PCIMAS) à au moins 75% des populations vulnérables (enfants de moins de cinq ans, femmes enceintes et allaitantes, PVVIH).

NUTRITION. OBJECTIF 3 :

3 Assurer une réponse nutritionnelle coordonnée et efficace à toutes les populations dans le besoin

CONTACT

Roger Sodjinou
Chef de section Nutrition

rsodjinou@unicef.org

NUTRITION

Stratégie sectorielle

Le plan stratégique propose de renforcer la réponse à toutes les priorités du secteur afin de réduire la mortalité et la morbidité liées à la malnutrition aiguë et de protéger le statut nutritionnel des personnes les plus vulnérables que sont les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes et allaitantes. Au regard de l'analyse des besoins humanitaires, six régions prioritaires - l'Extrême-Nord, le Nord, l'Adamaoua, l'Est, le Nord-Ouest et le Sud-Ouest – seront ciblées par le plan de réponse. L'Extrême-Nord constitue la zone la plus vulnérable avec un enfant malnutri aigue sévère sur deux. Cependant, la situation nutritionnelle n'est pas encore totalement évaluée dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest. Le secteur travaillera avec les différents partenaires afin de mieux clarifier les besoins et réorienter le plan de réponse en cas de besoin.

Une réponse basée sur la réduction des risques et des vulnérabilités et l'atteinte de solutions durables dans l'Extrême-Nord, le Nord, l'Adamaoua et l'Est

Les stratégies mises en œuvre auront pour objectif de renforcer les capacités en matière de dépistage et de prise en charge de la malnutrition aigüe en ambulatoire et interne, pour les populations les plus vulnérables (enfants de moins de 5 ans et femmes enceintes/allaitantes), avec un renforcement des stratégies à base communautaire.

Dans ce contexte, les mécanismes de suivi-évaluation et d'approvisionnement en intrants sont renforcés pour assurer une réponse efficace. Pour participer au relèvement à long terme des populations affectées, les acteurs mettront un accent sur le renforcement du nexus humanitaire-développement.

Le secteur continuera de renforcer les mesures de prévention de toutes les formes de malnutrition afin d'éviter toute dégradation de l'état nutritionnel des enfants et FEFA. Ces stratégies s'articuleront autour des programmes d'alimentation de couverture (*Blanket Supplementary Feeding Programme*) et de promotion des pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant en situation d'urgence.

Le plan de réponse prend également en compte la nécessité d'établir des synergies avec d'autres secteurs sensibles comme la santé, la sécurité alimentaire, l'EHA et la protection. Les interventions *WASH in Nut* au bénéfice des enfants souffrant de malnutrition aigüe et des communautés seront poursuivies. Les mécanismes de coordination se concentreront sur la collecte et l'analyse de l'information afin de faciliter l'identification et la priorisation des besoins tout en veillant à ce qu'il n'y ait pas une duplication des efforts.

Assurer une réponse de qualité dans un contexte d'accès réduit au Nord-Ouest et Sud-Ouest

Les stratégies d'intervention devront prendre en compte la problématique de restriction de l'accès à certaines populations / localités, afin de promouvoir une couverture minimale des besoins. Les partenaires utiliseront des stratégies novatrices telles que le recours à des cliniques mobiles ou des stratégies d'action directe (hit and run) pour fournir des services de nutrition. Pour atteindre les populations touchées la réponse sera, autant que possible, basée sur le renforcement des capacités des intervenants. Des principes directeurs pour guider la mise en place de l'aide : Les partenaires du secteur nutrition s'attacheront à promouvoir les principes importants de toute assistance humanitaire : (i) Intégrer les principes humanitaires et l'approche Ne Pas Nuire, (ii) promouvoir la redevabilité envers les populations affectées (AAP) et (iii) garantir la participation, l'implication, et l'autonomisation des populations.

Assistance monétaire

Le plan de réponse du secteur n'intègre pas encore l'assistance monétaire en 2019. Le secteur, en collaboration avec le groupe Cash, va explorer les possibilités et rechercher les meilleures pratiques qui pourront être contextualisées dans d'autres interventions tout en garantissant le respect du principe «

Ne pas nuire ». L'utilisation de la modalité Cash pour répondre aux besoins nutritionnels d'urgence nécessite également d'autres analyses, notamment des besoins financiers et de la disponibilité des produits sur le marché, qui ne sont pas encore réalisées. Les premières activités cash mises en œuvre devront faire l'objet d'un suivi et d'une évaluation détaillée.

Nexus Humanitaire Développement

Le plan de réponse s'inscrit dans le plan opérationnel global du secteur de la nutrition au Cameroun. Ce plan s'appuie sur des mécanismes opérationnels durables basés sur le renforcement de capacité des acteurs gouvernementaux et de la société civile au niveau local (délivrance des activités au travers des délégations régionales de la santé, renforcement des capacités des personnels de santé et des membres de la communauté, notamment les mères, pour le dépistage et le référencement des cas de malnutrition, dotation en équipements durables et réhabilitation de structure…). Les activités sont conçues afin de permettre une continuité avec les actions antérieures à la crise des partenaires locaux.

Le plan de réponse s'inscrit également en synergie du pilier 2 santé-nutrition de l'UNDAF 2018-2020, effet 2.3 : D'ici 2020, les enfants de moins de 5 ans et les femmes dans les zones vulnérables ont accès aux services de prévention et de prise en charge de la malnutrition et les utilisent de façon accrue et équitable pour améliorer leur état nutritionnel.

RÉPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLÉES , PAR STATUT, SEXE ET AGE

	PAR STATUT					PAR SEXE & AGE	
	Refugiés	Personnes déplacées internes	Retournés	Pers. accueil-lant des PDI ou des réfugiés	Autres personnes dans le besoin	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*
PERS. DANS LE BESOIN	71K	116k	9K	131K	230K	52%	82 | 18 | -%
PERS. CIBLÉES	69K	101K	6K	81K	87K	53%	84 | 16 | -%
BESOINS BUDGÉTAIRES	-	$23,3M				*Enfants (<18 ans), adultes (18-59 ans), pers. âgées (>59 ans)	

PERS. DANS LE BESOIN

2,2M

PERSONNES CIBLÉES

1,9M

BUDGET (US$)

34,3M

DE PARTENAIRES

14

PROTECTION. OBJECTIF 1 :

1 Améliorer la protection et le respect des droits fondamentaux des personnes affectées par les crises, en donnant une priorité aux groupes vulnérables, y compris les femmes et les enfants exposés aux risques de violence, d'abus, d'exploitation sexuelle et de séparation familiale.

PROTECTION. OBJECTIF 2 :

2 Renforcer les capacités des autorités camerounaises et des acteurs de la société civile en matière de protection des personnes affectées en vue de promouvoir le respect de leurs droits.

PROTECTION. OBJECTIF 3 :

3 Réduire la vulnérabilité des populations affectées en facilitant un accès non discriminatoire à l'assistance et aux services de base et spécialisés et en renforçant les capacités de protection communautaire.

CONTACT

Bryan Hunter
Chargé de la protection

hunterb@unhcr.org

PROTECTION

Stratégie sectorielle

Le conflit dans la région de l'Extrême-Nord continue à impacter la protection des populations civiles, avec de multiples attaques et incursions d'éléments armés, des enlèvements et meurtres ainsi que la destruction et le vol de biens. La population de déplacés internes s'élève à environ 244 000 personnes, comparée à 236 000 fin 2017. Les déplacés internes font face à des risques de violences, à une liberté de circulation limitée, à des conditions de vie difficiles et à un accès inadéquat aux services de base. En même temps, l'augmentation du nombre de retournés, qui ont atteint 101 000 individus, appelle un accompagnement coordonné en faveur de ces personnes afin de répondre à leurs besoins et de les aider à atteindre une solution durable. En effet, les retournés sont confrontés à des risques et des vulnérabilités spécifiques en termes de protection, notamment liés à la documentation civile, à la sécurité des biens et des personnes et à l'accès équitable aux services sociaux de base et à la terre dans leur localité d'origine.

Le secteur travaillera avec le gouvernement et les partenaires pour que ces spécificités soient dûment prises en compte dans le soutien et l'assistance apportés aux retournés. Le secteur mettra par ailleurs l'accent sur le renforcement des capacités des autorités, des communautés et des acteurs humanitaires pour une meilleure compréhension et une meilleure prise en compte de la protection transversale et des principes humanitaires. Enfin, il est impératif que le secteur améliore de manière coordonnée la redevabilité des acteurs en formant et en s'assurant de la mise en place de mécanismes de feed-back appropriés.

En 2019, le travail du secteur à l'Extrême-Nord s'articulera donc autour des actions de prévention et de réponse, ainsi que de renforcement des capacités et de coordination accrue, notamment sur les axes suivants :

- Consolider les systèmes de monitoring de protection dans l'Extrême-Nord et renforcer les mécanismes de référencement et de prise en charge pour faciliter l'accès des personnes affectées aux services adaptés, avec une attention particulière sur les enfants et les survivant(e)s de violences ;
- Renforcer les capacités des autorités administratives, militaires et traditionnelles sur la protection des personnes dans le besoin ;
- Améliorer l'accès à l'assistance juridique en développant la capacité des acteurs judiciaires et en renforçant un suivi de la situation de détention ;
- Assurer un plaidoyer régulier et actif auprès des autorités sur les questions de protection prioritaires ;
- Contribuer au renforcement de la protection communautaire en s'appuyant sur les capacités d'autoprotection existantes et développer des stratégies de prévention comprenant des campagnes de sensibilisation ;
- Développer les capacités des structures étatiques en charge de la documentation, soutenir la mise en place d'un programme d'identification des personnes à risque d'apatridie et de documentation à coût réduit et assurer la sensibilisation des populations sur la question ;
- Accompagner le gouvernement et la communauté humanitaire dans le développement et la mise en œuvre d'une stratégie de solutions durables ;
- Assurer une coordination prévisible et contribuer à la prise en compte de la protection transversale dans l'ensemble des interventions, avec des sensibilisations et/ ou des formations. Développer par ailleurs une stratégie pour améliorer la redevabilité des acteurs humanitaires face aux populations affectées.

Concernant les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, la protection est au cœur de cette crise, où au moins 437 000 personnes ont été déplacées à cause de la violence et des atteintes graves des droits fondamentaux attribués aux parties au conflit. Les populations y sont confrontées à différents risques, tels que l'enlèvement, les assassinats, la détention arbitraire, les attaques contre les biens, les violences sexuelles, la perte de documents essentiels et la séparation familiale. Les déplacements se poursuivent du fait des violences qui continuent de manière quasi quotidienne.

Malgré que les autorités aient dégagé des

ressources et évoqué un appui pour encourager un retour vers les lieux d'origine et la réintégration, l'environnement de protection reste volatile et n'est actuellement pas propice. la mise en œuvre de cette solution. Un retour prématuré vers les zones d'origine ne sera pas durable et les PDI doivent pouvoir effectuer un choix éclairé et volontaire au sujet des différentes solutions. Les acteurs du cluster Protection nécessitent également d'être formés et de voir leurs capacités renforcées, la plupart étant nouveaux dans l'action humanitaire. Le cluster devra mettre un accent particulier sur les principes humanitaires, la protection comme thématique transversale et le principe « Ne pas nuire », dans un contexte humanitaire changeant. Afin de répondre aux besoins des populations affectées, le cluster mettra l'accent sur les axes suivants :

- Mettre en place un réseau de monitoring de protection dans les régions impactées afin de dégager une analyse de la situation et de suivre les dynamiques de déplacement de population ;
- Développer un agenda de plaidoyer fort basé sur l'analyse des données sur les problématiques prioritaires de protection ;
- Etablir et renforcer les mécanismes de référencement et de prise en charge holistique afin de permettre aux personnes affectées d'avoir accès aux services adaptés, avec un accent sur la protection des enfants et des survivant(e)s de violences sexuelles ;
- Développer des actions de sensibilisation sur les thématiques prioritaires envers les populations affectées ;
- Donner la priorité au renforcement des capacités des acteurs humanitaires sur la protection à travers des formations ciblées ;
- Développer le soutien psychosocial pour les populations affectées, avec une attention accrue sur les populations vulnérables ;
- Sensibiliser les autorités administratives, militaires et traditionnelles sur la protection ;
- Soutenir le remplacement urgent des documents perdus ou détruits afin de renforcer la liberté de circulation, de réduire les risques d'apatridie et de faciliter l'accès aux services ;
- Mettre en place une coordination prévisible et promouvoir la prise en compte de la protection transversale et la redevabilité face aux populations affectées dans l'ensemble des interventions, notamment par des actions de sensibilisation et/ ou de formation auprès des différents acteurs humanitaires.

Les stratégies spécifiques relatives à la protection de l'enfance et aux violences basées sur le genre sont détaillées sur les pages suivantes. Enfin un aperçu des interventions de protection en faveur des réfugiés est disponible dans le chapitre sur la réponse aux réfugiés du présent document et dans le RRRP pour les réfugiés nigérians.

Assistance monétaire

Le secteur protection propose nombre de services non monétisable (formation, monitoring, plaidoyer, sensibilisation).

En 2019, le secteur travaillera avec le groupe de travail Cash pour s'assurer que les considérations de protection sont au cœur des interventions monétaires (mécanismes de plaintes et de feedback, prise en compte des besoins spécifiques, etc.), notamment dans l'analyse des modalités pour la crise dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest.

Nexus Humanitaire Développement

Le secteur continuera à encourager la participation des acteurs de développement aux instances de coordination et renforcer la collaboration sur certaines thématiques clés qui se trouvent à la frontière entre l'humanitaire et le développement, notamment l'accès à la documentation d'identité et d'état civil, les services d'assistance juridique et le plaidoyer pour l'accès aux services sociaux de base.

RÉPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLÉES , PAR STATUT, SEXE ET AGE

	PAR STATUT					PAR SEXE & AGE	
	Refugiés	Personnes déplacées internes	Retournés	Pers. accueil-lant des PDI ou des réfugiés	Autres personnes dans le besoin	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*
PERS. DANS LE BESOIN	365K	682k	101K	1M	126K	53%	52 | 44 | 4%
PERS. CIBLÉES	352K	519K	92K	946K	-	52%	53 | 43 | 4%
BESOINS BUDGÉTAIRES	1,5M	32,8M					

*Enfants (<18 ans), adultes (18-59 ans), pers. âgées (>59 ans)

PERS. DANS LE BESOIN

2,2M

PERSONNES CIBLÉES

1,9M

BUDGET (US$)

8,0M

DE PARTENAIRES

5

PROTECTION. OBJECTIF 1 :

1 Améliorer la protection et le respect des droits fondamentaux des personnes affectées par les crises, en donnant une priorité aux groupes vulnérables, y compris les femmes et les enfants exposés aux risques de violence, d'abus, d'exploitation sexuelle et de séparation familiale.

PROTECTION. OBJECTIF 2 :

2 Renforcer les capacités des autorités camerounaises et des acteurs de la société civile en matière de protection des personnes affectées en vue de promouvoir le respect de leurs droits.

PRO.ENFANT. OBJECTIF 3 :

3 Réduire la vulnérabilité des populations affectées en facilitant un accès non discriminatoire à l'assistance et aux services de base et spécialisés et en renforçant les capacités de protection communautaire.

CONTACT

Barbara Jamar
Chef du Programme
Protection de l'Enfant

bjamar@unicef.org

SOUS-SECTEUR PROTECTION DE L'ENFANCE

Stratégie sectorielle

Dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, certaines thématiques de protection de l'enfant deviennent de plus en plus préoccupantes et requièrent une attention particulière au cours de l'année 2019. Il s'agit essentiellement et non exclusivement du soutien aux enfants associés aux groupes armés, la lutte contre le mariage des enfants et l'extrémisme violent, la réponse aux besoins des enfants retournés, déplacés internes, réfugiés et aux besoins des enfants des communautés hôtes. La stratégie est guidée par un mécanisme de coordination qui, dans le cadre du groupe de travail Protection, s'appuie sur un sous-groupe protection de l'enfant pour coordonner la mise en œuvre des priorités suivantes :

1. Renforcer l'identification et la prise en charge des enfants désengagés, enfants ex-otages et ceux suspectés d'association à Boko Haram à travers une approche communautaire intégrée ;
2. Renforcer la lutte contre le mariage des enfants notamment la prévention à travers des partenariats directs avec les chefferies traditionnelles et les autorités religieuses ;
3. Renforcer la prévention de l'extrémisme violent dans le rang des adolescents à travers le renforcement des mécanismes de consolidation de la paix, de la cohésion sociale et de la stabilité au niveau communautaire et l'organisation des dialogues intergénérationnels avec une véritable inclusion des adolescents et jeunes ;
4. Renforcer l'appui psychosocial aux enfants déplacés internes, enfants des communautés hôtes, enfants retournés et refugiés affectés par le conflit y compris ceux victimes de violences basées sur le genre et les enfants non-accompagnés et séparés ;
5. Soutenir le système d'enregistrement des naissances en vue d'améliorer le taux d'enregistrement de routine mais aussi la délivrance d'actes de naissance aux enfants en classes d'examen sans actes de naissance ;
6. Renforcer la coordination départementale des interventions de protection de l'enfant avec une plus grande appropriation des interventions par les structures étatiques opérationnelles.

Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest :

Dans une situation de crise où la violence est très volatile et les déplacements forcés fréquents, les enfants sont les premières victimes. Une détresse psychosociale importante, des violences basées sur le genre, les séparations familiales restent les problématiques majeures constatées. Il est ainsi estimé que plus de 266 000 enfants sont en besoin de soutien psychosocial et que plus de 3 700 enfants sont non accompagnés ou séparés de leurs parents. En lien direct avec la fragilisation des familles, le travail des enfants est en augmentation, ainsi que les grossesses précoces. Les risques d'exploitations tant physiques que sexuelles sont élevés. Des cas d'enfants enrôlés par les groupes armés sont rapportés, même si leur nombre reste inconnu, l'accès à des données exactes étant actuellement problématique dans tous les secteurs. Enfin, le non-enregistrement des naissances et la perte des documents civils impactent directement et durablement l'enfant et son entourage.

Aux vues de la multiplicité des problématiques touchant la protection de l'enfant, la stratégie prévue pour 2019 s'articulera sur les axes suivants :

- Prévenir de futurs abus en travaillant avec les parents, les communautés et les enfants dans le cadre de mécanismes communautaires de protection de l'enfant pour le soutien psycho-social, la prévention des GBV, la prévention des séparations familiales ou les réunifications ;
- Répondre aux abus déjà identifiés (soutien psycho-social, identification et réunification des enfants séparés ou non accompagnés, gestion de cas, développement de mécanismes de

référencement) ;

- Renforcer les capacités locales afin de fournir un environnement protecteur et de promouvoir la redevabilité envers les populations affectées (formation auprès des intervenants en protection de l'enfant, travail de sensibilisation et de formation auprès des communautés) ;
- Renforcer le plaidoyer et travail multisectoriel, notamment sur les questions de l'accès, de la documentation civile, du référencement envers d'autres secteurs et de la collecte de données.

De multiples organisations locales étaient actives dans des projets de développement. Avec l'émergence de la crise, ces acteurs ont entamé la mise en œuvre de projets en protection de l'enfant en situation d'urgence. Ainsi la plupart des acteurs aujourd'hui opérationnels sont établis. Afin d'améliorer les synergies en cours, le secteur de protection de l'enfant a débuté des réunions de coordination entre acteurs traditionnellement dans les zones d'intervention et les nouveaux acteurs, travaillant sur une stratégie commune, un échange sur les zones d'intervention et les thématiques touchant la protection de l'enfant. Par cette approche, le secteur vise à la continuité et travaille conjointement à une stratégie de sortie respectueuse des besoins des enfants.

Assistance monétaire

Quoique le secteur de la protection de l'enfance mettra l'accent sur le renforcement des capacités des adolescents et des mécanismes communautaires de protection de l'enfance, le cash transfert ne fait pas encore partie des modalités d'intervention du secteur. Cependant, selon les besoins des clubs d'adolescents, des appuis en formation professionnelle et en activités génératrices de revenus pourront être financés pour des groupes d'adolescents en vue de développer et de renforcer leurs capacités de résilience.

Nexus Humanitaire Développement

Un accent particulier sera mis en 2019 sur le renforcement des capacités des structures gouvernementales ou de la société civile en vue de leur appropriation progressive des interventions pour que la réponse en situation d'urgence puisse être complétée par des interventions relais liées au développement. Le leadership de la coordination à divers niveaux déjà assuré par le gouvernement sera renforcé avec un accompagnement technique de proximité et des appuis matériels le cas échéant. Les centres sociaux et les centres de promotion de la femme et de la famille seront appuyés selon la même philosophie.

Les interventions des différents acteurs dans la région de l'Extrême-Nord s'inscriront en outre, dans une dynamique de synergie et de complémentarité pour éviter les doublons. La cartographie des interventions sera actualisée et servira de base pour la mise en place d'un mécanisme de référencement, le déploiement de nouvelles interventions dans la région ou le redéploiement de celles en cours ayant déjà montré leur efficacité.

RÉPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLÉES , PAR STATUT, SEXE ET AGE

	PAR STATUT					PAR SEXE & AGE	
	Refugiés	Personnes déplacées internes	Retournés	Pers. accueillant des PDI ou des réfugiés	Autres personnes dans le besoin	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*
PERS. DANS LE BESOIN	202K	355k	65K	544K	-	51%	100%
PERS. CIBLÉES	197K	228k	40K	363K	-	51%	100%
BESOINS BUDGÉTAIRES						*Enfants (<18 ans), adultes (18-59 ans), pers. âgées (>59 ans)	

PERS. DANS LE BESOIN

2,2M

PERSONNES CIBLÉES

1,9M

BUDGET (US$)

7,3M

DE PARTENAIRES

07

PROTECTION. OBJECTIF 1 :

1 Améliorer la protection et le respect des droits fondamentaux des personnes affectées par les crises, en donnant une priorité aux groupes vulnérables, y compris les femmes et les enfants exposés aux risques de violence, d'abus, d'exploitation sexuelle et de séparation familiale.

PROTECTION. OBJECTIF 2 :

2 Renforcer les capacités des autorités camerounaises et des acteurs de la société civile en matière de protection des personnes affectées en vue de promouvoir le respect de leurs droits.

VBG. OBJECTIF 3 :

3 Améliorer la protection et le respect des droits fondamentaux des personnes affectées par les crises, en donnant une priorité aux groupes vulnérables, y compris les femmes et les enfants exposés aux risques de violence, d'abus, d'exploitation sexuelle et de séparation familiale.

CONTACT

Angélique Dikoume
Coordonnatrice nationale du sous-groupe VBG

adikoume@unfpa.org

SOUS-SECTEUR VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE

Stratégie sectorielle

La protection des femmes et filles contre les violences basées sur le genre, ainsi que les pratiques culturelles néfastes retiendront l'attention du sous-secteur VBG au cours de l'année 2019. Il est également à noter que les garçons et hommes doivent être intégrés en tant que bénéficiaires directs des différentes interventions. Il s'agira de renforcer les mécanismes communautaires de lutte contre les violences basées sur le genre et les pratiques culturelles néfastes, ainsi qu'un renforcement des synergies entre les acteurs en vue de disposer d'une réponse mieux coordonnée et d'un référencement efficace entre les services de prise en charge, en particulier à l'Extrême-Nord. La coordination des interventions sera assurée par le sous-groupe violences basées sur le genre et priorisera les axes suivants :

- Le renforcement de la mobilisation communautaire en faveur de la prévention des violences basées sur le genre ainsi que des pratiques culturelles néfastes
- Le renforcement de la réponse holistique en vue d'une prise en charge de qualité des survivants-es de violences basées sur le genre (psycho social et santé mentale, médical, légal, économique)
- L'intensification de la lutte contre les mariages précoces et forcés y compris les mutilations génitales féminines
- La contribution à la réduction des vulnérabilités des femmes et filles affectées en facilitant un accès non discriminatoire à l'assistance et aux services de base et spécialisés et en renforçant les capacités de protection communautaire
- Le renforcement du mécanisme de collecte de données sur les violences basées sur le genre en contexte humanitaire
- Le renforcement de la coordination des acteurs dans le domaine des violences basées sur le genre tout en prenant en compte la spécificité des différentes crises

Au Nord-Ouest et Sud-Ouest : Les violences basées sur le genre ainsi que les pratiques culturelles néfastes sont répandues dans les régions du Sud-ouest et du Nord-ouest. Ces incidents ne sont pas toujours déclarés pour plusieurs raisons entre autres : difficultés d'accès aux services, ignorance des services disponibles, peur du stigma, pesanteurs socio culturelles. La dislocation des structures familiales dûe au conflit contribue à une large vulnérabilité des femmes, filles et enfants. Les femmes, filles et adolescentes sont victimes de plusieurs formes de violences basées sur le genre, ceci affectant considérablement leur intégrité et leur estime de soi. L'abandon scolaire observé chez les filles et adolescentes les expose aux grossesses précoces, indésirées, ainsi qu'aux avortements clandestins. L'accès des survivantes aux services de prise en charge de qualité demeure un défi suite à l'insécurité qui règne dans ces régions. Avec l'émergence de cette crise, plusieurs acteurs ont vu leurs capacités renforcées dans le domaine des violences basées sur le genre en contexte humanitaire, ainsi qu'à la coordination VBG. A cet effet, on note un déploiement de plusieurs acteurs humanitaires dans ces régions, ainsi qu'un engouement des partenaires locaux à mieux répondre aux besoins des populations cibles.

Au cours de l'année 2019, les principales interventions seront focalisées sur :

- Le renforcement du dispositif de coordination en matière de violences basées sur le genre
- La prévention des violences basées sur le genre ainsi que les pratiques culturelles néfastes
- Le renforcement de la réponse multisectorielle ainsi que le système de référencement
- Le renforcement des capacités locales en matière de violences basées sur le genre en contexte humanitaire.

Assistance monétaire

Le secteur explorera les possibilités de transfert monétaires en vue de répondre aux besoins des survivantes pour un accès aux services de qualité en matière de violences basées sur le genre tout en prenant en compte les potentielles barrières dues à l'éloignement et l'enclavement des localités. Un accent sera mis sur les frais de prise en charge des survivantes ainsi qu'à la couverture de leur transport vers les services disponibles.

Nexus Humanitaire Développement

L'implication et l'engagement des communautés dans la prévention et la réponse aux violences basées sur le genre sera placée au centre des interventions en vue de contribuer à la mise en place d'un dispositif communautaire solide et pérenne. Le leadership du Gouvernement en matière de coordination tant aux niveaux national, régional que départemental contribuera au renforcement du dispositif d'appropriation nationale. Les espaces surs et centres de promotion de la femme sont de véritables portes d'entrées pour la restauration de l'estime de soi chez les femmes et filles en vue de leur autonomisation. La coordination des interventions à travers la multisectorialité et la synergie entre les acteurs sont des composantes déterminantes pour un dispositif de référencement efficace prenant en compte les spécificités de chaque acteur.

RÉPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLÉES , PAR STATUT, SEXE ET AGE

	PAR STATUT					PAR SEXE & AGE	
	Refugiés	Personnes déplacées internes	Retournés	Pers. accueil-lant des PDI ou des réfugiés	Autres personnes dans le besoin	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*
PERS. DANS LE BESOIN	365K	682k	101K	1,1M	126k	53%	52 | 44 | 4%
PERS. CIBLÉES	352K	519K	92K	946K	-	52%	53 | 43 | 4%
BESOINS BUDGÉTAIRES						*Enfants (<18 ans), adultes (18-59 ans), pers. âgées (>59 ans)	

BUDGET (US$)

825K

LOGISTIQUE. OBJECTIF 1 :

1 Maintenir la coordination logistique inter agences et la gestion de l'information afin de soutenir les acteurs humanitaires dans le cadre de la réponse Nord-Ouest-Sud-Ouest.

LOGISTIQUE. OBJECTIF 2 :

2 Renforcer les capacités des acteurs humanitaires via une formation logistique dédiée.

LOGISTIQUE
CLUSTER NORD-OUEST ET SUD-OUEST

Stratégie sectorielle

Le contexte opérationnel dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun est complexe et pose d'importants défis logistiques aux organisations humanitaires répondant à l'urgence. L'instabilité de la situation en matière de sécurité et l'impact des conflits armés ont affecté l'accès aux populations qui ont besoin d'aide. Les transporteurs commerciaux ont du mal à trouver des itinéraires sûrs pour acheminer les articles humanitaires. Les installations de stockage sont limitées car beaucoup d'entre elles ne sont pas opérationnelles ou ne possèdent pas la capacité nécessaire pour les organisations humanitaires. La complexité des procédures administratives sur la manière de transporter le fret humanitaire dans ces deux régions affecte également l'efficacité de la réponse.

Le Cluster Logistique a été activé en octobre 2018 pour soutenir la coordination de la réponse humanitaire dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. Sur la base des consultations avec les organisations participantes et des évaluations logistiques initiales, et pour aider les partenaires à atteindre l'Objectif stratégique No.1 du HRP « Fournir aux personnes en situation d'urgence une assistance coordonnée, innovante et intégrée, adaptée à leurs besoins et nécessaire à leur survie », le Cluster Logistique fournira des activités de coordination et de gestion de l'information à la communauté humanitaire.

Le Cluster Logistique déploiera du personnel dédié à l'opération à Buea et dans d'autres emplacements stratégiques clés. Le déploiement envisagera également la participation possible des partenaires par l'intermédiaire de points focaux logistiques, qui faciliteront les activités dans les zones où le Cluster Logistique n'est pas présent. Cela soutiendra la réponse à la crise actuelle et facilitera l'accès des acteurs humanitaires aux services logistiques existants.

Des réunions de coordination régulières se tiendront à Buea et ponctuellement dans d'autres lieux clés tels que Bamenda. Ces réunions servent de forum aux organisations pour discuter des défis logistiques communs et des approches harmonisées pour les résoudre. Lorsque des problèmes communs nécessitent un plaidoyer, le Cluster Logistique peut entreprendre cette activité et soulever la question aux acteurs ayant la capacité de réagir. Outre le mécanisme de coordination civilo-militaire existant mis en place par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), le Cluster Logistique fournira des informations telles que l'accès géographique aux zones stratégiques. L'expertise et le soutien logistiques continueront d'être fournis par le biais d'activités telles que l'évaluation des routes et des entrepôts dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. Les informations techniques liées à la logistique (accès et contraintes routières, activités et capacités du partenaire, coordonnées des fournisseurs) seront collectées et partagées avec les partenaires via différents produits de gestion des informations. Les informations sur les prestataires de services disponibles seront régulièrement mises à jour et partagées dans le cadre de l'évaluation de la capacité logistique (LCA). Ces cartes et produits aident les partenaires à prendre des décisions éclairées. Des directives pour le transport des articles de secours sont également élaborées pour aider les organisations à mener à bien leurs procédures administratives et éviter les doubles emplois et le gaspillage de ressources. La facilitation des services logistiques communs sera envisagée si une réponse logistique unifiée s'avérait nécessaire.

Nexus humanitaire-développement

Le renforcement des capacités sera essentiel pour atteindre l'objectif stratégique 4 du HRP « […] d'aider les acteurs nationaux à prévenir et à gérer les chocs ». Le Cluster Logistique organisera une formation appropriée pour le personnel humanitaire, adaptée aux besoins des partenaires, sur des thèmes tels que la gestion de l'information et la gestion des entrepôts. Les activités viseront à renforcer les capacités du personnel local, grâce au partage des connaissances.

CONTACT

Andriy Nechay
Coordonnateur cluster Logistique

andriy.nechay@wfp.org

OCHA/ Imane Cherif

PERS. DANS LE BESOIN

1,8M

PERSONNES CIBLÉES

895K

BUDGET (US$)

11,3M

DE PARTENAIRES

08

R.PRECO. ENFANT. OBJECTIF 1 :

1 Améliorer la disponibilité des informations actualisées, harmonisées et désagrégées sur les vulnérabilités, les risques et les catastrophes pour des interventions basées sur des évidences.

R.PRECO. OBJECTIF 2 :

2 Renforcer les capacités institutionnelles, communautaires et individuelles en vue d'améliorer la résilience, promouvoir la cohésion sociale et la prévention et la gestion des risques

R.PRECO. OBJECTIF 3 :

3 Promouvoir une autonomisation durable des populations cibles à travers des activités de relèvement économique multisectorielles et inclusives dans le respect de l'environnement.

CONTACT

Cyprien Gangnon
Administrateur de projet principal

cyprien.gangnon@undp.org

RELEVEMENT PRECOCE

Stratégie sectorielle

La stratégie de réponse du secteur Relèvement Précoce a pour but de renforcer la résilience des populations, réduire les vulnérabilités aux chocs et ouvrir la voie au développement. En termes programmatiques, les objectifs du secteur sont étroitement alignés au Plan Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement (UNDAF) visant à ce que, d'ici à 2020, les populations des zones cibles soient plus résilientes aux chocs environnementaux, sociaux et économiques.

Le plan de réponse du secteur vise à :

- Réhabiliter des infrastructures communautaires détruites ou endommagées dans les zones affectées ;
- Offrir une assistance pour le relèvement économique, et/ou la reconstitution des moyens de subsistance et/ou une formation professionnelle, aux déplacés et aux populations hôtes vulnérables ;
- Renforcer les connaissances et les capacités des communautés, autorités locales et représentants de la société civile concernant : a) prévention et gestion des crises et conflits/cohésion sociale ; b) prévention et réduction de l'extrémisme violent ; c) protection et sécurité des populations ; d) principes d'inclusion ; e) droits humains ; f) libertés fondamentales ;
- Soutenir les membres de l'administration publique, les autorités locales, les chefs traditionnels, et les représentants de la société civile, qui ont été formés et ont mis en pratique des connaissances acquises en matière de : a) prévention et gestion des crises et conflits/cohésion sociale ; b) prévention et réduction de l'extrémisme violent ; c) protection et sécurité des populations ; d) principes d'inclusion ; e) droits humains ; f) libertés fondamentales ;
- Effectuer et partager les évaluations sur le relèvement précoce, tant avec les acteurs du relèvement précoce que les partenaires humanitaires d'autres secteurs et les partenaires du développement, notamment au sein des groupes sectoriels relèvement précoce et des groupes de travail sur l'extrémisme violent ;
- L'ensemble des interventions du secteur, y compris les activités de relèvement économique multisectorielles, sont inclusives, sensibles au genre et aux spécificités culturelles, et conduites dans le respect de l'environnement. La mise en place ou le renforcement des systèmes d'alerte précoce et des comités locaux de gestion des risques, catastrophes et crises, accompagnés du renforcement des capacités de collecte, de traitement, d'analyse et de suivi des données sur les vulnérabilités et les mécanismes de coordination constituent des éléments essentiels permettant aux communautés affectées de mieux anticiper, gérer et se relever des chocs divers qui les affligent.

Assistance monétaire

Le secteur prévoit l'assistance monétaire à travers le cash conditionnel et inconditionnel afin de promouvoir le relèvement précoce des populations affectées. La modalité de cash conditionnel sera notamment utilisée dans le cadre des moyens de subsistance pour assurer l'appropriation des interventions par les bénéficiaires ainsi que leur durabilité.

Nexus Humanitaire Développement

LLe secteur jouera un rôle important comme point d'entrée entre les assistances humanitaire et de développement. Cette fonction sera notamment assurée en sensibilisant les acteurs de tous les autres secteurs humanitaires à ce qu'implique de prendre en compte la résilience dans la programmation, la mise en œuvre et le suivi des projets, et ceci au sein du groupe sectoriel relèvement précoce. Le secteur travaillera sur les activités suivantes : développement d'un outil de suivi-évaluation permettant de répertorier la contribution du secteur relèvement précoce aux résultats de l'UNDAF,

du HRP et du RCP ; mapping des activités humanitaires – développement avec les parties prenantes clés ; discussions sur la réorganisation du secteur pour une participation, régulière et informée des acteurs humanitaires, de développement et du gouvernement aux réunions mensuelles; consultations régulières avec les acteurs du développement et discussions continues et approfondies sur le sujet pour le renforcement du nexus humanitaire-développement. Notamment dans les zones affectées par les crises de l'Extrême Nord et de la RCA, du Nord-Ouest et du Sud-ouest. La synergie entre acteur humanitaire et de développement sera promue. L'implication des acteurs de développement sera promue.

RÉPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLÉES , PAR STATUT, SEXE ET AGE

	PAR STATUT					PAR SEXE & AGE	
	Refugiés	Personnes déplacées internes	Retournés	Pers. accueil-lant des PDI ou des réfugiés	Autres personnes dans le besoin	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*
PERS. DANS LE BESOIN	365K	506K	101K	810K	-	52%	54 | 42 | 4%
PERS. CIBLÉES	164K	282K	64K	385K	-	53%	43 | 52 | 5%
BESOINS BUDGÉTAIRES	$4,1M	$7,2M				*Enfants (<18 ans), adultes (18-59 ans), pers. âgées (>59 ans)	

PERS. DANS LE BESOIN

1,5M

PERSONNES CIBLÉES

1,4M

BUDGET (US$)

10,5M

DE PARTENAIRES

06

SANTE. OBJECTIF 1 :

1 Prévenir les risques accrus d'épidémies.

SANTE. OBJECTIF 2 :

2 Apporter une prise en charge aux populations (désagrégées par sexe et par âge) victimes de traumatismes physiques et mentaux liés au conflit.

SANTE. OBJECTIF 3 :

3 Faciliter l'accès aux soins de santé essentiels pour les populations vulnérables.

SANTE. OBJECTIF 4 :

4 Assurer la disponibilité d'une information sanitaire de qualité pour une meilleure intervention.

CONTACT

Dr Douba Epée Emmanuel
Coordonnateur des Urgences

doubaem@who.int

SANTE

Stratégie sectorielle

La situation sanitaire dans les zones ciblées par le secteur santé est caractérisée par la résurgence des épidémies de rougeole, la détection de cas de maladies d'origine inconnue (prenant la forme de plaie nécrosée), l'augmentation des cas suspects de cholera (avec une propagation sur 4/10 régions), la flambée de cas suspect de Pian, le faible taux (moins de 30%) de naissances assistées par un personnel de santé qualifié. Dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest en particulier, la situation est marquée par l'enregistrement de nombreux blessés civils graves, la présence de traumatisés mentaux à la suite des actes de violence de guerre, ainsi que la fermeture de nombreuses formations sanitaires ou leur fonctionnement à temps partiel.

En 2019, le secteur vise à :

- Assurer la prise en charge des traumatismes et traumatisés et guerre (traumatologie chirurgicale, santé mentale)
- Assurer l'accès aux soins de santé essentiels pour environ 1,4 million de personnes vulnérables (réfugiés, déplacés internes, retournés et populations hôtes) aussi bien au niveau clinique qu'en communauté, en soutenant les formations sanitaires (FOSA) dans le camp de réfugiés de Minawao et en dehors du camp avec le déploiement des effectifs supplémentaires de personnel médical, la fourniture de médicaments, du vaccin Rougeole-Rubéole et des moustiquaires imprégnées à longue durée d'action (MILDA), la réhabilitation et l'équipement des FOSA, la vaccination globale des filles et garçons âgés de moins de 5 ans et des femmes enceintes.
- Rendre disponible le paquet minimum de santé sexuelle et de reproduction au sein des communautés affectées et distribuer des trousses d'hygiène aux femmes enceintes.
- Mettre en œuvre un paquet global de services relatif au VIH/SIDA pour la Prévention de la Transmission Parent Enfant (PTPE) ainsi qu'aux autres maladies chroniques (tuberculose, diabète etc.).
- Améliorer le système intégré de collecte, d'analyse, et de production des données factuelles pour une meilleure orientation dans la prise de décision en santé et répondre rapidement aux situations d'urgence sanitaire (épidémie, afflux de blessés par arme à feu, arme blanche ou attentat, déplacement de population, inondations, etc.).
- Préparer les populations à la résilience par des actions d'éducation/sensibilisation communautaires visant une autonomisation et une recherche innovante des solutions efficaces pour les problèmes liés à la santé et/ou à l'accès aux services de santé essentiels.
- Renforcer la surveillance épidémiologique, améliorer le niveau de l'alerte précoce et de réponse rapide aux épidémies.
- Améliorer la qualité des soins en situation d'urgence pour davantage préserver la dignité des populations bénéficiaires.

Les régions concernées par la réponse du secteur santé sont prioritairement le Nord-Ouest, le Sud-Ouest, l'Est, l'Adamaoua, le Nord et l'Extrême-Nord où se trouvent la très grande majorité des personnes déplacées (PDI, réfugiés, retournées) et les populations hôtes vulnérables qui constituent la cible choisie pour le plan de réponse 2017 - 2020. L'Ouest et le Littoral seront également des régions d'intervention des partenaires du secteur santé à travers des appuis ponctuels aux systèmes sanitaires existant. Pour pallier aux chocs subis par l'arrivée de déplacés internes, des appuis ponctuels en fourniture de médicaments et d'équipements pourront être apportés aux structures de santé accueillant des PDI dans ces deux régions afin d'éviter la détérioration de leurs services.

De façon spécifique, l'assistance du secteur ciblera prioritairement les enfants (Filles et garçons), les femmes en âge de procréer et

les personnes âgées ainsi que les hommes et femmes ayant des besoins de santé spécifiques en termes de maladies chroniques (VIH, diabète, maladies cardiovasculaires etc.). Afin de prévenir efficacement les épidémies et améliorer la capacité de réponse, le secteur santé, en coordination avec le secteur WASH, apportera une assistance aux autorités sanitaires nationales pour élaborer ou actualiser les plans de contingence des régions prioritaires.

Assistance monétaire

L'assistance monétaire est une forme d'assistance qui permet à la fois d'aider les personnes dans le besoin tout en maintenant le fonctionnement du système de santé dont la survie dépend du recouvrement du coût des soins. En 2019, le secteur santé envisage de poursuivre l'utilisation du cash en se basant sur le panier de dépenses minimum défini dans le cadre du groupe de travail cash. Aussi l'initiative du chèque santé qui est mise en œuvre dans la Région du Nord sera prise en compte parmi les mécanismes des populations cibles dans cette région.

Nexus Humanitaire Développement

Cette stratégie s'inscrit dans la stratégie sectorielle de santé du pays ; à savoir, « Garantir un accès équitable et universel aux services et soins de santé de base et aux soins spécialisés prioritaires de qualité, avec la pleine participation de la communauté et l'implication des autres secteurs apparentés ». Le renforcement des formations sanitaires permettra à terme de disposer du personnel qualifié et l'amélioration du plateau technique pour la prise en charge continue des populations après le retrait des acteurs humanitaires. De plus, l'implication et le renforcement des capacités des populations permettra qu'elles soient préparées pour une meilleure résilience aux situations d'épidémie et autres urgences de santé publique. Aussi la mise en œuvre des interventions dans le cadre des programmes réguliers des Agences permettra de soutenir les interventions humanitaires, ceci à l'instar des motos ambulances mises en place dans les zones d'insécurité et d'accès difficile de Fotokol pour le transfert des cas de grossesses avec complications.

La réponse d'urgence du secteur santé est aussi complémentaire des programmes réguliers de renforcement du système de santé dans les régions en crise, en particulier dans le Septentrion et à l'est, à l'instar du programme de la GIZ de soutien des Fonds Régionaux de Promotion de la Santé (FRPS) ainsi que des initiatives de renforcement des structures de dialogue. De plus, l'initiative du Financement Basé sur la Performance (PBF pour Perfomance Base Financing) est en place avec le soutien de la Banque Mondiale et plusieurs agences du Système des Nations Unies (UNICEF, UNFPA). Pilotée avec succès dans les districts de santé des régions de l'Est, cette approche est à la fois axée sur des résultats définis comme la quantité et la qualité des services de santé produits et il inclut les personnes vulnérables. Il doit permettre aux formations sanitaires et aux districts de santé de dégager des subsides financiers pour faire des investissements sur la base d'un business plan élaboré chaque début d'année.

RÉPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLÉES , PAR STATUT, SEXE ET AGE

	PAR STATUT					PAR SEXE & AGE	
	Refugiés	Personnes déplacées internes	Retournés	Pers. accueil-lant des PDI ou des réfugiés	Autres personnes dans le besoin	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*
PERS. DANS LE BESOIN	365K	682K	101K	349K	-	54%	53 | 43 | 4%
PERS. CIBLÉES	352K	665K	92K	310K	-	54%	53 | 42 | 4%
BESOINS BUDGÉTAIRES	-	$10,5M				*Enfants (<18 ans), adultes (18-59 ans), pers. âgées (>59 ans)	

PERS. DANS LE BESOIN

3,1M

PERSONNES CIBLÉES

907K

BUDGET (US$)

59,8M

DE PARTENAIRES

07

SÉC. ALIM. OBJECTIF 1 :

1 Sauver les vies des populations en insécurité alimentaire à travers une assistance coordonnée et intégrée.

SEC. ALIM. OBJECTIF2 :

2 Consolider l'assistance en faveur des personnes déplacées internes, des retournés et des populations locales vulnérables en vue d'améliorer leur sécurité alimentaire (la production, l'accès et l'utilisation).

SÉC. ALIM. OBJECTIF 3 :

3 Assurer la coordination des partenaires et la disponibilité de l'information de qualité sur la sécurité alimentaire et la vulnérabilité pour une meilleure planification humanitaire.

CONTACT

Leïla Meliouh
Chargée des programmes

leila.meliouh@wfp.org

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Stratégie sectorielle

Le Cameroun est simultanément touché par trois crises dans les régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest, de l'Extrême Nord, et les régions de l'Est, du Nord et de l'Adamaoua. Les besoins humanitaires ont fortement augmenté depuis l'intensification de la crise dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest en 2018, en particulier dans le domaine de la sécurité alimentaire. Le conflit armé a en effet entraîné le déplacement de plus de 400 000 personnes, impactant négativement les activités économiques des populations et réduisant production agricole. Avec l'escalade de la crise depuis le dernier trimestre 2019, les moyens de subsistance sont de plus en plus perturbés et la situation continue de se détériorer par rapport à juillet 2018 où déjà 10% de ménages étaient en insécurité alimentaire dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest (FSMS). Tous les ménages en insécurité alimentaire sévère ont une consommation alimentaire pauvre.

Dans la région de l'Extrême-Nord, affectée par la crise de Boko Haram, les récoltes pluviales (arachide, maïs) et de contre saison sont bonnes ainsi que la pêche. Toutefois, les ménages pauvres vivent une insécurité alimentaire aiguë malgré l'assistance alimentaire qui atténue tout de même les effets de la crise. Suivant l'historique de l'insécurité alimentaire dans cette région depuis le début de la crise, le secteur estime à 1,300,000, le nombre de Camerounais en insécurité alimentaires dont 128 000 en insécurité alimentaire sévère. Comme en témoigne l'afflux important de réfugiés nigérians arrivés début 2019 depuis de l'état de Borno, il est fort probable que le nombre de réfugiés ayant besoin d'une assistance alimentaire augmente cette année.

Dans les trois régions affectées par la crise de réfugiés centrafricains, l'insécurité alimentaire continue d'affecter la frange la plus vulnérable de la population. En effet, l'autonomisation lente des réfugiés centrafricains continue de peser sur les ressources locales tandis que l'insécurité (prise d'otage) empêche les éleveurs et les agriculteurs de mener convenablement leurs activités. Dans ces trois régions, 750 000 Camerounais sont considérés en insécurité alimentaire (dont 48 000 en insécurité alimentaire sévère) auxquels il faut ajouter l'effectif des réfugiés centrafricains vulnérables à l'insécurité alimentaire.

La réponse humanitaire du secteur se fera à travers une assistance alimentaire d'urgence avec un ciblage basé sur la vulnérabilité des bénéficiaires. En coordination avec les autres secteurs, l'assistance sera en faveur des réfugiés, des personnes déplacées internes, des retournés, et des populations locales hôtes vulnérables. Tout en poursuivant l'assistance d'urgence, des activités spécifiques seront menées en vue de consolider et protéger les acquis des interventions antérieures. Aussi, la réponse sera diversifiée en mettant un accent sur la réhabilitation et la promotion des moyens de subsistance et le développement des activités génératrices de revenu. La modalité de transfert choisie dépendra des résultats des études de faisabilité ainsi que des préférences des bénéficiaires, soit en nature (denrées alimentaires ou intrants agricoles), soit en transferts monétaires.

En outre, les activités Vivres-contre-Actifs permettront d'appuyer la création d'actifs dans les communautés cibles pour soutenir la protection et le renforcement des moyens de subsistance.

La reconstitution et le renforcement des moyens de subsistance favoriseront l'autonomisation des bénéficiaires et contribueront à améliorer la disponibilité alimentaire. Les bénéficiaires recevront des intrants et outils agricoles pour la production des céréales et produits maraichers, des petits ruminants et de la volaille ainsi que du support en termes d'infrastructures rurales et de services (tels que la santé animale) accompagnés des appuis techniques et des actions de renforcement des capacités à travers des sessions de formations. Les partenaires de la sécurité alimentaire collaboreront également avec le secteur Protection, le groupe de travail régional sur le Logement, la Terre et la Propriété (LTP)

et les autorités administratives et traditionnelles locales afin d'améliorer l'accès à la terre des plus vulnérables dans la région de l'Extrême-Nord, notamment les personnes déplacées internes et retournées.

Par ailleurs un appui pour la mise en place d'activités aquacoles sera réalisé (préparation des étang, distribution des alevins et aliment de poisson et de matériels de production). La redevabilité envers les populations affectées sera assurée à travers le renforcement des mécanismes de gestion de plaintes. La prise en compte du genre, la protection des bénéficiaires et l'inclusion sociale sont les maitres mots du secteur.

Assistance monétaire

Le Secteur privilégie la modalité cash conditionnel et inconditionnel ou des bons alimentaires lorsque les marchés sont fonctionnels et que l'environnement économique est favorable. Cette modalité offre la latitude aux bénéficiaires de choisir librement les denrées et ceci dans le respect de leur dignité. En 2019, la modalité de transferts monétaires multifonctionnels (MCBT) sera également mise en œuvre pour répondre aux différents besoins des ménages bénéficiaires non pris en charge dans les autres interventions.

Nexus Humanitaire Développement

En ligne avec les actions du Gouvernement et sous la coordination des Ministères techniques, le Secteur accorde une attention aux petits producteurs ruraux les plus affectés et les interventions vont soutenir le développement rural et renforcer la résilience des communautés tout en réduisant le recours à des stratégies de survie négatives. Les acteurs locaux et les ONG au niveau national et régional seront étroitement associés dans la planification et la mise en œuvre des activités.

RÉPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLÉES , PAR STATUT, SEXE ET AGE

	PAR STATUT					PAR SEXE & AGE	
	Refugiés	Personnes déplacées internes	Retournés	Pers. accueil-lant des PDI ou des réfugiés	Autres personnes dans le besoin	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*
PERS. DANS LE BESOIN	365K	532k	68K	178K	1,9M	52%	53 | 43 | 4%
PERS. CIBLÉES	352K	427K	57K	18K	53k	57%	51 | 45 | 4%
BESOINS BUDGÉTAIRES	$1,1M	$58,8M					

*Enfants (<18 ans), adultes (18-59 ans), pers. âgées (>59 ans)

PERS. DANS LE BESOIN

120K*

PERSONNES CIBLÉES

120K*

BUDGET (US$)

35,7M

DE PARTENAIRES

09

MULTISEC.NGA. OBJECTIF 1 :

1 Fournir la protection Internationale aux réfugiés nigérians et à la population hôte et atteindre les standards internationaux multisectoriels dans l'assistance humanitaire.

MULTISEC.NGA. OBJECTIF 2 :

2 Renforcer la couverture des besoins primaires et l'accès aux services sociaux de base par la construction/réhabilitation des infrastructures communautaires (ex. : points d'eau et latrines, salles de classes et centre sanitaires) dans les zones d'accueil des réfugiés.

MULTISEC.NGA. OBJECTIF 3 :

3 Accroître les projets d'autonomisation en faveur des réfugiés et populations hôtes afin de diminuer la dépendance à l'aide humanitaire et favoriser l'intégration socioéconomique en attendant un éventuel retour volontaire des réfugiés dans leur pays d'origine, dès que les conditions le permettront.

MULTISEC.NGA. OBJECTIF 4 :

4 Apporter un soutien institutionnel aux structures étatiques nationales, régionales et locales pour une meilleure prise en charge des réfugiés et populations hôtes sur le long terme à travers toutes les composantes multisectorielles.

CONTACT

Antony Abogi
Chargé principal des Programmes

abogi@unhcr.org

RÉPONSE MULTISECTORIELLE POUR LES RÉFUGIÉS NIGÉRIANS

Stratégie sectorielle

En 2018, la région de l'Extrême-Nord du Cameroun a continué de subir les attaques transfrontalières perpétrées par Boko Haram. Ces attaques ont causé l'arrivée régulière et continue de réfugiés nigérians recherchant la sécurité au Cameroun (99 851 en novembre 2018). Des efforts supplémentaires de plaidoyer déployés en 2018, se maintiendront en 2019 afin de renforcer les structures d'accueil des réfugiés et de préserver le caractère civil et humanitaire de l'asile.

L'exercice d'enregistrement biométrique dans le camp de Minawao a continué en 2018, et a été complémenté par un exercice similaire en faveur des réfugiés hors camps. Ainsi, fin décembre 2018, le camp de Minawao comptait 55 581 réfugiés (dont 60% d'enfants de moins de 18 ans) enregistrés par le HCR. Dans les départements de Logone et Chari et du Mayo Tsanaga, un total de 26 893 (85% dans Logone et Chari et le 15% dans Mayo Tsanaga) réfugiés ont été enregistrés par la biométrie. Le département de Mayo Sava suivra au début de l'année 2019. Cet exercice d'enregistrement biométrique a permis d'avoir une image précise du nombre de réfugiés dans la région ce qui explique la diminution des chiffres de personnes dans le besoin et ciblées en 2019 par rapport à 2018.

Une cadence constante de nouveaux arrivants au camp de Minawao est attendue en raison de la situation toujours instable dans le nord-est du Nigéria et des conditions de vie difficiles dans les camps de personnes déplacées. Les programmes de protection et d'assistance dans le camp de Minawao seront donc maintenus et renforcés en 2019. Les partenaires de la réponse en faveur des réfugiés nigérians prévoient d'assister également au moins 35 000 Camerounais dans les villages d'accueil, en particulier ceux qui enregistrent une forte présence de réfugiés.

Bien que dépendant de l'évolution de la sécurité et des conditions de retour dans le nord-est du Nigéria, une possibilité de rapatriement volontaire des réfugiés nigérians en 2019 est cependant prévue. Un accord tripartite a été signé en mars 2017 entre le HCR, le Nigéria et le Cameroun pour le retour volontaire des réfugiés nigérians vivant au Cameroun. L'accent sera mis de plus en plus sur les solutions durables pour les réfugiés nigérians tout au long de la période 2019-2020, avec l'assistance à 20 000 retours prévue en 2019.

Les besoins humanitaires restent élevés dans la région de l'Extrême-Nord et la réponse aura pour axes principaux la réduction de la pression sur les infrastructures et les services de base dans les villages hôtes; l'atténuation de la pression sur les ressources naturelles (eau, terre, bois de chauffage); l'accroissement de l'accès aux moyens de subsistance/de production afin de prévenir les conflits agropastoraux et intercommunautaires; ainsi que la poursuite des activités de reboisement dans et autour du camp de Minawao pour prévenir la dégradation de l'environnement.

En termes d'abris, les besoins sont essentiellement établis pour les réfugiés hors du camp où se concentreront les activités de 2019. La réhabilitation et l'équipement des centres de santé dans des zones accueillant des réfugiés ainsi que la mise en place d'un système d'alerte précoce et d'intervention (EWARS) pour les maladies épidémiques courantes va continuer en 2019.

Assistance monétaire

Le secteur prévoit de mettre en œuvre progressivement des interventions en cash dans les domaines où les risques de protection liés à cette modalité sont minimes et où les opportunités existent pour faciliter l'accès à l'aide par transfert monétaire, vouchers et autres outils disponibles. Les appuis aux personnes vulnérables, y compris à besoins spécifiques sous forme de cash et coupon seront multipliés pour contribuer à la couverture de leurs besoins de base, dans la dignité. Ceci offre aussi l'avantage de réduire les coûts logistiques et des transactions.

Nexus Humanitaire Développement

En 2018, les partenaires de la réponse aux

*Ce chiffre inclut les communautés hôtes ciblées par les secteurs.

réfugiés nigérians chercheront à renforcer les capacités des communautés d'accueil et à promouvoir des mécanismes d'autosuffisance. La présence de réfugiés et de personnes déplacées continuera d'être suivie dans la région de l'Extrême-Nord. Les acteurs de la réponse aux réfugiés nigérians demeurent pleinement déterminés à renforcer les partenariats avec les acteurs du développement et les institutions financières internationales telles que la Banque mondiale (BM) et la Banque africaine de développement et surtout à approfondir la collaboration avec les acteurs gouvernementaux sur les questions liées aux réfugiés. Le HCR demeure pleinement engagé toujours dans le processus de l'UNDAF et dans le processus conjoint UN-EU-BM de relèvement et de consolidation de la paix (RCP/RPBA). Vu que l'élaboration du plan de soutien aux villages abritant les réfugiés centrafricains vient d'être finalisé, le souhait est qu'il y ait possibilité d'élaborer un plan similaire pour les zones abritant les réfugiés nigérians après aboutissement des consultations avec l'administration à tous les niveaux.

RÉPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLÉES , PAR STATUT, SEXE ET AGE

	PERS. DANS LE BESOIN			PERS. CIBLÉES			$$
	Réfugiés	% femmes	% Enfants, adultes, pers. âgées*	Réfugiés	% femmes	% Enfants, adultes, pers. âgées*	Financements requis
Sécurité alimentaire	80k	55%	63 | 33 | 4%	80k	55%	63 | 33 | 4%	1,1M
Santé	100k	55%	63 | 33 | 4%	100k	55%	63 | 33 | 4%	
Abris/NFI	68k	55%	63 | 33 | 4%	54k	55%	63 | 33 | 4%	89K
Education	48k	50%	100%	48k	50%	100%	641K
Protection	100k	55%	63 | 33 | 4%	100k	55%	63 | 33 | 4%	983K
Protection de l'enfant	63k	50%	100%	63k	50%	100%	
VSBG[1]	100k	55%	63 | 33 | 4%	100k	55%	63 | 33 | 4%	
Nutrition	18k	55%	96 | 4%	17k	55%	96 | 4%	
EHA[2]	85k	55%	63 | 33 | 4%	58k	54%	62 | 33 | 5%	187K
Relèvement précoce et résilience	100k	55%	63 | 33 | 4%	100k	55%	63 | 33 | 4%	1,4M
Réponse multisectorielle pour les réfugiés	100k			100k			31,3M
TOTAL	100k**	55%	63 | 33 | 4%	100k**	55%	63 | 33 | 4%	35,7M

*Enfants (<18 ans), adultes (18-59 ans), pers. âgées (>59 ans) - **Le total n'est pas le total de la colonne, puisque les mêmes pers. peuvent apparaître plusieurs fois

PERS. DANS LE BESOIN

481K*

PERSONNES CIBLÉES

481K*

BUDGET (US$)

64,2M

DE PARTENAIRES

09

MULTISEC.CAR. OBJECTIF 1 :

1 Fournir la protection Internationale aux réfugiés centrafricains et à la population hôte et atteindre les standards internationaux multisectoriels dans l'assistance humanitaire.

MULTISEC.CAR. OBJECTIF 2 :

2 Renforcer la couverture des besoins primaires et l'accès aux services sociaux de base par la construction/réhabilitation des infrastructures communautaires (ex. : points d'eau et latrines, salles de classes et centre sanitaires) dans les zones d'accueil des réfugiés.

MULTISEC.CAR. OBJECTIF 3 :

3 Accroître les projets d'autonomisation en faveur des réfugiés et populations hôtes afin de diminuer la dépendance à l'aide humanitaire et favoriser l'intégration socioéconomique en attendant un éventuel retour volontaire des réfugiés dans leur pays d'origine, dès que les conditions le permettront.

MULTISEC.CAR. OBJECTIF 4 :

4 Apporter un soutien institutionnel aux structures étatiques nationales, régionales et locales pour une meilleure prise en charge des réfugiés et populations hôtes sur le long terme à travers toutes les composantes multisectorielles.

CONTACT

Antony Abogi
Chargé principal des Programmes

abogi@unhcr.org

RÉPONSE MULTISECTORIELLE POUR LES RÉFUGIÉS CENTRAFRICAINS

Stratégie sectorielle

La crise continue en République centrafricaine (RCA) a sérieusement affecté la partie orientale du Cameroun, précisément dans les régions de l'Est, de l'Adamaoua et le Nord. En plus de 18 301 réfugiés dans les zones urbaines, un total de 252 344 réfugiés centrafricains fuyant la violence armée en RCA résident dans les zones orientales du Cameroun. Etant donnée la continuation du conflit en RCA, le Cameroun compte recevoir davantage de demandeurs d'asile centrafricains en 2019.

Pour garantir le caractère civil et humanitaire de l'asile, le monitoring des frontières doit être maintenu. Les séances de plaidoyer auprès des autorités locales continueront en plus du renforcement des postes de gendarmerie afin de réduire l'insécurité et le risque de trafics d'armes dans les sites et de rassurer les autorités locales dans un contexte où les réfugiés sont perçus comme de potentiels vecteurs d'instabilité. La sensibilisation des réfugiés et des autorités doit se poursuivre afin de permettre aux réfugiés de se déplacer dans les régions d'installation et faciliter ainsi leur intégration socioéconomique.

Enfin, les réfugiés continuent d'avoir besoin d'une assistance judiciaire pour intervenir dans les cas des arrestations arbitraires et éviter le risque de détention pour immigration clandestine. La présence d'un nombre aussi important de réfugiés exerce une pression sur les ressources naturelles et les services sociaux de base dans les zones d'accueil, dont les capacités sont déjà très limitées. Dans cette optique, ce plan de réponse intègre les besoins des personnes les plus vulnérables dans les communautés hôtes (plus de 190 000). Bien que les interventions humanitaires menées dans ces régions aient permis de renforcer les capacités d'accueil et d'améliorer les conditions de vie des réfugiés et des communautés hôtes, les activités multisectorielles doivent être maintenues afin d'améliorer les conditions d'accueil dans les sites aménagés et les villages hôtes.

Pour réduire la dépendance des réfugiés à l'aide humanitaire, promouvoir la cohabitation pacifique et le développement des zones d'accueil, les projets en faveur des réfugiés centrafricains et de leurs communautés hôtes s'articuleront autour de piliers suivants :

- L'accès aux services essentiels de base (eau potable, assainissement, éducation, santé et nutrition) grâce à la construction d'infrastructures telles que des points d'eau et des latrines, des salles de classes, et des formations sanitaires dans les zones d'accueil de réfugiés ;
- Le soutien aux réfugiés pour un accès amélioré aux activités génératrices de revenus, aux microcrédits, à la formation professionnelle et à l'emploi afin de renforcer leur autonomisation et de réduire leur dépendance à l'aide humanitaire ;
- L'appui aux services étatiques par le renforcement des capacités des autorités aux niveaux régional et local, à travers des activités de formation et un appui institutionnel ;
- La poursuite de l'assistance aux réfugiés avec un accent particulier sur les personnes les plus vulnérables, y compris à besoins spécifiques. Les interventions devront prendre en compte une catégorisation des réfugiés en fonction du type de vulnérabilité.

Assistance monétaire

En 2018 le secteur a commencé à mettre en œuvre les interventions en Cash à usage multiple et cela sera augmenté au fur et à mesure, surtout dans les secteurs dont les opportunités existent pour faciliter l'accès à l'aide par transfert monétaire, coupons et autres modalités disponibles. Ceci offre aussi l'avantage de réduire les coûts logistiques et ceux des transactions. L'appui aux personnes vulnérables, y compris à besoins spécifiques, sous forme de cash et coupon se multipliera pour contribuer à la satisfaction de leurs besoins de base dans la dignité. Vu la complexité de l'environnement dans cette zone, une partie de ces interventions en Cash sera conditionnelle et dans des cas ou l'environnement le permet le secteur réponse multisectorielle aux réfugiés utilisera des interventions cash inconditionnelles.

*Ce chiffre inclut les communautés hôtes ciblées par les secteurs.

Nexus Humanitaire Développement

En octobre 2016, le Ministère de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire (MINEPAT) et le HCR ont signé un accord de partenariat visant à soutenir le développement des communes abritant les réfugiés centrafricains. Un plan de soutien conjoint pour les zones d'accueil des réfugiés de la RCA est déjà élaboré qui fournit une évaluation détaillée des besoins couvrant l'accès aux services sociaux de base et aux moyens de subsistance dans les 17 municipalités accueillant la majorité des réfugiés centrafricaines. Ce plan permet d'appuyer le développement de ces zones, de promouvoir la coexistence pacifique et facilite l'intégration des besoins des réfugiés et des communautés hôtes dans les plans et budgets des institutions gouvernementales et des agences de développement nationales et internationales.

Le Gouvernement du Cameroun a travaillé en étroite collaboration avec la Banque mondiale et le HCR pour assurer l'accès du pays au sous-guichet IDA18 pour les réfugiés et les zones d'accueil des réfugiés. Ce processus s'inscrit pleinement dans les priorités stratégiques définies dans le plan de soutien HCR-MINEPAT pour les zones d'accueil des réfugiés centrafricain, ainsi que dans le cadre du relèvement et la consolidation de la paix (RCP). Le financement va contribuer à la mise en œuvre d'activités liées aux quatre domaines suivants :

- Développement communautaire pour élargir l'accès aux services sociaux de base et aux moyens de subsistance,
- Protection sociale pour élargir l'accès aux moyens de subsistance et résoudre les problèmes de protection, y compris la documentation,
- Renforcement de la performance du système de santé pour élargir l'accès aux services associés, et
- Soutien à la réforme de l'éducation pour élargir l'accès à l'éducation.

En outre, les acteurs de la réponse aux réfugiés centrafricains restent pleinement mobilisés dans des activités qui contribuent à l'atteinte d'objectifs plus larges, notamment de l'UNDAF 2018-2020.

RÉPARTITION DES PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLÉES , PAR STATUT, SEXE ET AGE

	PERS. DANS LE BESOIN			PERS. CIBLÉES			$$
	Réfugiés	% femmes	% Enfants, adultes, pers. âgées*	Réfugiés	% femmes	% Enfants, adultes, pers. âgées*	Financements requis
Sécurité alimentaire	136k	48%	54 | 36 | 10%	136k	48%	54 | 36 | 10%	
Santé	252k	48%	54 | 36 | 10%	252k	48%	54 | 36 | 10%	
Abris/NFI	139k	48%	54 | 36 | 10%	83k	48%	54 | 36 | 10%	
Education	114k	53%	100%	68k	53%	100%	
Protection	252k	48%	54 | 36 | 10%	252k	48%	54 | 36 | 10%	551K
Protection de l'enfant	134k	53%	100%	134k	53%	100%	
VSBG[1]	252k	48%	54 | 36 | 10%	252k	48%	54 | 36 | 10%	
Nutrition	53k	48%	97 | 3%	51k	51%	97 | 3%	
EHA[2]	109k	48%	54 | 41 | 5%	9k	54%	59 | 38 | 3%	
Relèvement précoce et résilience	252k	48%	54 | 36 | 10%	252k	48%	54 | 36 | 10%	2,7M
Réponse multisectorielle pour les réfugiés	252k			252k			61M
TOTAL	252k**	48%	54 | 36 | 10%	252k**	48%	54 | 36 | 10%	64M

PERS. DANS LE BESOIN

387K

PERSONNES CIBLÉES

50K

BUDGET (US$)

09M

DE PARTENAIRES

05

MULTISEC.NONREF OBJECTIF 1 :

1 Augmenter le pouvoir d'achat des populations vulnérables pour couvrir leurs besoins de base multisectoriels.

MULTISEC.NONREF. OBJECTIF 2 :

2 Réduire l'utilisation des mécanismes d'adaptation négatifs par les personnes vulnérables.

MULTISEC.NONREF. OBJECTIF 3 :

3 Aligner le montant de base du panier minimum des dépenses utilisé pour toute distribution du cash multifonctionnel.

CONTACT

Leïla Meliouh
Chargée des programmes

leila.meliouh@wfp.org

Amedee Gaetan Gambeni
Supply Officer

gambeni@unhcr.org

RÉPONSE MULTISECTORIELLE AUX PERSONNES NON-RÉFUGIÉES

Huit des dix régions du Cameroun sont désormais affectées par les crises et leurs populations font face à des besoins pluriels allant de la survie pure à des enjeux de pauvreté chronique qui les rendent très vulnérables aux chocs. Afin de répondre à ces besoins multisectoriels, les partenaires humanitaires s'engagent à compléter les interventions sectorielles traditionnelles par une approche de réponse multi sectorielle, en nature ou au moyen de transferts monétaires. Dans certains cas, les acteurs humanitaires opteront pour une combinaison des deux modalités afin d'apporter la réponse la plus adaptée et efficace aux besoins de ces populations affectées.

Stratégie sectorielle

L'analyse des trois crises a révélé que les besoins des populations affectées sont multiples, complexes, interreliés. De nombreux facteurs doivent être pris en compte pour les adresser, y compris les capacités et intentions des populations, la fonctionnalité des marché, l'environnement opérationnel et sécuritaire ainsi que les spécificités de genre. Par exemple, il ne serait pas approprié de mener des campagnes de sensibilisation communautaire pour favoriser l'éducation des filles dans la région du Sud-Ouest. En coordination avec le secteur protection de l'enfant, les intervenants en éducation doivent trouver d'autre manière de favoriser une éducation inclusive, sans mettre en danger les enfants ou la communauté éducative, qui sont les cibles explicites des groupes armés non éducative (via des programmes éducatifs radiophoniques par exemple).

En plus de considérer l'environnement opérationnel, fournir une réponse adaptée implique d'aller au-delà des silos sectoriels qui structurent d'ordinaire les interventions humanitaires. Chaque secteur traite de problématiques spécifiques grâce à une expertise technique et conformément à des standards internationaux. Néanmoins ces problématiques sont souvent liées à d'autres et leur résolution durable nécessitent des actions complémentaires dans d'autres domaines.

La résurgence de l'épidémie de choléra dans le pays depuis juillet 2018 a démontré l'importance d'une telle collaboration intersectorielle. En effet, la réponse s'organise de manière collaborative entre les partenaires des secteurs santé, eau, hygiène et assainissement (EHA), et les autorités sanitaires. L'objectif est de prévenir l'apparition de nouveaux cas (sensibilisation pour l'amélioration des pratiques d'hygiène, mise à disposition de kits de potabilisation) en même temps que les cas identifiés sont pris en charge par les acteurs de santé. Le secteur éducation doit également être mis à contribution dans le cadre du renforcement de la surveillance dans les écoles par les inspecteurs d'éducation ; tandis que le secteur relèvement précoce et les acteurs de développement devront, à moyen terme, soutenir la mise en place de système d'alerte précoce efficaces et accroitre les capacités de gestion des structures sanitaires.

En 2019, les acteurs humanitaires s'engagent à renforcer cette complémentarité intersectorielle par au moins trois biais :

- Assurer l'harmonisation des biens contenus dans les différents kits d'assistance sectoriels, notamment les items distribués par les intervenants en EHA et en Abris/NFI ;
- Fournir des paquets d'assistance plurisectoriels aux communautés affectées par le déplacement pour favoriser leur autonomisation et leur relèvement. Grâce à une approche localisée et un ciblage fondé sur les vulnérabilités plutôt que le statut, des coalitions d'acteurs travailleront en synergie pour fournir des biens et services aux personnes d'une même communauté, qu'ils soient déplacés, réfugiés ou hôtes. Le programme pilote des villages d'opportunité du HCR et du PNUD est un exemple prometteur et la révision à venir des Plans Communaux de Développement, financée par la Banque Mondiale, devra favoriser cette approche localisée et holistique de la réponse, fondée sur les besoins identifiés par la communauté et prenant compte les capacités existantes ;
- Mettre à profit les mécanismes de coordination intersectoriels pour favoriser la pertinence des interventions. Par exemple, le groupe de travail sur l'accès à la terre, au logement et à la propriété, présent à l'Extrême-Nord, inclut tout autant les acteurs de protection, d'abris et biens non alimentaires, de sécurité alimentaire et du relèvement précoce, sans compter les représentants des services du cadastre et les autorités traditionnelles. De fait, une politique de restitution des terres des femmes retournées ne seraient être efficace si des activités de restitution de la documentation perdue ne sont pas en place par exemple.

L'assistance aux retournés et la recherche de solutions durables aux déplacements internes, une illustration de la nécessité d'une aide multisectorielle et multipartenaire à l'Extrême-Nord

Le Plan de réponse mis à jour pour 2019 cible l'ensemble des personnes déplacées internes et

retournées dans leur localité d'origine à l'Extrême-Nord. L'objectif de la communauté humanitaire est de permettre à ces personnes déplacées et retournées d'avancer vers des solutions durables de manière digne et sécurisée.

Or, le choix de la solution durable la plus appropriée ne saurait être présagé et aucune des trois voies ne peut être favorisée de manière inconsidérée[1]. Ce choix doit se fonder sur une évaluation des conditions de vie et de sécurité dans les zones d'origine et de déplacement, ainsi que la consultation des personnes déplacées sur l'option favorisée. Pour cela, les rondes de suivi des déplacements de la DTM continueront en 2019, incluant régulièrement des enquêtes sur les intentions de retour. Elles seront complétées par des évaluations approfondies de chaque zone hébergeant un nombre important de déplacés ou retournés afin d'identifier les obstacles et opportunités pour avancer vers les solutions durables et mieux préparer les interventions nécessaires Jusqu'ici, les conditions nécessaires à un retour durable ne sont pas réunies dans la plupart des localités d'origine des personnes déplacées, souvent situées près de la frontière nigériane. Pour la plupart, les villes et villages de retour ne disposent pas d'infrastructures sociales fonctionnelles et elles n'offrent que de faibles perspectives de relèvement économique ou d'accès aux terres. Si le retour des personnes déplacées dans ces zones a souvent été motivé par une perception de leur sécurisation, via l'ouverture d'une base militaire par exemple, elles restent souvent le lieu d'attaques de Boko Haram ou d'opérations armées contre le groupe. En témoigne le fait que 43% des ménages retournés dans le Logone-et-Chari, qui accueille le plus grand nombre de retournés, souffrent de restriction à leur liberté de mouvement en raison de l'insécurité et des violences.

Consciente de cet enjeu, l'Equipe humanitaire pays a élaboré une note d'orientation sur les retours dès 2017. Elle y réitère son engagement à soutenir les communautés des zones de retour, notamment grâce à l'amélioration générale de l'accès aux services de base (centres de santé, écoles, infrastructures d'hygiène, d'eau et d'assainissement), mais sans promouvoir cette dynamique de retour alors que les conditions ne seraient pas propices. Quand les personnes ne souhaitent ou ne peuvent rentrer, des mesures favorisant leur intégration locale doivent être mise en place. Dans les zones de déplacement ou de retour, les programmes auront à cœur à renforcer l'écosystème local, plutôt que le remplacer. Ceci inclue les collectivités décentralisées, la société civile, les acteurs économiques et sociaux, les marchés et les services sanitaires et éducatifs de base.

Pour cela, la réponse devra se construire sur un partenariat bien pensé entre les acteurs humanitaires, les acteurs de développement et le gouvernement. En effet, si des interventions d'urgence restent nécessaires, certaines personnes déplacées ou retournées expriment davantage un besoin de soutien en relèvement précoce ou développement pour se reconstruire durablement. Dans cet optique, le secteur de la sécurité alimentaire a par exemple développé des synergies entre les activités du HRP et de l'UNDAF afin d'attaquer l'insécurité alimentaire des populations sur plusieurs fronts simultanés. En même temps que des distributions d'urgence sont mise en place dans le cadre du HRP, pour que les personnes qui ne peuvent acheter ou produire des vivres puissent survivre ; des interventions de développement pour soutenir les filières d'emploi porteuses sont en cours dans le cadre de l'UNDAF.

1. Le Cadre conceptuel sur les solutions durables pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays a été adopté par le Comité permanent inter-organisations en 2010. Il définit huit principes directeurs pour déterminer le degré de succès d'une solution durable et clarifie les trois chemins possibles vers la mise en place d'une solution durable, à savoir le retour, l'intégration locale et la relocalisation.

Assistance monétaire

En 2019, l'Inter Secteur, avec l'appui du Groupe de Travail (GT) Cash, s'engage à promouvoir la réponse à travers la modalité de transfert monétaire inconditionnel et non restrictif, offrant ainsi une plus grande flexibilité et liberté de choix aux bénéficiaires. L'Extrême-Nord et les régions affectées par la crise des réfugiés centrafricains, déjà plus stables, offrent plus de garanties à la mise en œuvre de l'approche « Why not Cash ». En témoigne la définition du panier minimum de dépense (MEB) pour l'Extrême- Nord en 2017 et sa mise à jour en 2018 ; la mise sur pied d'un groupe de travail sur Cash dans la région de l'Est couvrant l'Adamaoua et le Nord. La coordination des interventions en cash, ainsi renforcée, facilite l'harmonisation des approches utilisées dans les transferts monétaires par différents acteurs humanitaires.

En plus d'une bonne fonctionnalité des marchés, l'assistance monétaire multisectorielle repose sur des processus appropriés de ciblage des bénéficiaires, qui mobilisent la participation de la communauté et garantissent l'accès à l'assistance sans discrimination. Respecter le principe de « Do no Harm » est essentiel, et une telle programmation doit être accompagnée d'un mécanisme de plainte et de rétroaction. Des évaluations sont en cours dans les régions affectées par la crise Nord-Ouest et Sud-Ouest pour déterminer l'opportunité et la faisabilité d'une assistance basée sur les transferts monétaires dans ces régions. Ces évaluations tireront partie des leçons apprises du programme de filets sociaux financé par la Banque Mondiale depuis plusieurs années dans la région du Nord-Ouest.

Nexus Humanitaire Développement

Comme en témoigne l'avancement de l'agenda des solutions durables à l'Extrême-Nord, les acteurs humanitaires sont de plus en plus enclins à travailler avec ceux du développement et les institutions financières internationales, telles que la Banque mondiale et la Banque africaine de développement. Ils sont également engagés à approfondir la collaboration avec les acteurs gouvernementaux sur les questions liées au relèvement et développement des régions affectées par les crises. Le processus conjoint de relèvement et de consolidation de la paix (RCP/RPBA) est un bel exemple de cette volonté de poursuivre et de consolider le travail entrepris par les humanitaires dans l'Est l'Adamaoua, le Nord, et l'Extrême-Nord[2].

Dans le même temps que les humanitaires s'approprient peu à peu une perspective de résilience, les acteurs du développement intègrent davantage une approche par les vulnérabilités et interviennent dans des zones compliquées où des problématiques d'urgence persistent en plus d'enjeux de sous-développement. En plus de la construction et de la réhabilitation des infrastructures routières et sociales de base qu'elle finance à l'Extrême-Nord, la Banque Mondiale va désormais couvrir les couches des populations vulnérables des zones prioritaires à travers l'assistance humanitaire financée. Le GT cash et le projet filets sociaux vont, à cet égard, coordonner leur activité afin d'éviter les doublons.

Au-delà de l'Extrême-Nord, certaines initiatives multipartenaires, tel que l'accès du Gouvernement du Cameroun au sous guichet IDA18, devraient permettre le relèvement des zones et communes affectées par la crise des réfugiés Centrafricains dans les régions de l'Est.

2. Développée par l'Union Européenne, les Nations Unies et la Banque Mondiale, à la demande du gouvernement, la stratégie de Relèvement et Consolidation de la Paix (RCP) pour 2018-2022 inclue des mesures de relèvement et de développement qui vise à promouvoir un engagement national et international plus efficace pour répondre à la crise touchant les régions du Nord, de l'Adamaoua, de l'Est et de l'Extrême-Nord.

BUDGET (US$)

7,7M

DE PARTENAIRES

03

COORDINATION OBJECTIF 1 :

1 Renforcer la coordination stratégique et sectorielle, afin d'apporter une réponse rapide, efficace et adaptée aux besoins des populations affectées, par un partage régulier de l'information et l'appui en outils de gestion de l'information.

COORDINATION OBJECTIF 2 :

2 Renforcer le plaidoyer humanitaire au niveau local, national et international afin de maintenir l'attention des leaders et mobiliser les ressources nécessaires pour répondre à la crise.

COORDINATION OBJECTIF 3 :

3 Soutenir la collecte de données et contribuer à l'analyse du contexte afin de développer une meilleure programmation sensible au genre et répondre aux besoins spécifiques des populations affectées.

COORDINATION OBJECTIF 4 :

4 Améliorer l'accès en fournissant des services de transport et de sécurité efficaces au personnel humanitaire.

CONTACT

Modibo Traore
Chef de bureau

traorem@un.org

André Yaro
Conseiller sécurité

yaro2@un.org

Guy Luziti
Chef du transport aérien

guy.luzitu@wfp.org

COORDINATION

Assurer une coordination humanitaire efficace et adaptée au contexte

En 2018, la détérioration de la situation humanitaire nous a rappelé l'importance d'une coordination forte qui soit capable de soutenir une réponse d'urgence efficace et respectueuse des principes humanitaires. L'augmentation des besoins humanitaires fût corrélée à la complexification des mécanismes de coordination, marquée par l'activation des clusters pour les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Dans ce contexte, le travail d'OCHA sera crucial pour appuyer les différents mécanismes de coordination et garantir une cohérence d'ensemble entre les enjeux opérationnels du terrain et les instances décisionnelles stratégiques.

Premièrement, OCHA appuiera stratégiquement le Coordinateur Humanitaire, l'Equipe humanitaire pays, les Intersecteurs Yaoundé et Maroua, ainsi que l'Intercluster Buea. OCHA mettra à leur disposition les informations et les outils nécessaires pour informer leur prise de décision. OCHA soutiendra également leurs efforts de plaidoyer auprès des acteurs locaux, nationaux et internationaux tout en œuvrant à la mobilisation continue des ressources financières et matérielles auprès des donateurs.

En 2019, OCHA s'assurera que son appui à la coordination sectorielle répond aux besoins spécifiques de chaque terrain d'intervention. Pour la réponse dans le Sud-Ouest et le Nord-Ouest, cela impliquera notamment de mettre en place un plan de renforcement des capacités des répondants locaux. A l'Extrême-Nord, OCHA favorisera la collaboration entre les partenaires humanitaires, du développement et les autorités pour avancer la mise en œuvre de solutions durables aux déplacements prolongés. Au niveau national, OCHA travaillera avec le secteur protection pour améliorer la transversalité de la protection au Cameroun. Dans la même veine, OCHA se mobilisera pour l'amélioration de la communication avec les populations affectées et la mise en place des mécanismes de redevabilité qui en découle, notamment concernant la Protection contre l'Exploitation et les Abus Sexuels (PEAS).

Deuxièmement, OCHA favorisera le développement d'une analyse partagée de la situation, des besoins, des vulnérabilités et des risques en appuyant les efforts de collecte et d'analyse de données. Les évaluations multisectorielles fourniront les éléments nécessaires pour prioriser la réponse selon les vulnérabilités réelles des personnes affectées. OCHA travaillera avec les secteurs, les clusters et le réseau des points focaux genre pour que les évaluations des besoins soulignent l'impact différencié des crises sur les besoins des femmes, des hommes, des filles et des garçons. De plus, la Coordination mettra à disposition de la communauté humanitaire des produits d'information et de communication essentiels pour leur efforts programmatiques et stratégiques (cartes, SITREP, 3W, infographies, bulletins humanitaires etc.).

Troisièmement, la mise à l'échelle de la réponse sera favorisée par la gestion des relations civilo-militaire et de l'accès humanitaire dans les régions de l'Extrême-Nord, du Sud-Ouest et du Nord-Ouest. A travers des actions de plaidoyer, de formation et de négociation, OCHA promouvra les principes humanitaires et leur respect par les différents acteurs engagés sur le terrain. De cette manière, la Coordination permettra aux acteurs humanitaires de se déployer de manière plus sûre pour eux comme pour les bénéficiaires de l'aide.

Quatrièmement, OCHA tirera parti de son rôle de conseil auprès des instances décisionnelles et opérationnelles afin d'avancer la mise en œuvre des engagements pris dans le cadre du Sommet Humanitaire Mondial de 2016, de manière adaptée au contexte Camerounais. L'objectif est d'atteindre une meilleure complémentarité entre les actions d'urgence et les programmes de développement, afin de combattre simultanément les besoins humanitaires et leurs causes sous-jacentes. Pour cela, OCHA soutiendra le Coordonnateur Humanitaire dans l'opérationnalisation de la Nouvelle Manière de Travailler, en mobilisant les

principales parties prenantes (gouvernement, bailleurs, humanitaires, partenaires de développement) autours de la définition, de la mise en œuvre et du suivi de Résultats Collectifs pour le Cameroun.

Garantir la sécurité et la sureté du personnel humanitaire

L'insécurité prévalant dans les régions du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et de l'Extrême-Nord continue d'entraver la fourniture de l'aide humanitaire aux personnes les plus vulnérables. Dans ces deux contextes, la présence d'UNDSS est essentielle pour évaluer les risques et les menaces sécuritaires pesant sur la communauté humanitaire. Ces évaluations permettent de fournir des orientations stratégiques et des conseils opérationnels pour que les organisations humanitaires se déploient de manière sécurisée pour leur personnel et les bénéficiaires de l'aide.

Améliorer l'accès humanitaire grâce à un transport aérien adapté

De nombreuses zones d'intervention humanitaire sont difficilement accessibles aux acteurs humanitaires en raison de la distance à parcourir depuis Yaoundé, de la vétusté des routes et de l'insécurité, en particulier dans le Nord et l'Extrême-Nord. Dans ces conditions, le transport aérien fourni par UNHAS est le moyen le plus sûr et le plus fiable pour atteindre les sites d'intervention. En 2019, UNHAS prévoit de transporter 8 400 personnes, sans compter d'éventuelles opérations d'évacuation médicale ou sécuritaire. De plus, les services d'UNHAS permettront d'acheminer du matériel humanitaire d'urgence au plus près des besoins.

Photo: OCHA/Imane Cherif

PARTIE III: ANNEXES

Objectifs, indicateurs et cibles 53
Organisations participantes et besoins budgétaires 62
Chiffres de planification: personnes dans le besoin et ciblées . 64
Guide du donateur 66

OBJECTIFS, INDICATEURS & CIBLES

Abris et NFI

INDICATEUR	BESOIN	BASELINE	CIBLE
Nombre de ménages ayant reçu un kit NFI	85 055		64 000
Nombre de ménages ayant reçu une solution d'abris d'urgence	48 558		35 183
Nombre de ménages qui ont reçu une assistance pour réparer, ameliorer ou reconstruire leur maison, et renforcer leur résilience	403		271
Nombre de subdivisions dont les besoins en Abris et/ou NFIs des populations affectées ont été évalués	23		23
Nombre de ménages couverts par des interventions en matière de HLP	9 185		6 125
Nombre d'abris transitionels fournis	40 585		32 466

Coordination

INDICATEUR	BESOIN	BASELINE	CIBLE
Nombre de réunions Intersecteurs, OCHA-ONG et HCT organisées	60		55
Nombre de comptes rendus partagés	60		55
Nombre de participants aux ateliers organisés sur l'accès humanitaire	100		100
Nombre de séance de travail organisé sur l'accès	12		12
Nombre de Plan de Réponse Humanitaire	1		1
Nombre d'Aperçu des Besoins Humanitaires	1		1
Nombre de produits et de rapports de mission partagés	4		4
Nombre de missions d'évaluations rapides/conjointes	4		4
Nombre de Briefing de sécurité effectué	30		30
Nombre de sitrep préparé par UNDSS	48		30
Number of passengers transported	8 100		8 400
Total Volume of Cargo transported in MT	24		24
Percentage of bookings served	95		95
Response to Medical Evacuations duly requested	100		100
Nombre d'évaluations dans les zones critiques	4		4
Nombre de carte présentant certains obstacles d'accès	6		6
Nombre de cartes générales et thématiques produites et distribuées	10		10
Nombre de bulletins humanitaires élaborés et disséminés	10		6
Nombre de formations OPS et RPM pour des acteurs humanitaires	4		4
Nombre de personnes formées à OPS et RPM	50		50
Nombre de personnes formées sur la coordination civilo-militaire	200		200
Nombre de formations organisées sur la CMCoord	6		4
Nombre de compte rendus élaborés et partagés	24		22
Nombre de réunions du groupe de travail civilo-militaire et de la plateforme CMCoord tenues	24		22

Le cadre logique complet du PRH se trouve à plan.hpc.tools

INDICATEUR	BESOIN	BASELINE	CIBLE
Nombre de partenaires humanitaires formés à la prise en compte du genre	250		250
Pourcentage de projets soumis dans OPS avec le marqueur de genre et d'âge 3 ou 4	100		45

Education

INDICATEUR	BESOIN	BASELINE	CIBLE
Nombre d'enfants (garçons/filles) Nombre d'enfants affectés ayant accès à des classes nouvellement construites ou réhabilitées	567 400		349 702
Nombre de salles de classes construites ou réhabilitées	411		275
Nombre d'acteurs locaux de l'éducation (femmes et homme) qui sont formés à la réduction des risques de catastrophes, à la préparation aux situations d'urgence et à la planification de la continuité de l'éducation	8 400		3 884
Nombre de personnel educatif (hommes et femmes) des ecoles primaires du Logone et Chari, Mayo-sava et Mayo Tsanaga formés sur la preparation des urgences et l'elaboration des plan d'amenagement des ecoles	600		164
Nombre de classes construites ou réhabilitées ayant reçu des tables-bancs	695		440
Nombre d'enfants (garçons et filles) ayant beneficie des cahiers et manuels scolaires	337 500		209 050
Nombre d'espaces temporaires d'apprentissage construits ayant reçu des kits de développement de la petite enfance	180		100
Nombre d'enfants ages 4-5 ans dans les espaces temporaires ayant beneficié des kits ECD	150 700		92 660
Nombre d'écoles et d'espaces temporaires d'apprentissage affectés ayant reçu des kits de matériel d'apprentissage	1 006		618
Nombre d'enfants affectés par les crises ayant beneficié des kits de matériel d'apprentissage	359 600		222 480
Nombre d'enfants affectés par les crises ayant beneficié des kits scolaires	366 800		219 608
Nombre d'enseignants dans les ecoles affectées par les crises ayant beneficié des kits de matériel d'enseignement	9 200		4 304
Nombre d'enfants (filles et garçons) bénéficiant de programme d'éducation radiophonique	9 200		3 450
Nombres d'espaces temporaires construits	284		165
Nombre de classes construites en dur et à l'interieur d'une enceinte	411		275
Nombre d'enfants (filles et garçons) bénéficiant d'espaces d'apprentissages construits en dur ou en materiaux provisoires	46 900		29 381
Nombre d'enseignants et autres membres du personnel éducatif (femmes et hommes) formés à l'éducation en situation d'urgence	10 800		4 614
Nombre d'enseignants et autres membres du personnel éducatif formés au soutien psycho-social	10 800		4 614
Nombre de rapports d'évaluations conjointes des besoins de l'Education dans les régions affectées par les crises disponibles	4		2
Nombre d'enseignants formés en pedagogie centrée sur les enfants	10 800		4 614
Nombre d'ecoles ayant bénéficié de Transfert Monétaire qui ont amélioré leurs performances	180		100

INDICATEUR	BESOIN	BASELINE	CIBLE
Nombre de parents ayant bénéficié de Transfert Monétaire qui ont inscrit et maintenu les enfants à l'école	252 000		151 200
Nombre d'enfants descolarisés et non scolarisés affectés par les crises ayant bénéficié des curricula accélérés	15 700		9 250
Nombre d'enfants et de jeunes qui participent aux activités recréatives dans les écoles ayant reçu des kits	25 200		15 000
Nombre d'écoles et espaces temporaires d'apprentissage bénéficiant des materiels recréatifs	27		15
Nombre de parents ayant bénéficié d'une campagne d'education parentale.	10 200		6 000
Nombre d'acteurs communautaires sensibilisés à l'importance d'inscrire et de maintenir leurs enfants à l'ecole.	10 200		6 000
Nombre d'écoles ayant un plan d'amélioration de l'école	55		33
Nombre d'eleves beneficaires des cantines scolaires dans les ecoles des zones affectées	168 000		100 800

Eau, Hygiène et Assainissement

INDICATEUR	BESOIN	BASELINE	CIBLE
# of waste pits constructed	101		49
# of waste bins distributed	2 700		265
# of institutions who receive training / materials for solid waste management	3		3
# of gender disagregated showers constructed in IDP sites	10 400		1 100
# of boreholes constructed	3 500		216
# of taps constructed	7 000		133
# of person who have access to water point constructed	1 750 000		882 000
# of water points rehabilitated	600		236
# of taps rehabilitated	0		0
# of person who have access to water point rehabilitated	1 328 000		126 882
# of gender-segregated latrines built in IDP sites	11 380		1 138
# of person person who have access to constructed latrines	313 008		42 850
# of health / nutrition centers benefiting from latrine construction/ rehabilitation	291		6
# of schools benefiting form latrine construction / rehabilitations	400		137
# of latrine constructed in health center	873		18
# of latrine constructed in schools	600		131
# of school children benefiting form latrine construction / rehabilitations	567 600		349 702
# of maintenance kits distributed	1 300		133
# of functional regional sectoral groups	14	3	10
Quarterly production of sectoral IM products (3W, Contact lists, factsheets)	14	2	10
# of lessons learnt document produced	14	0	3
# of women benefiting from hygiene kits	360 000		18 805
# of kits distributed to vulnerable households	360 000		72 825

INDICATEUR	BESOIN	BASELINE	CIBLE
Number of people provided with WASH kits	1 800 000		365 124
# of malnourished children benefiting from WASH kits	66 043	0	57 854
# of WASH needs assessments in affected areas	360		19
# of KAP studies conducted	14		5
proportion of councils covers by assessment	100	0	18
# of organization trained on WASH issues	60		40
# of volunteers / networks trained	7 354		1 300
# of borehole repairer trained	3 500		230
# of water user committees established / redynamised	3 500		300
# of latrines built by households	250 000		13 300
# of beneficiaries of latrines constructed by household	1 245 000		401 000
# of people reached with messages on safe WASH practices	1 800 000		882 000

Logistique

INDICATEUR	BESOIN	BASELINE	CIBLE
Percentage of Logistics Coordination Meetings held to schedule.	100		85
Percentage of local organizations actively participating in coordination and information sharing, in comparison to international.	100		70
Percentage of information gaps identified and addressed withing target time.	100		85
Percentage of logistics trainings held to schedule.	100		85
Percentage of humanitarian staff trained by gender.	100		40

Réponse multisectorielle aux non réfugiés

INDICATEUR	BESOIN	BASELINE	CIBLE
Nombre de personnes (hommes et femmes, filles et garçons) assistés par transferts monétaires non restrictifs	387 035		50 000
Pourcentage de plaintes enregistrées (aussi bien à travers les plaintes écrites ou à travers la ligne verte) et traitées dans un délai de moins de 10 jours	100		80
Nombre d'actualisations de la valeur du MEB en fonction des coûts des besoins de base (par an)	3		2

Nutrition

INDICATEUR	BESOIN	BASELINE	CIBLE
Nombre de personne (H/F) ayant recu un counselling / sensibilisation ANJE	215 600		196 000
Nombre de rapport de suivi de la mise en ouevre du code sur la commercialisation des substituts de laits maternels disponibles	8		8
Nombres de personnels de santé formees sur le protocole national PCIMAS	1 655		1 155
Nombres de personnels de santé formees sur la promotion de l'ANJE en situation d'urgence	1 655		1 155
Nombre de mères formées sur les programmes maman PB	113 500		98 000

INDICATEUR	BESOIN	BASELINE	CIBLE
Nombre de relais communautaires formes (Dépistage, referencement, VAD, IYCF, BSFP…)	1 930		1 290
Nombre d'enfants de 6-23 mois recevant une ration complémentaire BSFP	207 304		186 000
Nombre d'enfants ayant reçu des poudres de micronutriment	129 588		123 417
Nombre des nouvelles admissions d'enfants de 6 à 59 mois dans le programme de prise en charge intégrée de la malnutrition aigue sevère	57 754		57 754
Nombre de CNAS mobiles opérationnels	8		6
Nombre de beneficiaires ayant recu un kit Wash en complement d'une activite nutritionnelle	50 547		48 456
Nombre de beneficiaires ayant recu une moustiquaire en complement d'une activite nutritionnelle	50 547		48 456
Nombre d'enquête SMART realisées en période de soudure	6		6
Nombre d'evaluations nutritionnelles rapide menées	4		4
Nombre de réunion mensuelle de coordination des acteurs sectoriels	70		70

Protection

INDICATEUR	BESOIN	BASELINE	CIBLE
Nombre de survivants de VBG (femmes, hommes, filles, garçons) ayant reçu un soutien approprié / Number of GBV survivors (women, men, girls, boys) who have received appropriate support	30 363		23 487
Nombre d'ateliers organisés / Number of workshops organised	62		62
Nombre de personnes formées (ventilé par sexe) / Number of persons trained (disagregated by sex)	2 680		2 680
Nombre de séances de plaidoyer conduites sur des questions spécifiques de protection / Number of advocacy interventions conducted on specific protection issues	81		81
Nombre de visites de monitoring de protection conduites / Number of protection monitoring visits conducted	214		214
Nombre de personnes couvertes par les activites de monitoring de protection/Number of persons covered by protection monitoring activities	322 800		237 000
Nombre de rapports sur les VBG produits et diffusés pour appuyer les efforts de plaidoyer et guider la réponse aux besoins / Number of reports produced and shared to support advocacy efforts and guide response to needs	20		20
# d' espaces amis des enfants/autres espaces sécurisés fonctionnels / Number of child friendly spaces/other safe spaces functional	356		356
# d'enfants (ventilé par sexe) bénéficiant de soutien psychosocial dans des espaces amis d'enfants ou autres espaces sécurisés / number of children (disagregated by sex) benefiting from psychosocial support in child friendly spaces or other safe spaces	451 550		436 528
# d'ESNA identifiés (désagrégés par mineurs non accompagnés/ enfants séparés, filles, garçons) / Number of UASC identified (disagregated by unacammpanied children, separated children, girls, boys)	8 343		6 461
Nombre des filleset des femmes ayant privilegiées des formations de base et activités génératrices des revenus/ Number of women and girls participating in training and involved in income generating activities	10 574		7 899

INDICATEUR	BESOIN	BASELINE	CIBLE
Nombre de personnes (femmes, hommes, garçons, filles) sensibilisées / Number of persons (women, men, boys and girls) sensitised	82 800		62 800
Nombre de séances de sensibilisation organisées / Number of awareness-raising sessions organised	240		240
Nombre d'enquêtes de profilage conduites / Number of profiling surveys conducted	121		121
# d'ESNA identifiés (ventilé par sexe) qui ont bénéficié d'une prise en charge alternative et/ou d'un suivi individualisé / Number of UASC identified (disaggregated by sex) having benefited from alternative care arrangements or individual follow-up	8 351		6 466
Nombre d'enfants non accompagnés (ventilé par sexe) réunifiés avec leurs familles / Number of unaccompanied children (disaggregated by sex) reunified with their family	2 352		1 981
Nombre des audits de sécurité et la cartographie de risques et de vulnérabilité réalisés / Number of safety audits and risk and vulnerability mapping for GBV conducted	110		110
# de Réseaux communautaires de protection de l'enfance (RECOPEs) fonctionnels / Number of community child protection networks functional	130		130
# d'enfants (ventilé par sexe) affectés par le conflit identifiés et référés par les RECOPES aux travailleurs sociaux / Number of conflict-affect children identified and referred by community child protection networks to social workers	1 560		1 560
Nombre de personnes formées (ventilé par sexe) / Number of persons trained (by sex)	1 435		1 435
Nombre de personnes (femmes, hommes, filles, garçons) touchées à travers les campagnes communautaires de sensibilisation / Number of persons (women, men, girls, boys) reached by community awareness campaigns	223 700		186 600
Nombre de personnes (femmes, hommes, filles, garçons) ayant bénéficié d'un appui pour la documentation civile et d'identité et qui ont reçu le document/ Number of persons (women, men, girls, boys) benefiting from support to obtain identity and civil status documentation and who receive such documentation	12 400		9 400
Nombre de personnes (ventilé par sexe) sensibilisées contre VBG au niveau de la communauté / Number of personnes (by sex) sensitised on GBV at the community level	491 181		421 159
Nombre de personnes (par sexe) identifiées ayant besoin d'une protection juridique qui reçoivent une assistance / Number of personnes (by sex) with legal protection needs who receive assistance	10 225		7 950
# d'enfants affectés par le conflit ayant reçus un acte de naissance (ventilé par sexe) / Number of conflict-affected children receiving birth certificates (by sex)	14 601		13 749
# de personnes (femmes, hommes, filles, garcons) sensibilisés sur l'enregistrement des naissances / Number of persons (women, men, girls, boys) sensitised on birth registration	75 600		75 600
# d'enfants identifiés comme présumés associés aux groupes armés (ventilé par sexe) / Number of children identified as suspected of association with armed groups (by sex)	1 200		1 200

Relèvement précoce

INDICATEUR	BESOIN	BASELINE	CIBLE
Number of staff of the police or the judiciary, prison civil society formed	10 549		7 642
Number of training on judicial and security governance	80		58
Nombre de jeunes sensibilisés à la prévention de la radicalisation	300 000		246 975
Nombre de leaders communautaires, leaders religieux et maîtres d'écoles coranique qui profitent les initiatives	2 605		1 885
Number of beneficiary persons of constructed/rehabilitated infrastructures	205 000		158 540
Number of constructed/rehabilitated infrastructures	108		78
Number of persons who benefit from IGA creation	40 000		21 330
Number of community-based financial associations created	444		198
Number of households with access to alternative energy or infrastructure equipped with renewable energy	25 000		14 700
Number of persons who benefit from unconditional cash grant	99 000		75 000
Number of local committees formed	63		28
Number of training sessions (risk management, disasters and crises, monitoring and reporting mechanisms)	81		36
Number of early warning system established/reinforced	22		10
Number of meetings and awareness sessions concerning risk identification, monitoring, collection and analysis of information, dissemination of warnings, risk reduction and response which were held in the communities	67		30
Number of outreach activities held	225		162
Number of persons who benefit from the activities	330 213		250 444
Number of households who benefit from an improve stove	15 680		7 000
Number of trees planted	169 409		120 000
Number of capacity building initiatives (including training sessions, studies or social surveys, anthropological) for conflict prevention and management	188		136
Number of persons trained or have received assistance	1 859		1 346
Number of persons who benefit from IGA support	45 000		30 108
Number of institutions who benefit from assistance	200		114
Number of persons who benefit from assistance	68 840		49 823

Santé

INDICATEUR	BESOIN	BASELINE	CIBLE
Nombre de structures sanitaires offrant les services de sante mentale	576		576
Nombre de beneficiaires de services de sante mentale dans les regions affectees par les crises	122 140		119 961
Nombre d'enfants de 6 mois à 14 ans vaccines contre la rougeole dans les zones affectees par les crises	57 513		57 513
Nombre de campagnes d'information/sensibilisation organisées	1 164		1 164
Nombre de personnes (désagrégé par âge et par sexe) pris en charge pour des traumatisme par arme à feu ou par arme blanche	12 220		11 885
Nombre de formations sanitaire au plateau technique amélioré	576		

INDICATEUR	BESOIN	BASELINE	CIBLE
Nombre des rapports des investigations produits (disponibles)	1 164		1 164
Nombre de supervisions conjointes réalisées	1 164		1 164
Nombre de structures sanitaires réhabilitées	317		317
Nombre de structures sanitaires ayant recu un apppui en equipements	602		602
Nombre de personnels additionnels deployes dans les structures sanitaires par les membres du secteur	1 806		1 806
Pourcentage des epidemies ou alertes investiguees dans les 72 heures	100		92
Pourcentage de rapports hebdomadaires de surveillance epidemiologiques recues a temps au niveau central	100		96
Nombre de relais communautaires formes a la notification des maladies et evenements de sante dans la communaute	241 872		241 872
Nombre de coordonnateurs des unités de coordination régionales des urgences (CERPLE) formées a la gestion des urgences	74		74
Nombre de plans de contingence élaborés en fonction du risque potentiel identifié dans chaque région	74		74
Nombre d'enfant de 6 mois à 14 ans ayant bénéficié de la vaccination contre la Rougeole	92 781		90 944
Nombre d'enfants de moins de 1 an ayant reçu l'antigène traceur Pentavalent 3 dans le cadre du PEV/R dans les districts soutenus par les membres du secteur	92 781		90 944
Les femmes enceintes qui ont reçu les vaccins de routine lors des CPN	38 157		38 157
Nombre de cas de Maladies graves referes vers une structure plus qualifiees par les membres du secteur	37 888		37 888
Nombre / Pourcentage de victimes des attentats ou de blessures de guerres ayant beneficie d'une prise en charge chirurgicale adequate	100		95
Nombre / Pourcentage de victimes des attentats ou des blessures de guerre ayant eu accès à des médicaments de prise en charge du traumatisme sur place	100		95
Nombre de bulletins épidémiologiques produits et diffuses par les régions et le niveau central	888		888
Nombre de réunions de coordination sectorielles mensuelles organisées au niveau central et dans les régions	888		888
Nombre de personnes sensibilisees durant les causeries educatives effectuees dans les structures sanitaires et dans la communaute	1 447 944		1 409 454
Nombre de relais de santé formés pour la promotion de la santé par zone	19 455		19 455
Nombre de naissances assistés par un personnel qualifié dans les districts soutenus par les membres du secteur	92 781		90 944
Nombre de décès des mères survenus dans des formations sanitaires	236		236
Nombre de rapports d'évaluations produits (disponibles)	148		148
Nombre de Structures sanitaires/Acteurs humanitaires approvisionnees en medicaments ou kits sanitaires	602		602
Nombre de Nouveau-né prématuré pris en charge dans les districts de santé soutenus par les membres du secteur	3 816		3 816
Nombre de personnes vulnerables recues en consultations curatives dans les districts soutenus par les membres du secteur	1 447 944		1 409 454

INDICATEUR	BESOIN	BASELINE	CIBLE
Nombre d'enfants de mois de 5 ans reçus en consultations curatives dans les districts de santé soutenus par les membres du secteur	28 378		27 620
Nombre / pourcentage de malades chroniques ayant recu leur traitement	55 020		53 561
Nombre de personnes touchées par les messages de sensibilisation	1 447 944		1 409 454
Nombre de moustiquaires imprégnés distribués	289 585		281 890
Nombre de campagne de vaccination organisées	122		122

Sécurité alimentaire

INDICATEUR	BESOIN	BASELINE	CIBLE
Number of affected households assisted to engage in small ruminant, local poultry, table birds and piggery production	12 000		12 000
Number of fish ponds and / or fish production units set up	50		50
Area of pasture regenerated in affected areas	500		500
Number of water points constructed in affected areas	4		4
Number of vacinaton parks built in affected areas	8		8
Quantity of fertilzers provided to targeted beneficiary households	2 950		2 950
Quantity of seeds provided to targeted beneficiary households	600		600
Number of targeted beneficiary households that received agricultural support	21 000		21 000
Number of targeted moderate food insecure men and women from the local population that received conditional food distribution	12 500		12 500
Quantity of food distributed to targeted moderate food insecure local population	368		368
Number of targeted beneficiary local vulnerable population (female and male) that received seasonal food in kind support	30 000		30 000
Quantity of food distributed as seasonal support to targeted beneficiary local vulnerable population	244		244
Number of targeted beneficiary IDPs (female and male) that received unconditional food assistance (GDB)	427 000		427 000
Quantity of food distributed as unconditional food assistance to beneficiary IDPs	34 545		34 545
Number of targeted severely food insecure men and women from the local population that received unconditional in kind food supports	15 000		15 000
Quantity of food distributed to targeted severely food insecure men and women from the local population	309		309
Number of targeted beneficiary returnees (female and male) that received unconditional in kind food support FFA	5 000		5 000
Quantity of food distributed as unconditional food assistance to targeted beneficiary retrunees	41		41

ORGANISATIONS PARTICIPANTES & FINANCEMENTS REQUIS

ORGANISATIONS	BUDGET (US$)
Programme Alimentaire Mondial (PAM)	106 940 340
Haut-Commissariat des nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR)	81 791 210
Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF)	27 823 669
International Rescue Committee (IRC)	11 662 600
Norwegian Refugee Council (NRC)	11 516 689
Plan International	8 770 675
Fond des Nations Unies pour la Population (UNFPA)	5 302 400
Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)	5 000 000
Alliance for International Medical Action (ALIMA)	4 945 985
DEMTOU Humanitaire	4 723 745
Solidarités d'Afrique (SdA)	3 570 000
Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA)	3 092 336
Organisation Internationale des Migrations (OIM)	2 800 000
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (Fao)	2 563 543
ONU Femmes	2 400 000
Organisation Mondiale de la Santé (OMS)	2 150 000
Catholic Relief Services (CRS)	1 987 000
Femme Action et Développement en Centrafrique (FADEC)	1 790 183
Agence Humanitaire Africaine (AHA)	1 550 000
Afrique Solidarité - Suisse (ASOL)	1 340 000
Jeunesse Active pour la lutte contre la Pauvreté le VIH SIDA et ses Souffrances (JAPSSO)	1 224 221
International Emergency and Development Aid (IEDA Relief)	680 291
International Medical Corps UK (IMC)	677 186
Solidarités International (SI)	660 184
FAIRMED Foundation	653 102
Association des Femmes Africaines Integres pour la Recherche et le Developpement (AFAIRD)	650 000
Action Locale pour un Développement Participatif et Autogéré (ALDEPA)	632 001
CARE International	600 478
Respect Cameroon	412 333
Community Humanitarian Emergency Board (COHEB)	272 244
Association pour la Promotion du Developpement Local (APDEL)	256 954
Croix-Rouge Française (CRF)	235 000
United Nations Department of Safety and Security (UNDSS)	208 000
TOTAL	**299M**

OCHA/ Imane Cherif

CHIFFRES DE PLANIFICATION: PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLÉES

PERS. DANS LE BESOIN (EN MILLIONS)	PAR STATUT					PAR SEXE & AGE		TOTAL	
	Refugiés	Personnes déplacées internes (PDI)	Retournés	Personnes accueillant des PDI et/ou des réfugiés	Autres personnes dans le besoin	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*	Pers. dans le besoin	Pop. totale
ADAMAOUA	58K	-	-	58K	229K	52%	51 | 45 | 4%	0,41M	1,3M
CENTRE	20K	-	-	-	-			0,04M	4,7M
EST	172K	-	-	139K	55K	50%	53 | 41 | 6%	0,54M	1,1M
EXTREME-NORD	100K	244K	101K	411K	995K	51%	58 | 39 | 3%	1,95M	3,9M
LITTORAL	12K	54K	-	76K	14K	50%	44 | 50 | 5%	0,17M	2,9M
NORD	22K	-	-	26K	366K	51%	53 | 44 | 3%	0,43M	2,1M
NORD-OUEST	-	105K	-	139K	106K	53%	47 | 48 | 4%	0,35M	0,8M
OUEST	-	32K	-	52K	192K	53%	54 | 41 | 5%	0,28M	1,9M
SUD	-	-	-	-	-				
SUD-OUEST	-	246K	-	256K	42K	58%	44 | 52 | 4%	0,54M	1,66M
TOTAL	385K	682K	101K	1,2M	2M	57%	48 | 39 | 4%	4,71M	16,19M

*Enfants (<18 ans), adultes (18-59 ans), pers. âgées (>59 ans)

PERSONNES CIBLÉES
(EN MILLIONS)

	PAR STATUT					PAR SEXE & AGE		TOTAL	
	Refugiés	Personnes déplacées internes (PDI)	Retournés	Personnes accueillant des PDI et/ou des réfugiés	Autres personnes dans le besoin	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgées*	Pers. dans le besoin	Pop. totale
ADAMAOUA	57K	-	-	58K	11K	52%	54 | 42 | 4%	013M	1,3M
CENTRE	-	-	-	-	-				
EST	166K	-	-	138K	12K	50%	52 | 42 | 6%	0,32M	1,1M
EXTREME-NORD	98K	227K	92K	411K	53K	51%	60 | 36 | 3%	0,88M	3,9M
LITTORAL	12K	54K	-	76K	14K	50%	42 | 53 | 5%	0,11M	2,9M
NORD	21K	-	-	21K	93K	51%	53 | 44 | 3%	0,13M	2,1M
NORD-OUEST	-	104K	-	92K	13K	53%	47 | 49 | 4%	0,21M	0,8M
OUEST	-	32K	-	35K	0,9K	52%	50 | 45 | 5%	0,07M	1,9M
SUD	-	-	-	-	-				
SUD-OUEST	-	246K	-	173K	14K	60%	42 | 54 | 4%	0,43M	2,2M
TOTAL	341K	665K	92K	980M	200M	52%	53 | 43 | 4%	2,3M	16,19M

*Enfants (<18 ans), adultes (18-59 ans), pers. âgées (>59 ans)

GUIDE DU DONATEUR

CONTRIBUER AU PLAN DE RÉPONSE HUMANITAIRE

Pour voir l'aperçu des besoins humanitaire, le plan de réponse humanitaire et les rapports de monitoring du pays, et donner directement aux organisations participant au plan, merci de visiter :

www.humanitarianresponse.info/operations/cameroun

DONNER PAR LE BIAIS DU FONDS CENTRAL POUR LES INTERVENTIONS D'URGENCE (CERF)

Le CERF apporte un financement initial rapide pour des actions vitales lors de l'apparition de situations d'urgence et pour les opérations humanitaires essentielles, et sous financées, lors de crises prolongées. Le CERF, géré par OCHA, reçoit des contributions de différents donateurs – principalement des gouvernements, mais aussi des compagnies privées, des fondations, des organismes caritatifs et des particuliers – réunies dans un fonds unique. Il est utilisé pour des crises partout dans le monde. Pour en savoir plus sur le CERF et sur comment donner, visiter le site web du CERF :

www.unocha.org/cerf/our-donors/how-donate

DONNER PAR LE BIAIS DU FONDS HUMANITAIRE DU PAYS

Le fonds humanitaire du pays Camroun est un Fonds Commun basé dans le pays (CBPF). Les CBPF sont des instruments de financement humanitaire multi-donateurs établis par le coordinateur de l'aide d'urgence (ERC), et gérés par OCHA au niveau du pays sous la direction du Coordinateur Humanitaire (HC). Pour en savoir plus sur les CBPF visiter le site web:

https://www.unocha.org/our-work/humanitarian-financing/country-based-pooled-funds-cbpf

Pour savoir comment apporter une contribution, merci de contacter :

ocha.donor.relations@un.org

AIDE D'URGENCE EN NATURE

Les Nations Unies encouragent les donateurs à faire des contributions en espèces, plutôt qu'en nature, pour une rapidité et une flexibilité maximum, ainsi que pour garantir que soient délivrés les biens humanitaires les plus urgents. Dans le cas où vous ne pouvez faire que des contributions en nature en réponse aux catastrophes et aux urgences, merci de contacter :

logik@un.org

ENREGISTREMENT DE VOS CONTRIBUTIONS

OCHA gère le service de surveillance financière (FTS), qui enregistre toutes les contributions humanitaires rapportées (espèces, en nature, multilatérales et bilatérales). Son but est de donner du crédit et de la visibilité aux donateurs pour leur générosité, et de montrer le montant total des financements ainsi que des manques dans les plans humanitaires. Merci de signaler vos contributions à FTS, soit par email à fts@un.org ou par le biais du formulaire de contribution en ligne à http://fts.unocha.org

Photo: OCHA/Eve Sabbagh

Ce document est produit au nom de l'Equipe Humanitaire Pays et des partenaires.

Ce document donne la compréhension de la crise, partagée par l'Equipe Humanitaire Pays, y compris les besoins humanitaires les plus urgents, et reflète la planification conjointe de la réponse humanitaire.

La désignation employée et la présentation des données dans ce rapport ne suggérent en aucun cas l'expression d'une quelconque opinion de la part de l'Equipe Humanitaire Pays et ses partenaires , quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ou quant au tracé de leurs frontières ou limites.

www.unocha.org

http://humanitarianresponse.info/en/operations/Cameroon